



**LES RENCONTRES
ACTIONS JEUNESSE ET TERRITOIRES**

DUNKERQUE, les 16 et 17 mars 2017



— SOMMAIRE —

Journée du 16 mars

ALLOCUTION DE BIENVENUE	3
CONFÉRENCE : Les jeunes sont-ils dépolitisés ?	5
SÉANCE PLÉNIÈRE : La montée des mouvements citoyens	13
SÉANCE PLÉNIÈRE : L'influence du territoire sur le vote	22
ESPACE PAROLE DE JEUNES : Témoignages, expériences et rapport à la politique.....	28
BOÎTES À OUTILS	33
1. Voxe, la boîte à outils du citoyen connecté.....	33
2. Fluicity, un réseau citoyen pour une démocratie locale en continu	40
3. Challenge citoyen, pour réduire l'abstention	46
4. Décodex, les outils des Décodeurs du journal <i>Le Monde</i>	51
SÉANCE PLÉNIÈRE : Les jeunes et la politique : comment mieux s'informer ?	57
SOIRÉE DÉBAT : Film <i>J'ai pas voté</i>	63

Journée du 17 mars

ESPACE PAROLE DE JEUNES : Témoignages, expériences et rapport à la politique.....	66
CONFÉRENCE : Quels liens entre les jeunes et la politique ?	71
SYNTHÈSE DES JOURNÉES	76
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE IFOP/ANACEJ : Le comportement électoral des jeunes pour l'élection présidentielle 2017	80
CLÔTURE	91

— ALLOCATION DE BIENVENUE —

Davy LEMAIRE, adjoint au maire délégué à la Jeunesse, Ville de Dunkerque

Davy LEMAIRE tient d'abord à remercier l'université du Littoral Côte d'Opale pour son accueil, les étudiants en intervention sociale qui ont collaboré à la préparation de ces rencontres, le partenaire principal de cette quatrième édition des AJT (Actions Jeunesse et Territoires), à savoir l'ANACEJ, mais aussi Jean-Claude Richez, grand témoin de cette manifestation, les élus de la Ville de Dunkerque et de la communauté urbaine, et bien sûr les jeunes, notamment les volontaires en service civique. Des remerciements sont également adressés à l'association Tout en Scène pour son aide logistique, à la mission Jeunesse de la Ville de Dunkerque pour l'organisation, à toutes les collectivités de France présentes à ces rencontres, et, par avance, à tous les intervenants de qualité qui ont accepté de venir parler durant ces deux journées très denses.

La thématique de ces AJT est en phase avec l'actualité : « Je vote ! Pourquoi pas vous ? » Les jeunes votent-ils ? Sont-ils intéressés par la politique ? M. Lemaire entend dire que nombre d'entre eux n'y sont absolument pas intéressés, tandis que d'autres y sont plus réceptifs. Certains lui confient que les élus nationaux sont trop éloignés de leurs préoccupations. Cette remarque s'applique-t-elle dans d'autres villes ? Ce constat se confirme-t-il au niveau national ? Les AJT 2017 serviront à apporter des réponses, en particulier avec l'enquête de l'IFOP qui clôturera les deux journées et dont les résultats sur le vote des jeunes seront livrés en exclusivité.

Mathieu CAHN, président de l'ANACEJ

Mathieu CAHN se joint aux remerciements exprimés par M. Lemaire. À son tour, au nom de l'ANACEJ, il remercie la Ville de Dunkerque d'agiter les débats, les réflexions, les propositions, selon une formule annuelle qui mérite d'être développée, car l'association est convaincue que ces temps d'échange entre les élus, les professionnels et les jeunes eux-mêmes sont importants. L'ANACEJ considère que si des politiques publiques sont aujourd'hui menées pour les jeunes, elles sont trop souvent conduites sans eux. Or, il importe de les élaborer avec eux, en les écoutant, en entendant leur parole. Les jeunes de Strasbourg, où M. Cahn est adjoint au maire, éprouvent la même chose à l'égard de la politique que ceux de Dunkerque et d'ailleurs. Mais il ne faut pas s'arrêter à cette première réaction, qui est souvent une réaction de rejet, de méconnaissance et de désintérêt. En creusant un peu, on se rend compte que ce qui manque, c'est souvent la confiance, le sentiment d'être entendu et d'avoir affaire à des élus qui tiennent leurs engagements et qui font preuve d'honnêteté, à la fois morale et intellectuelle. Quand on s'interroge sur la distance qui a semblé s'installer entre les représentants élus et les jeunes, on se rend compte que ceux-ci n'éprouvent pas forcément un désintérêt, mais plutôt une sorte de désenchantement. Ils ont plutôt l'impression qu'aujourd'hui la politique ne sert à rien et que les politiques ne changent rien, ne respectent pas leur parole et sont enfermés dans leur tour d'ivoire, hormis lorsqu'il s'agit de mener une campagne électorale.

M. Cahn estime qu'il est essentiel de ne pas s'arrêter aux premières impressions et d'aller plus loin dans la compréhension du rapport des jeunes à la politique. C'est l'intérêt d'études comme celle qui sera présentée à la fin de ces rencontres et qui a été conduite par l'ANACEJ et l'IFOP. Depuis 2012, l'association s'intéresse au vote des jeunes, pas seulement pour connaître leurs intentions de vote à quelques jours des élections présidentielles, mais aussi pour connaître leurs attentes, leurs envies, leurs visions du monde, et quels sont les thèmes qui leur paraissent prioritaires et sur lesquels ils attendent des propositions concrètes. Aller plus loin dans l'analyse et le dialogue avec les jeunes implique aussi de se demander comment ils sont entendus et comment ils appréhendent le droit de vote, qui reste un droit important, bien que l'on ait parfois le sentiment qu'il est peu considéré et peu utilisé. Pourtant, tous restent attachés à ce droit, fondamental dans une démocratie, qui permet de donner mandat à des représentants pour entendre les citoyens et mener des politiques publiques.

Il faut peut-être réinterroger les formes d'action politique, y compris l'action syndicale ou associative, et leur manière dont elles intègrent les jeunes et leur font une place. Il faut peut-être aussi s'interroger sur le fonctionnement même de l'action politique : sur la représentativité du personnel politique, sur le cumul des mandats, sur de possibles autres modes de dialogue entre élus et citoyens. Ces questions seront examinées durant ces deux jours, dans un contexte qui n'est évidemment pas neutre et qui est propice à la diffusion d'un certain nombre de lieux communs ou de caricatures, dont l'une est que les jeunes voteraient d'abord pour les extrêmes et notamment pour le Front national. Or, la réalité aujourd'hui est que, d'abord, les jeunes s'abstiennent. Tel est en effet leur premier comportement électoral, ce qui doit susciter les premières interrogations. Toutefois, il ne faut pas nier les tentations radicales, qui sont issues d'un sentiment de déclassement, d'être délaissé et ignoré.

M. Cahn affirme son attachement à l'arc républicain, au droit de vote, à la citoyenneté, qui ne s'apprend pas dans les livres, mais qui se vit au quotidien, dans les quartiers, dans les écoles, dans l'engagement associatif et par des actions qui sont probablement à rénover. À cet égard, l'ANACEJ est une association qui travaille en faveur de la participation des jeunes. Elle constitue également un réseau de plus de 400 collectivités locales, réparties sur l'ensemble du territoire français, et comprenant neuf fédérations d'éducation populaire. Ce réseau est animé par la conviction qu'on n'écoute jamais assez les jeunes et que c'est ensemble, jeunes, élus, chercheurs, professionnels, qu'on pourra essayer d'apporter une solution à la crise démocratique qui menace aujourd'hui les institutions.

Frédéric PAIRAULT, délégué général de l'ANACEJ et animateur des rencontres

Frédéric PAIRAULT présente le programme des AJT 2017 (cf. sommaire). Il se dit honoré d'accueillir, pour la première conférence, Anne Muxel, experte renommée sur les questions des jeunes et de leur rapport à la politique.

— CONFÉRENCE —

Les jeunes sont-ils dépolitisés ?

Anne MUXEL, docteure en sociologie et directrice de recherches CNRS en sciences politiques au CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences-Po)

Anne MUXEL commence par évoquer un contexte particulier, à une quarantaine de jours de l'élection présidentielle, avec une campagne inédite, pleine de rebondissements, où deux questions semblent se dessiner : celle de la probité et celle concernant le Front national. En dehors de ces deux enjeux, il est très difficile de faire entendre autre chose dans cette campagne. Celle-ci est inédite également parce qu'elle est le signe d'une profonde redéfinition du paysage électoral, avec une droite classique à la peine et une gauche classique marginalisée, avec la perspective d'un deuxième tour sans les deux grands partis de gouvernement, avec l'affirmation du socle électoral du Front national et la dynamique en faveur de sa présidente, Marine Le Pen, et avec l'émergence d'une nouvelle figure, Emmanuel Macron, et d'une nouvelle force politique, En Marche, d'une certaine façon hors système, ni gauche ni droite, ou bien gauche *et* droite, en tout cas une formation qui a gagné 10 points d'intentions de vote en trois mois.

La conjoncture est un élément important pour comprendre la réponse des jeunes face à cette élection. Cette réponse peut être l'abstention, elle peut être un choix de vote. De fait, il faut poser la question tout particulièrement des primo-votants, de ceux qui vont voter pour la première fois, qui représentent 3,3 millions de personnes, soit 7,4 % de l'ensemble du corps électoral, lequel, il est vrai, est vieillissant. Le vote des jeunes a donc un poids, ce qui n'est peut-être pas dit suffisamment. Selon la dernière enquête menée au CEVIPOF, 72 % de ces primo-votants se disent intéressés par l'élection présidentielle ; ce pourcentage, qui va à l'encontre des lieux communs, montre bien que les jeunes, dans leur majorité, ne se désintéressent pas de la politique. Mais ces primo-votants affichent une plus faible mobilisation que les autres classes d'âge, puisque 32 % des électeurs de tout âge disent ne pas être certains d'aller voter et que cette proportion atteint 45 % chez les jeunes. Cependant, il faut aussi retenir que 55 % d'entre eux sont certains d'y aller, et cela constitue un véritable potentiel électoral. De manière générale, les jeunes délaissent les élections intermédiaires, surtout européennes, mais ils participent davantage, en majorité, aux élections présidentielles.

Ensuite se pose la question du choix formulé par les jeunes qui sont certains d'aller voter. Un trio de candidats arrive en tête : Marine Le Pen, à hauteur de 30 %, une proportion assez fixe depuis un certain temps ; Emmanuel Macron, à 24 % ; Benoît Hamon, à 20 %, une troisième place qui diffère de celle d'ensemble de l'électorat. Les jeunes éliminent la candidature de François Fillon dès le premier tour. Il est entendu que ces chiffres sont à lire avec beaucoup de précaution, étant donné que la campagne est mouvante et que beaucoup de choses peuvent encore se passer.

Pour comprendre les conditions de la politisation des jeunes, il faut avoir à l'esprit que ces jeunes font leurs premiers pas dans un contexte non seulement de profonde recomposition

du paysage politique, mais aussi d'indéniables mutations des usages démocratiques. Les jeunes eux-mêmes sont porteurs des changements qui opèrent au cœur même de la citoyenneté contemporaine. Enfants de la crise de la représentation politique qui sévit en France depuis une trentaine d'années, ils font leurs armes de citoyen dans une conjoncture politique et sociétale où se combinent différentes situations, dont certaines peuvent paraître assez paradoxales. En effet, la forte défiance envers les institutions, les partis et la classe politique (sept Français sur dix disent ne faire confiance ni à la droite ni à la gauche pour gouverner) se combine à un niveau de politisation qui reste élevé. On peut donc avoir une image extrêmement négative de la classe politique sans que cela éloigne les citoyens de l'intérêt qu'ils portent à la politique.

Un autre aspect contextuel est l'affaïssement de la norme civique du devoir de voter parmi les jeunes générations. Cela ne veut pas dire que le vote ne sera pas réapproprié d'une autre façon. On observe ainsi que le vote est de plus en plus conçu comme un droit que comme un devoir.

Dans le même temps, on assiste à un phénomène devenu caractéristique : l'abstention, qui progresse à toutes les élections. Cette abstention devient un usage ayant gagné en légitimité et, pour certains, une forme de réponse politique. Pour les générations âgées, l'abstention était un comportement jugé déviant, non conforme par rapport à la norme citoyenne. La légitimation de l'abstention est un élément fort pour de jeunes gens qui savent qu'ils peuvent entrer dans leur rôle de citoyen actif en faisant un usage alterné du vote et de l'abstention. Un tel usage ne construit pas le même type de citoyenneté que dans le passé.

Un autre élément de conjoncture politique et sociétale est le phénomène de protestation, dans les urnes comme dans la rue. Cela définit les contours d'une politisation plus critique, que certains qualifient de « négative » au sens du politologue Jean-Louis Missika. Cette protestation fait désormais partie intégrante de la panoplie du citoyen d'aujourd'hui.

La socialisation politique des jeunes générations se caractérise donc par ce triptyque : la défiance institutionnelle, l'intermittence du vote et la protestation. Ce triptyque configure des comportements politiques au sein d'un modèle de citoyenneté à la fois plus individualisé, plus expressif et plus critique.

Les jeunes, plus encore que le reste de la population, expriment une demande de démocratie directe ou participative. Pour près des deux tiers des primo-votants, la France serait mieux gouvernée si l'on pratiquait davantage le référendum. Leur souhait, pour 69 % d'entre eux, est aussi que le vote blanc soit pris en compte.

Il est intéressant de voir que les jeunes sont moins nombreux à considérer que le vote devrait être obligatoire. Cette proposition de le rendre obligatoire est régulièrement émise pour enrayer le phénomène de l'abstention. Pour une majorité de jeunes, la citoyenneté se vit de façon autonome, responsable et engagée, sans coercition.

Le premier élément du triptyque est la défiance, bien que les enquêtes montrent globalement un attachement des jeunes à la démocratie. Ces enquêtes permettent aussi de mesurer la poussée d'une envie des Français pour un régime autoritaire. Un Français sur

deux trouverait qu'un homme fort, qui ne tiendrait pas compte des élections ni du Parlement, serait peut-être une bonne chose pour le pays. Les jeunes sont plus en retrait par rapport à cette tentation de leadership autoritaire. Même s'ils sont majoritairement attachés à la démocratie, ils n'en sont pas moins critiques à l'égard de la classe politique chargée de la faire fonctionner. Aujourd'hui, huit Français sur dix considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas de ce que pensent les gens, alors que 42 % des Français, en 1997, avaient ce ressenti. Le fossé entre les gouvernés et les gouvernants s'est donc creusé de façon très importante, et ce ne sont pas les derniers rebondissements de la campagne électorale qui feront penser autrement les Français.

La défiance se nourrit aussi du fait que les citoyens ont intériorisé, à tort ou à raison, une relative impuissance des politiques, qui prend encore plus de relief dans un contexte de mondialisation et de globalisation économique. Ils ont le sentiment que le vote ne changera rien puisque les politiques ne peuvent pas faire grand-chose, pensent-ils, et que les décisions se prennent ailleurs, au niveau de l'Europe, de la finance, des grandes puissances... Sur ce plan, sans doute faut-il savoir faire preuve de toute une pédagogie pour restaurer l'importance du politique et de ses décisions.

La défiance est alimentée également par la crise des adhésions aux organisations traditionnelles, aux partis politiques incarnant la bipolarisation gauche/droite depuis des décennies sous la V^e République.

Il ne faut pas nécessairement envisager cette défiance comme quelque chose de négatif. Elle se traduit par le fait que les jeunes soient à la fois politisés et critiques, à la fois présents et distants. Cet alliage n'est pas sans conséquence sur les formes d'expression politique, notamment sur l'exigence accrue dont les jeunes sont porteurs vis-à-vis de la démocratie. Qu'ils soient plus exigeants est certainement un aspect positif.

Le deuxième pied du triptyque est l'intermittence du vote. Pour beaucoup de jeunes, bien qu'ils l'envisagent plus comme un droit que comme un devoir, le vote est toujours considéré comme le moyen d'action politique le plus efficace. Cependant, le vote systématique est en recul, alors que les tranches d'âge au-delà de 65 ans ont tendance à pratiquer ce type de vote. Le vote intermittent, qui s'est installé de manière concomitante à la légitimation de l'abstention, est devenu la norme du comportement électoral. Les jeunes se rendent aux urnes selon qu'ils perçoivent des enjeux forts de l'élection, s'ils y voient un véritable intérêt pour le pays, pour les Français, pour eux-mêmes. Par conséquent, des efforts de pédagogie sont souhaitables pour mieux appréhender les enjeux. Si les jeunes se rendent davantage aux urnes pour l'élection présidentielle, c'est parce qu'elle est assez facile à décoder : il s'agit, en somme, de choisir un capitaine à la tête du navire France ; et le choix résulte d'une compétition entre des personnalités, ce qui compte beaucoup pour les électeurs. Cela reste l'élection reine sous la V^e République.

Dans le vote intermittent, l'abstention est utilisée de plus en plus par des citoyens comme un outil d'expression politique à part entière. Il existe en fait une abstention *hors* du jeu politique et *dans* le jeu politique. La première est de type sociologique et concerne les personnes les moins insérées dans la société, celles avec un niveau de diplôme peu élevé et de nombreux jeunes qui sont par définition dans un moment de transition. Mais la

progression de l'abstention est due surtout à l'abstentionnisme politique, protestataire, utilisé pour exprimer son mécontentement ou son désaccord. Pour les jeunes également, le droit de ne pas voter peut être aussi revendiqué. Le vote blanc peut aussi être compris comme une forme de non-vote. De ce fait, la volatilité électorale peut facilement progresser et se traduire par des reports de voix plus aisés sur d'autres candidats, surtout dans un contexte de crise aux fidélités partisans. Un autre phénomène qui se développe est l'abstention croissante même lorsque le niveau d'études est élevé. C'est ainsi qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, 35 % des étudiants s'étaient abstenus.

La protestation, troisième élément du triptyque, acquiert une légitimité au travers du rôle grandissant de l'opinion dans l'action politique, comme l'illustre la place occupée par les sondages pour façonner les processus de décision. En plus de cela, la protestation est aussi devenue une pratique citoyenne qui s'est banalisée, qui n'est pas restée l'apanage d'une culture politique de gauche. Il suffit de se souvenir de la Manif pour tous, qui a mobilisé de nombreux jeunes de droite. Entre 60 et 70 % des Français se disent prêts à participer à une manifestation pour défendre leurs intérêts, et ce taux augmente à 74 % pour les jeunes. Ce potentiel protestataire crée un climat ayant une influence en particulier sur le vote. Un jeune sur deux a déjà participé réellement à une manifestation. Pour autant, ce recours à la protestation ne se substitue pas forcément au vote. En fait, la nouveauté réside dans la combinaison de plusieurs formes de politisation, par le vote traditionnel comme par des interventions directes dans l'espace public. Les jeunes générations définissent leur comportement politique en articulant la démocratie participative et la démocratie représentative.

Les jeunes citoyens disposent donc d'une palette élargie d'outils d'expression démocratique. En conséquence, la politisation est moins normative, plus expressive, plus affranchie des tutelles institutionnelles, et elle conditionne un engagement à la fois plus individualisé, plus réactif et plus protestataire. Dans ce contexte, les nouveaux outils d'information et de communication permettent de faire circuler des contenus de plus en plus facilement, mais il est aussi de plus en plus difficile de se faire une idée exacte des contenus qui circulent dans ces nouveaux canaux.

La montée de la protestation est visible notamment avec les votes pour des forces populistes, qui attirent des segments de la jeunesse faiblement diplômée et d'autres segments. L'attraction du Front national et, de façon plus générale, des forces populistes est constatée en France et dans bien d'autres pays européens. Ce n'est pas fondamentalement nouveau, puisque le socle électoral de ces forces est consolidé depuis au moins une vingtaine d'années.

Aujourd'hui, en France, le Front national est le premier parti sur lequel se portent les intentions de vote : trois jeunes sur dix déclarent qu'ils iront voter pour Marine Le Pen. Cette attractivité s'enracine dans la capacité qu'incarne cette candidate de servir d'exutoire à de multiples malaises et à un manque de reconnaissance. Le vote pour le Front national attire moins les jeunes femmes que les jeunes hommes, malgré la candidature féminine ; et cette différence liée au genre est observée depuis plusieurs années. Une telle force d'attraction auprès des jeunes interroge les systèmes démocratiques quant à leur capacité à représenter et préparer les aspirations des générations futures, à orienter des perspectives de nature à

féderer leur adhésion tant au plan social que moral et politique. Cette capacité des forces populistes à cristalliser des mécontentements mène au constat suivant : plus on est jeune, plus on vote pour Marine Le Pen ; plus on est vieux, moins on vote pour elle. Cela pose la question de la fragilisation économique, de la difficulté professionnelle et de la souffrance sociale, dans la mesure où le vote pour le Front national est davantage présent chez les « perdants de la mondialisation ». Mais ce vote gagne du terrain aussi parmi les étudiants : 27 % d'entre eux, selon la dernière mesure du CEVIPOF, ont l'intention de voter pour Marine Le Pen.

Maintenant que les trois éléments du triptyque ont été explicités, pour bien comprendre les conditions de l'engagement ou de la participation politique, il faut prendre conscience de la nouvelle articulation entre l'individuel et le collectif. En matière de politique, l'individuation des choix comme des pratiques a nettement progressé, cependant que les grandes allégeances idéologiques et partisanses se sont nettement affaiblies. Mais cette individuation ne veut pas dire pour autant que toute dynamique collective a disparu. Il est vrai que les individus sont aujourd'hui beaucoup plus seuls et moins encadrés dans leurs décisions d'engagement, mais la préoccupation pour le collectif demeure. Hier, l'individu trouvait du sens à travers une insertion dans un système fixant une appartenance et un cadre identitaire assez hautement prescriptif. Aujourd'hui, la fluidité des échanges, la diversité des références culturelles, la mixité des interactions et la relativité des principes éducatifs définissent un cadre de socialisation plus ouvert, mais aussi plus incertain, moins borné et, de ce fait, plus anxiogène. Il n'existe plus un seul collectif référentiel, mais de multiples collectifs, plus dispersés, qui définissent autant d'ancrages identitaires et autant d'engagements circonstanciés et contextualisés. Les jeunes doivent composer avec plusieurs cercles d'influence et de relations ; en plus de cela, ils doivent jongler avec l'espace d'appartenance que leur donne le virtuel.

Le nouveau cadre des conditions de la participation politique se caractérise, deuxièmement, par le changement de la temporalité de cet engagement. En effet, dans les années 60 ou 70, l'engagement politique supposait d'embrasser un idéal se profilant sur le long terme, souvent dans la perspective d'une transformation sociale. Les militants d'alors se battaient pour l'avènement d'une société meilleure, d'un monde nouveau. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas selon Anne Muxel, qui observe que les jeunes refusent de s'engager sur des dogmes préétablis. Leur engagement suppose un questionnement permanent, une vigilance critique et un refus de la légitimité imposée par toute tutelle hiérarchique, comme l'a montré Nuit Debout, où le refus allait jusqu'à ne pas mettre en avant un nom pour ne pas désigner un leader : tous s'appelaient Camille et prenaient la parole au même niveau. L'engagement, devenu plus pragmatique, suppose aussi un enjeu concret et implique une attente de résultat à court terme. Cela pose la question de l'efficacité de l'action politique, qui demande du temps long. Il existe aujourd'hui une distorsion entre le temps de la politique et le temps de l'engagement citoyen, qui est lié à la très forte accélération sociale du temps notamment au travers de la médiatisation. L'agenda médiatique peut exercer des contraintes qui redéfinissent le paysage de l'engagement.

En conclusion, le triptyque constitué par la défiance, l'intermittence du vote et la protestation traduit une tension dans le rapport à la politique dans les démocraties contemporaines, une tension particulièrement explicative de l'attitude des jeunes, une

tension entre un désir d'action collective et des affiliations politiques qui s'affirment comme de plus en plus autonomes et individualisées. La protestation a gagné en légitimité en même temps que les allégeances politiques et partisans se sont atténuées ; et si la défiance augmente, elle ne fait pas baisser la politisation des citoyens. Ce nouveau paradigme peut faire l'objet d'interprétations plus ou moins pessimistes : on peut y voir un déficit démocratique dans le renouvellement générationnel, mais on peut aussi y voir une recomposition politique profonde et un renforcement d'une forme de vigilance démocratique. Depuis près d'une trentaine d'années, Anne Muxel se dit optimiste, estimant que les jeunes ne sont pas dépolitisés. Il faut leur permettre d'exister dans la vie politique à partir de toutes ces contradictions qui les traversent ; et au lieu de les stigmatiser, il faut leur dire que ce sont justement ces contradictions qui créeront la citoyenneté de demain et feront l'intérêt de cette citoyenneté. La politisation négative peut avoir des vertus, et la crise du sens intrinsèque à l'expérience démocratique peut être féconde. Dans son ouvrage *La Crise sans fin*, Myriam Revault d'Allonnes parle de condition « intrinsèquement déceptive » de la démocratie. Mais ce n'est pas parce qu'il y a déception qu'il y a impossibilité de construire une participation politique. On peut s'efforcer de voir dans les symptômes les plus visibles de ce qui est communément appelé la crise de la représentation politique, notamment avec l'abstention qui prend de plus en plus de place, des éléments de recomposition de l'action politique et de mutation du sens démocratique.

Échanges avec la salle

Frédéric PAIRAULT invite la salle à poser à une série de questions à Mme Muxel.

Tommy VEYRAT, vice-président de la FAGE (Fédération des associations générales étudiantes), aborde la question de la démocratie universitaire et de l'effondrement de la participation aux élections dans les universités, à tel point que le taux de vote est aujourd'hui de seulement 10 %. Faisant allusion aux travaux d'Albert Hirschman dans *Bonheur privé, action publique*, il demande si les nouvelles formes de politisation ne brouillent pas un peu les pistes entre le public et le privé. Il se demande ensuite dans quelle mesure l'effondrement de la participation universitaire va de pair avec une forte inflation de l'engagement dans le milieu associatif.

Guillaume SOLON, du Comité Jeunes de l'ANACEJ, s'interroge sur la cause familiale de la dépolitisation, dans le sens où certaines familles ne parlent pas de politique et ne transmettent pas un certain nombre de valeurs civiques, tandis que d'autres familles sont militantes ou se sentent concernées par la politique. Se pose aussi la question du rôle de l'école, qui pourrait mettre en cause celui de la famille et transmettre les valeurs civiques. Enfin, qu'en est-il du vote auquel le jeune se sentirait contraint sous peine d'être stigmatisé s'il ne va pas voter ?

Saad BOUHSINA, directeur d'un centre social, raconte que lorsqu'il a voté pour la première fois, à 18 ans, il a demandé l'avis de sa mère. Il soulève la question suivante : dans quelle mesure le vote FN des jeunes est-il une « commande » des parents ? Et que penser d'un

travail de sensibilisation auprès des jeunes à partir de 15-16 ans afin de les préparer à l'acte électoral ?

Patrick PONCET, chercheur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, établit une distinction entre l'effet d'âge et l'effet de génération. Il soulève l'hypothèse selon laquelle les options politiques évoluent à partir d'un certain âge, observant que le Front national recueille moins de suffrages de la part des personnes âgées. Sans doute est-ce parce que les références ne sont plus les mêmes. Par exemple, à une époque, et pour une certaine génération, la rafle du Vél d'Hiv était un rempart contre le vote FN.

Anne MUXEL reconnaît tout à fait l'importance de prendre en compte l'âge. Aujourd'hui, ceux qui votent le plus pour le Front national sont les « vieux jeunes », c'est-à-dire la tranche des 25-34 ans. Il est vrai aussi que la jeunesse ne peut pas être considérée comme un bloc homogène et qu'elle est traversée de fractures sociales, culturelles et économiques. L'effet de période est effectivement central. En l'occurrence, les jeunes d'aujourd'hui entrent dans leur vie politique dans une conjoncture particulière de forte recomposition électorale et de mutation d'usages démocratiques. L'effet générationnel jouera sans doute plus que l'effet d'âge. Le vote FN n'est pas lié qu'à l'effet d'âge, puisque les parents votent également pour ce parti. Cependant, plus on est jeune et plus on est disposé à se mobiliser collectivement, de par l'énergie propre à la jeunesse.

S'agissant du rapport entre le privé et le public, Anne Muxel rapporte avoir ouvert, ces dernières années, un champ de recherche sur ce qu'elle a appelé la « politisation intime », en s'intéressant à la manière dont la politique existe au sein de la vie conjugale, familiale, et dans le cercle des amis. Comment s'élaborent les convictions et s'arrangent les accords ou désaccords dans ces lieux où se fait la socialisation ? La famille reste, en effet, un creuset très important de l'identité politique des individus. Cela reste dans la famille que se forment les premiers repères politiques et notamment la bipartition gauche/droite. Les enfants captent très vite comment leurs parents réagissent à l'actualité politique et à tel ou tel candidat. Des chercheurs ont observé des cours d'école, y compris à la maternelle, et relevé que les enfants savent très bien si leurs parents apprécient Marine Le Pen, Emmanuel Macron ou qui que ce soit d'autre. Cette imprégnation assez précoce dans la vie de famille est une réalité alors même que la famille a beaucoup changé et s'est elle-même désinstitutionnalisée. La famille est devenue de plus en plus un espace relationnel où les individus se définissent davantage par leurs différences et leur autonomie ; et, en même temps, elle est un lieu de confrontation des choix, un petit univers de vie démocratique, où s'exercent un pluralisme d'opinions et des formes de vivre ensemble. La politique a donc une place dans l'espace privé et intime.

Tout en étant moins enchâssés dans des appartenances organisationnelles et des affiliations idéologiques, les individus s'engagent à partir de réactions plus personnelles et plus affectives. La dimension émotionnelle revêt aujourd'hui une grande importance dans le passage à l'acte, dans la mobilisation collective. Ressorts individuels et ressorts collectifs sont venus s'articuler par exemple à l'occasion des grandes marches suite aux attentats, marches auxquelles la jeunesse a d'ailleurs pris une large part. À cette occasion, il est apparu aussi qu'un jeune sur deux avait mis le drapeau tricolore sur Facebook. Cela illustre combien l'engagement vient puiser sa force aussi dans des réactions émotionnelles. Il est vrai, en

outre, que les jeunes sont beaucoup plus engagés dans des associations que dans des organisations traditionnelles, qu'elles soient syndicales ou politiques.

Par rapport au rôle de la famille et de l'école, toutes les études montrent que la première est première et que l'école ne vient pas forcément contrarier le choix politique familial. Mais l'école a certainement un rôle à jouer dans une époque qui se caractérise par une grande profusion de messages, notamment au travers du numérique et des réseaux sociaux. Le rôle de l'école est non seulement de restaurer l'image de la politique, dit Anne Muxel, mais aussi d'éclairer les élèves en leur apportant des éléments de compréhension pour se repérer dans le débat politique.

À la question sur le risque d'être stigmatisé en cas d'abstention, Anne Muxel ne conteste pas que ce risque a pu exister jusqu'à une date récente et qu'il demeure encore aujourd'hui, au motif que le vote est un devoir citoyen et qu'il est une chance comparativement à d'autres pays, de telle sorte que ne pas voter peut sembler incompréhensible et être rejeté socialement. Toutefois, force est de constater que l'abstention a acquis une légitimité croissante. De la même manière, la perception du vote FN a changé, alors qu'il y a plusieurs années ce vote était difficilement évaluable dans les enquêtes, puisque nombre d'électeurs avaient tendance à cacher ce vote. À présent, beaucoup d'électeurs n'hésitent pas à déclarer leur intention de vote pour ce parti.

— SÉANCE PLÉNIÈRE —

La montée des mouvements citoyens

Audrey BAUDEAU, déléguée générale du CNAJEP, introduit la séance plénière en proposant une définition, sans doute discutable, pouvant être discutée, celle de Gilbert Wasserman qui, parlant des mouvements citoyens, explique que ce sont des mouvements à la fois sociaux, écologistes et culturels, et qu'ils méritent d'être qualifiés de citoyens parce qu'ils émanent de femmes et d'hommes, et que, pour s'y engager, une seule légitimité est revendiquée : l'appartenance à la cité. De ce fait, ces mouvements peuvent se décliner sans hiérarchie, dans des dimensions aussi planétaires que continentales, nationales, régionales ou locales. Albert Ogien, directeur de recherches au CNRS, enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, auteur d'un certain nombre de livres, dont *Pourquoi désobéir en démocratie*, va éclairer le contexte dans lequel se développent des mouvements citoyens.

Albert OGIEN, sociologue, directeur de recherches au CNRS

Albert OGIEN entend apporter un éclairage sur le comportement électoral des jeunes, en envisageant le vote comme un élément de ce qu'il appelle l'expérience politique de la démocratie représentative. Depuis l'instauration du suffrage universel, le vote est largement entré dans les usages courants. Il faut admettre que la validité, l'utilité et la nécessité du vote font l'objet de jugements de la part des citoyens ; que la nature et l'intérêt du scrutin changent selon les époques et les circonstances ; que les pratiques de vote s'adaptent aux réformes constitutionnelles et aux modifications de la carte électorale ; que ces pratiques de vote intègrent les prévisions des sondages, orientant les opinions et les conduites ; et que les programmes et promesses sont soumis à l'épreuve de réalité et à celle des vérificateurs qui traquent les détails dans les médias. Dire du vote qu'il est une expérience, c'est reconnaître que ce à quoi il renvoie se modifie dans le temps et avec l'évolution de l'électorat. Rien ne justifie de séparer les jeunes du reste des citoyens. On peut donc soutenir que tous les membres d'une même entité politique partagent une expérience à peu près similaire de la place que tiennent les échéances électorales dans la vie de leur société, même si l'on note que le rapport que les jeunes entretiennent à la chose politique et au bulletin de vote présente une singularité, qui se traduit par l'accentuation de certains traits. Tenir que les manières de faire et de penser des jeunes dans la vie courante comme dans le domaine politique ne se distinguent pas radicalement de celles des adultes modifie un peu le regard que l'on peut porter au phénomène, considéré comme fondamental, dans l'explication du comportement électoral des générations nouvelles, ce que les sociologues appellent le processus de socialisation politique. Ce processus commence dans la famille, se prolonge à l'école et se stabilise au moment de mettre son premier bulletin dans une urne. C'est ainsi que les jeunes apprennent à se comporter dans la vie civique, en acquérant ce que les analystes nomment la compétence politique, c'est-à-dire la connaissance des rouages des institutions démocratiques, l'identification des partis politiques, la distinction des idéologies, la compréhension des programmes et le suivi de l'actualité du pays, afin d'exercer le droit de vote de façon informée et éclairée. Mais si ce processus de socialisation politique est un phénomène invariant, le contenu change constamment, ne serait-ce que parce que l'idée

que les membres d'une société se font de la nature des relations politiques change à mesure que les sociétés humaines sont prises dans le cours du monde. Albert Ogien propose de mettre en lumière des éléments qui ont contribué au changement du contenu de la socialisation politique.

À mesure que le fonctionnement des régimes démocratiques s'est stabilisé, en particulier depuis la Seconde Guerre mondiale, la transmission des bonnes manières d'être citoyen, telle qu'elle était censément assurée par la famille, l'école, la religion, les organisations de jeunesse puis les partis et les syndicats, s'est transformée ; et cette transformation procède en grande partie de l'enrichissement continu que nos sociétés ont connu, avec l'organisation de l'abondance, avec l'encouragement à la consommation et avec le développement du bien-être. Mais une autre tendance est venue contrarier ce mouvement à partir des années 1970 : le désengagement de l'État des missions de droit social, soudain présentées comme trop coûteuses pour la collectivité. L'effet de ce retrait des services publics, en santé, en éducation, en logement, dans le travail, dans l'aide sociale, dans la justice et autres, s'est manifesté par une perte progressive du lustre des autorités politiques, voire de leur importance aux yeux des citoyens.

Quatre facteurs ont contribué au très sensible déclin de l'importance que l'État peut tenir dans nos vies : l'impuissance des gouvernants à régler des problèmes perçus comme urgents, tels le chômage et l'insécurité ; l'émergence d'un monde pluraliste et ouvert, dans lequel les politiques se décident moins au plan national qu'europpéen et mondial, et où de nouvelles puissances contestent le pouvoir des états, ces nouvelles puissances étant d'une part les détenteurs du capital et d'autre part les ONG, les organisations de la société civile ; troisièmement, la réduction de l'action publique à des objectifs d'efficacité économique et d'équilibre budgétaire, dans des politiques d'austérité ; enfin, la décrédibilisation des professionnels de la politique du fait de la couverture médiatique des affaires, des manœuvres, des petites stratégies individuelles, mais aussi par manque de projets conséquents formulés par les partis politiques et discutés dans le débat public.

Depuis ce que l'on nomme le tournant libéral des années 1970, le rapport entre pouvoir politique, pouvoir économique et pouvoir financier a été considérablement bouleversé, entraînant l'affaiblissement des États, la domination de la régulation sociale par le marché, la toute-puissance de l'argent et l'accroissement des niveaux de corruption. À la lumière de ces transformations, est-il si étonnant de constater la désaffection pour la démocratie électorale ? À quoi cela sert-il de voter si les décisions sont prises à un endroit qui n'est pas atteint par le vote ? Est-il surprenant de voir le rejet des gouvernements s'ils sont au service d'une oligarchie qui impose sa loi ? Et quelle est la valeur du scrutin si le verdict des urnes n'est pas respecté ?

En réaction à ces phénomènes, de nouvelles formes d'action politique ont émergé : la désobéissance civile, des occupations, des rassemblements, des actions directes non violentes, des luttes sauvages, des pétitions en ligne, des usages de réseaux sociaux, voire des émeutes – autant de formes d'action qui visent à forcer les autorités publiques à s'occuper de problèmes publics qu'elles ont tendance à ignorer. À mesure que les adultes se sont éloignés du vote ou ont adopté des modes d'action politique moins encadrés par les institutions de la démocratie représentative (les partis et les syndicats), les jeunes ont appris

à vivre dans un environnement qui accorde moins d'importance à l'acte électoral. Les voies traditionnelles que la socialisation politique était censée tracer (l'adhésion à un parti ou à un syndicat, la participation aux élections et l'écoute des chefs) sont devenues largement obsolètes. Mais cela ne veut pas dire que les citoyens sont entrés dans l'indifférence ou l'apathie, dont le signe majeur serait la hausse du taux d'abstention. Derrière la colère et le dépit s'opère en fait une mutation du rapport des citoyens au politique. L'une des plus récentes traductions de cette mutation est la volonté, assez répandue parmi les citoyens des démocraties représentatives, de ne plus laisser la politique dans les mains des vieux appareils, auxquels ils n'adhèrent plus. Un peu partout à travers le monde, une nouvelle figure de la contestation politique se développe sur les traces des protestations de rue et des occupations de place. Cette nouvelle attitude cherche à participer à la création d'organisations politiques qui portent les aspirations de la population, négligées par les partis traditionnels. Une idée neuve est en train d'émerger parmi les citoyens ordinaires, jeunes et moins jeunes : ne pas abandonner la compétition électorale à ceux qui ont l'habitude d'y concourir, et y prendre pleinement sa place afin d'entrer au parlement et de contribuer à l'écriture de la loi et à la définition des politiques publiques. Cette nouvelle forme d'engagement est, selon Albert Ogien, une marque de maturité politique. Dans cette expérience démocratique, le vote est utilisé de façon stratégique et pas purement idéologique ou partisane. Le vote stratégique n'implique pas d'adhésion à un parti.

L'organisation des partis politiques a longtemps répondu à la description qu'en a donnée en 1920 un politiste italien assez connu, Robert Michels, avec une structure pyramidale qui place le chef en position de contrôler l'organisation, la hiérarchie, les finances, les nominations, la propagande, la discipline des militants et la mobilisation de ceux qui collent des affiches le soir... Même si les aspects les plus pesants de la centralisation et de la militarisation de l'organisation des partis ont été allégés depuis 1920, ce modèle continue à prévaloir, mais probablement est-il à bout de souffle ? Albert Ogien pense qu'un tel modèle est éreinté, sur le point de s'écrouler, à la fois parce que la professionnalisation de la politique a fini par couper les partis du rapport avec les citoyens et parce que la rhétorique vide des discours à visée purement électorale est devenue particulièrement pénible à entendre et à prendre au sérieux.

Face à la déliquescence des partis politiques dans les régimes démocratiques, trois réponses sont avancées : premièrement, se débarrasser du système représentatif, faire taire les citoyens au moyen de la force et de la terreur s'il le faut, et s'en remettre à un chef charismatique doté de pleins pouvoirs ; deuxièmement, supprimer les partis et établir une forme de gouvernement direct, reposant sur un mécanisme de délibération qui lie directement les dirigeants et les dirigés, sans corps intermédiaires, un peu comme dans les modèles fascistes ; troisièmement, rénover le système représentatif en inventant un nouveau type de parti, qui reste sous le contrôle de ses adhérents, dont le leader se plie à leurs instructions et dont les mandataires qui siègent au parlement respectent les directives et les préoccupations. C'est cette dernière option qu'Albert Gien appelle un parti mouvementiste. Il espère que la première option, qui mettrait fin à la démocratie, ne prévaudra pas, et il lui semble que la deuxième option est irréaliste à court terme. En revanche, la troisième réponse commence à être mise en application par les citoyens, ainsi qu'en témoignent la création et le succès de mouvements comme Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, le Mouvement 5 Étoiles en Italie, Zivi Zid en Croatie, ou encore des

plateformes citoyennes dans des pays d'Europe de l'Est comme Je Résiste en Roumanie. Ces tentatives sont encouragées par la réussite du processus constituant en Tunisie, par la rédaction collective de la constitution islandaise, par le succès électoral des listes citoyennes en France aux élections municipales, par l'obtention d'une minorité de blocage par le HDP en Turquie contre la volonté d'Erdogan de devenir un leader incontesté, ou par le virage à gauche du Labor en Grande-Bretagne suite à l'adhésion en masse de jeunes sympathisants qui ont fait basculer le parti vers l'extrême gauche, ou encore par la démarche des activistes américains suite à l'élection de Donal Trump, qui sont souvent issus du mouvement Occupy Wall Street et qui travaillent actuellement pour investir le Parti démocrate, évincer la vieille direction qui a imposé la candidature de Hillary Clinton, et pour gagner les élections au Congrès en 2018. En France, une candidature citoyenne à l'élection présidentielle a émané de LaPrimaire.org : celle de Charlotte Marchandise, qui se présente comme la porte-parole d'un ensemble d'associations et de revendications dans des domaines différents, elle-même ne prétendant pas être omnisciente.

Toutes ces initiatives illustrent une inversion qui est en train de s'opérer dans les démocraties représentatives et qu'il faut suivre de près, estime Albert Ogien, selon lequel le mouvement ne fera pas marche arrière. Dorénavant, ce ne sont plus les partis qui forment l'opinion publique : ce sont les citoyens qui forment les partis dont ils ont besoin. Il faut prendre acte de cette nouvelle dimension de la socialisation politique, même si son développement se heurte à bien des obstacles. Le premier de ces obstacles est la désaffection vis-à-vis du système représentatif en général, qui se transforme souvent en abstention massive. Les professionnels s'accommodent très bien de l'abstention, qui a même été intégrée à l'élaboration des stratégies électorales, ce qui conduit ces professionnels à concentrer leur communication sur les segments de la population qui se déplacent encore aux urnes. Ainsi, les programmes sont généralement écrits pour flatter les retraités et les possédants. Tant que les experts en stratégie électorale noteront que seuls 30 % des jeunes votent, il n'y aura pas de raison de prendre leur sort en considération dans les programmes.

Mais des groupes de « citoyens insurgés », pour reprendre l'expression de l'anthropologue américain James Holston, s'organisent pour forger les moyens d'exercer leur pouvoir de façon autonome, en imposant leur définition des problèmes publics et en réclamant le droit de pouvoir contrôler la mise en œuvre des solutions qu'ils élaborent. Ces citoyens défient publiquement les gouvernants et leurs experts sur le terrain même de la rationalité et de la légalité, en démontrant chaque jour leur maîtrise des dossiers et de l'action par exemple dans la contestation de grands projets inutiles ou dans des combats locaux, nationaux ou mondiaux pour l'égalité, la justice, la sécurité, l'environnement ou le développement durable, en particulier au sein de grandes ONG, car le cadre national ne suffit plus à rendre compte d'un certain nombre de problèmes. De plus en plus souvent, ces mêmes citoyens créent des partis d'un nouveau genre, pour prendre place au parlement et contrôler l'action du gouvernement.

Que se passerait-il si 99 % des jeunes en âge de voter se décidaient à récupérer la démocratie et à faire usage des urnes pendant qu'on leur en laisse encore la possibilité ? Que se passerait-il s'ils décidaient de pénétrer dans le parlement sans affiliation partisane, en étant résolus à faire prévaloir les intérêts de la population ? Cette perspective horrifie les

dirigeants qui craignent de se voir privés de leur domination sur la politique, en premier lieu ceux et celles qui aiment jouer le rôle d'hommes ou de femmes providentiels en réclamant qu'on leur confie les rênes du pouvoir pour qu'ils puissent en faire l'usage qu'il leur plaît, au nom d'un peuple qu'ils ont inventé.

Il n'est pas vrai que la jeunesse soit dépolitisée. Mais pour l'instant, l'engagement des jeunes en politique se fait de façon sporadique et désordonnée et parfois de façon violente et un peu anarchique. Mais en même temps, une autre idée fait son chemin : pourquoi ne pas occuper les urnes comme on occupe des places ou des territoires ? C'est la proposition que font les partis mouvementistes, les plateformes civiques et les listes citoyennes. Même si l'on ne se fait pas beaucoup d'illusions sur les atouts du système parlementaire pour changer la manière de faire de la politique, ce n'est pas une raison pour renoncer à utiliser un moyen assez simple, que les régimes démocratiques ne peuvent pas refuser aux citoyens : le vote. En France, la situation est un peu plus dramatique qu'elle ne l'est ailleurs, avec ce qu'Albert Ogien appelle le désastre démocratique dans lequel le pays a été plongé sous la V^e République, avec un Président au sommet et un vote qui récuse la proportionnelle et qui aboutit à l'inaction du Parlement si celui-ci ne suit pas la volonté du Président. Si la proportionnelle était appliquée pour la représentation nationale, comme cela est appliqué dans les autres pays d'Europe, la situation serait bien différente, et l'abstention moindre. Le « cas français » est en fait rare, et malheureusement il a étouffé la démocratie. Mais l'idée iconoclaste de constituer des partis de citoyens gagne un peu les esprits, qu'il faut sans doute laisser mûrir, et les fruits de cette idée risquent d'être assez surprenants.

Nicolas BESSAU, porte-parole du Parti Pirate français

Nicolas BESSAU souhaite d'abord expliquer son parcours, qui a commencé en 2011 avec les Indignés et l'occupation de places. Ce mouvement lui est apparu novateur, composé en grande partie de gens qui n'avaient jamais été adhérents à des machineries politiques et qui ont essayé de faire émerger des idées. D'autres, en revanche, étaient encartés ou militants. Au bout du compte, le mouvement s'est essoufflé, et s'est posée la question : que faire ? Certains ont suggéré d'aller plus loin, par exemple en créant des plateformes civiques. Les initiatives se sont poursuivies jusqu'au jeu électoral, notamment lors des élections municipales à Madrid. Pour sa part, Nicolas Bessau a un peu hésité ; il a failli être tenté par les Verts, puis il a trouvé le Parti Pirate.

Né en Suède en 2006, ce parti a été formé par quatre amis, et son nom est lié au site Pirate Bay, un site de partage de contenus culturels et scientifiques, en opposition aux *majors*. Il fait aussi explicitement référence à la piraterie internationale d'antan, à cet univers dans lequel le capitaine du navire était élu de façon démocratique et égalitaire et où le butin était partagé équitablement. Le groupe d'amis a donc commencé à créer un site Internet et des forums, qui ont attiré des milliers de visiteurs en très peu de temps. En 2009, le Parti Pirate s'est présenté aux élections européennes et obtenu deux sièges.

Ce mouvement repose sur les points fondamentaux suivants : réaffirmer les valeurs de la citoyenneté et de la démocratie ; favoriser l'accès à et la diffusion de la culture scientifique, a contrario d'un retour de l'irrationnel, qui par exemple se manifeste par le refus du

réchauffement climatique ; revendiquer la justice et la transparence ; se réappropriier la politique pour rendre le pouvoir aux citoyens.

Le Parti Pirate est aujourd'hui présent dans plus de cent pays et compte environ 800 membres en France. Pour les élections législatives de 2017, son objectif est d'atteindre 1 % dans au moins cinquante circonscriptions, un pourcentage qui marque le franchissement du seuil pour le financement public d'un parti. En effet, pour faire de la politique, il faut de l'argent.

Le Parti Pirate fait partie d'un collectif citoyen, La Bonne Démocratie, qui regroupe d'autres mouvements citoyens. Il souhaite mettre en place des actions concrètes, et c'est l'une des raisons pour lesquelles il compte entrer dans le jeu électoral. Il se définit comme un parti mouvementiste, en étant conscient que le mot « parti » a tendance à susciter le dégoût des gens sur les marchés, tandis que le mot « pirate » semble plus attractif.

Pour réintroduire de l'interactivité entre les membres d'une cité, le Parti Pirate avance une idée qu'il appelle la « démocratie liquide », qui vise non seulement à éviter tout chef charismatique, mais aussi à faire respecter les choix exprimés par les citoyens en obligeant les mandatés ou délégués à voter ce qui a été décidé à la majorité par la base, et ce pour chaque mesure. Cette prise de décision à la base peut se dérouler par le biais d'une participation et d'un vote de chacun sur un site Internet. Toutefois, Nicolas Bessau observe, au sein même de son propre parti, que lorsqu'on redonne du pouvoir aux gens, ils ne se l'accaparent pas forcément. La question est donc de savoir comment remobiliser les citoyens.

Échanges avec la salle

Léo VOISIN, coordinateur du conseil citoyen lillois, indique que son travail consiste à ce que les gens, et non des professionnels de la politique, s'impliquent dans la vie de la cité. Il a l'impression qu'un nouveau clivage s'est mis en place : entre d'un côté l'expertise technique, qui conduit à une monopolisation du pouvoir par ceux qui ont le pouvoir sur les mots, et de l'autre côté l'expertise d'usage, de ceux qui savent ce qui se passe réellement dans la vie et qui ressentent un décalage avec le discours des experts officiels. Une solution souvent proposée est la formation, sauf que la formation se change souvent en formatage, pour que les gens entrent dans le cadre des termes techniques, au lieu de subvertir le cadre comme ils pourraient le faire.

Albert OGIEN est persuadé que la question de l'expertise se joue dans la *personne* de l'expert. Il n'existe pas de mouvements citoyens si ceux-ci ne travaillent pas sur des données rationnelles. Par conséquent, il faut toujours des experts, des médecins, des avocats, des architectes... La division sociale du travail fait qu'une expertise ne peut pas être exercée par tout le monde. Cela n'empêche pas que des experts se mettent au service d'une revendication collective. Ensuite, tout dépend de son choix : va-t-il servir les intérêts d'un laboratoire pharmaceutique, défendre des institutions, etc. ? Aujourd'hui, il existe beaucoup plus d'expertises dans la société civile que dans les administrations publiques. En fait, les

partis mouvementistes connaissent beaucoup mieux les dossiers sur lesquels ils travaillent que les politiques qui siègent au politique. De nombreux experts mettent leur savoir à la disposition des gens sans en imposer. Beaucoup ont décidé de partager des positions de pouvoir ou de rendre ce pouvoir. De la même manière, de nombreux parlementaires sont véritablement au service de la population. Des personnes situées en haut peuvent aussi être en bas.

Nicolas BESSAU constate que des experts présents au sein de mouvements citoyens, par exemple contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, sont tout à fait capables de décortiquer et critiquer solidement les rapports d'experts officiels.

Pierre LEBAILLIF, coordinateur jeunesse, rebondit sur la remarque selon laquelle le mot « parti » fait peur, à l'inverse du « mouvement ». Emmanuel Macron ne parle pas de parti, mais de mouvement, avec En Marche. Or, cet homme ne fait-il pas partie intégrante du système et ne s'accapare-t-il pas un nouveau vocabulaire alors même que le fond de ses idées est peut-être vieillot ? Ce mot « mouvement » est peut-être en train d'échapper aux véritables porteurs du changement collectif.

Un étudiant à l'université de Dunkerque s'interroge sur la manière d'alimenter les mouvements citoyens tout en prenant en compte les contraintes financières et les besoins de disposer de réseaux. Autrement dit, comment s'assurer de l'indépendance de ces mouvements ? Si les citoyens ont le sentiment que les décisions se prennent ailleurs, au niveau mondial ou européen, et si leurs souhaits ne sont pas réalisés, on peut comprendre qu'ils en éprouvent de la frustration.

Camille, membre d'un comité de jeunesse, se demande comment un parti mouvementiste ou un mouvement citoyen peut arriver à trouver sa place face à de grands partis qui occupent la première place, voire toute la place dans les médias. Comment faire pour que des idées neuves, intéressantes et manifestement minoritaires puissent être exposées davantage ?

Albert OGIEN revient sur la distinction entre mouvement et parti. En Italie, le Mouvement 5 Étoiles est considéré par beaucoup comme un parti, bien qu'il soit décrit comme un mouvement dans ses statuts. Les Italiens ont voté à 25 % pour ces gens sans affiliation à un parti, qui déclarent qu'ils n'entreront jamais dans une alliance avec des partis du système et dans une quête de pouvoir. Un quart des parlementaires italiens sont donc sans affiliation politique, sans leader, et contribuent aujourd'hui à l'écriture de la loi. Ce sont des citoyens regroupés sur une plateforme. Par comparaison, le cas français est particulier, absurde, dramatique, estime Albert Ogien. Des conseillers en marketing ont bien repéré qu'il était plus porteur d'appeler En Marche un mouvement et non un parti.

Un des représentants d'Occupy Wall Street a dit, au lendemain de la victoire de Trump, que cela ne le dérangeait pas qu'un incompetent soit élu président. Ce qui le dérange, c'est qu'il n'y ait pas autour de lui des syndicats, des comités de quartier et des associations de citoyens, pour former un vrai gouvernement démocratique. Le problème est que ce personnage est entouré seulement de milliardaires et de corrompus.

À terme, selon Albert Ogien, le système ancien s'effondrera, et des mouvements citoyens prendront la parole de plus en plus. Il dit qu'il faut continuer d'imaginer des mouvements sans chef, ne pas désespérer, et continuer à travailler. Et il ne faut pas non plus oublier que la voix d'un citoyen ordinaire a autant de poids que celle d'un expert.

Nicolas BESSAU, pour répondre à la question de Camille, pense qu'il faut aller sur le terrain, se battre et convaincre les personnes. Ce sont les citoyens qui vont nourrir les mouvements ; ce sont les mouvements qui vont porter leurs idéaux ; ce ne sont pas les mouvements qui vont imposer des idéaux de façon arbitraire comme s'il s'agissait de dogmes. Aujourd'hui, tous les candidats se disent antisystème, alors que tout le monde fait partie d'un système. Nombreux sont ceux qui parlent de révolution, alors que la révolution est sémantiquement le retour sur un cycle. Nicolas Bessau préfère parler de disruption plutôt que de révolution et reproduction d'un modèle existant. À chacun de décider dans quel système il veut être. Quant au quart des parlementaires italiens non désireux de nouer des alliances avec les partis du système, Nicolas Bessau considère que la politique consiste aussi à entrer dans le compromis, ce qui ne veut pas dire la compromission.

Albert OGIEN précise que le Mouvement 5 Étoiles a refusé l'alliance au sens de tractations pour obtenir des maroquins, mais qu'il n'est pas du tout opposé à des négociations. Ensuite, il faut bien comprendre que les outils informatiques actuels permettent à une structure d'exister sans que le chef ne s'accapare le pouvoir, en laissant la discussion à la base et avec une remontée de la base au sommet. Ces outils se partagent mondialement et sont en train de faire leurs preuves sur Internet.

Annabelle DELFOSSE, de Graines de possibles, pose la question des territoires, comme en Lot-et-Garonne, où la représentation des jeunes de moins de 30 ans est très faible, puisque très majoritairement ils quittent le département. À 59 ans, elle dit se retrouver souvent l'une des plus jeunes du territoire parmi les personnes impliquées dans la vie citoyenne. En outre, la « démocratie liquide » suppose des outils, dont il faut apprendre le fonctionnement, ce qui n'est pas évident pour les plus âgés, car la fracture numérique est réelle dans les territoires ruraux. Sur ce plan aussi, la faible proportion de jeunes est dommageable.

Louise, du conseil lillois de la jeunesse, demande d'imaginer à quoi pourraient ou peuvent ressembler des réunions politiques où se rendrait une jeune femme seule, qui se retrouverait dans une assemblée composée d'hommes de plus de 60 ans. Cela lui est arrivé. Elle évoque ensuite un mouvement local auquel elle a participé à l'occasion des élections municipales. Elle a vu ce mouvement s'essouffler après les trois mois de campagne, à l'issue desquels chacun est retourné à sa vie. Comment persister dans ce genre de mouvement ? Est-ce seulement possible ?

Nicolas BESSAU pense que pour qu'un mouvement existe, il faut aussi qu'il se projette dans l'avenir. En l'occurrence, le sien prépare déjà les élections de 2020. Pour exister, il ne faut pas non plus hésiter à contacter les médias, à les harceler presque. Il faut d'abord noyauter les villes, à l'image de ce qu'a fait Podemos. L'adhésion au niveau local est source de dynamisme et de cette nouveauté qui attirent les médias *mainstream*. Nicolas Bessau affirme qu'il faut avoir, en quelque sorte, la foi en la politique. Certes, le cheminement est long et difficile, mais il ne faut surtout pas être frustré. Il faut continuer à communiquer



entre les différents groupes et ne surtout pas se démobiliser. Si les quartiers ne semblent pas intéressés par la politique, il ne faut pas oublier que si vous ne vous occupez pas de la politique, la politique s'occupera de vous.

Albert OGIEN reconnaît que la démocratie est un combat compliqué. C'est un combat quotidien, où il faut donner de soi. A contrario, il est assez infantilisant d'être dans un parti, de commencer en bas en collant des affiches le soir et en espérant monter. Cette forme d'action n'est plus tellement efficace. Il fait donc travailler à de nouvelles formes de démocratie, en faisant vivre le débat, en donnant à tous une égalité de voix et en envisageant des coalitions de diverses initiatives. Il ne faut pas abandonner le politique aux partis. Le fait sociologique contemporain est qu'il n'existe pas d'autre solution que la prise en charge du politique par les citoyens. Certes, les territoires évoluent, et certains d'entre eux présentent plus de difficultés que d'autres. Certes, il est difficile d'atteindre une égalité de parole et d'implication entre les femmes et les hommes. Certes, il est compliqué que les gens des quartiers dialoguent avec ceux qui n'en font pas partie. Il existe toute une série de problèmes, mais tout cela doit être mis en débat collectif, condition sine qua non de la réussite des mouvements citoyens.

— SÉANCE PLÉNIÈRE —

Influence du territoire sur le vote

Patrick PONCET, géographe, chercheur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, laboratoire Choros

Patrick PONCET commence par un rappel sur la notion même de géographie. La géographie est en effet une étude de la société sous le prisme original des distances qui la configurent. Il s'agit des distances qui se manifestent tous les jours entre les individus, les groupes et les institutions qui composent une société. Par exemple, les prix des loyers immobiliers dépendent de l'importance de la ville et de la situation du logement, le centre-ville étant le plus prisé. Dans les périphéries, les prix seront plus homogènes. C'est la distance à un lieu de diversité qui va conditionner, structurer la société en fonction des loyers. Ce terme de « distance » résume bien cette idée qu'une société peut se décrire au travers de configurations spatiales et d'espaces séparant les composants sociaux.

Qu'est-ce que la ville pour un géographe ? Pour concrétiser cette notion, Patrick Poncet l'identifie à une sorte de machine spatiale inventée par les sociétés pour faire se rencontrer, se rapprocher des gens, des acteurs et des entreprises suffisamment différents entre eux pour avoir quelque chose à échanger. Il faut aussi un peu de hasard, lequel peut être favorisé par les rues piétonnes avec des commerces : on rentre dans un magasin pour acheter la robe noire que l'on a vue en vitrine et on sort avec un T-shirt rouge... Ce dispositif spatial, cette machine nous fait aller en confiance dans un lieu pour trouver quelque chose qui nous intéresse, mais sans vraiment maîtriser la part de hasard. Cette idée d'une diversité et du hasard est ce que l'on appelle la *sérendipité* (l'heureux hasard).

La géographie soulève la question de la spatialité, c'est-à-dire des comportements dans ces espaces. Les formes de ces espaces sont très variées, elles comprennent par exemple des réseaux comme Internet, par lequel on gère une distance à d'autres individus dispersés très loin physiquement, mais qui peuvent être immédiatement en contact avec nous par un simple clic.

La géographie électorale est le fait de s'intéresser à une matière sociale qui est le politique quand il se réalise à un certain moment dans un certain type de dispositif qui a ses propres règles. L'idée n'est pas uniquement d'être dans une attitude descriptive du « Où on vote quoi ? », mais il y a aussi, à un second niveau, une partie interprétative où la description du « Qui vote où ? » sera mise en relation avec d'autres géographies : une géographie du vote confrontée à une autre géographie, par exemple « Qui habite où ? ». Ces mises en relation de l'espace politique avec d'autres espaces vont permettre de produire une connaissance nouvelle ou assez générale et synthétique sur l'influence que peut avoir la vie quotidienne des gens dans leur espace sur leur expression électorale. Ces analyses sont effectuées à l'échelle communale, parfois au bureau de vote, mais aussi sur une approche plus globale, sur l'ensemble de la France.

Les logiques générales dégagées le sont sur des résultats et à partir d'enquêtes. On ne peut donc jamais connaître la proportion de jeunes ayant voté le gagnant, car l'âge n'est pas écrit

sur le bulletin de vote. Le résultat démocratique est brut, indiquant la commune, le candidat et son score. On peut déduire qu'un candidat est celui des jeunes lorsqu'il est élu dans une commune où ils sont nombreux ; cela s'appelle une corrélation. Cependant, les corrélations ne peuvent pas être assimilées à des causalités. Évidemment, dans une commune composée de 100 % de jeunes, le candidat élu le serait par les jeunes.

L'espace de l'individu n'étant pas immédiat, les votants ne sont pas imbibés de réflexes de vote par un milieu sociologique local, et il faut donc tenir compte des réseaux sociaux. L'appréhension du monde extérieur passe aussi par des voyages. La fabrique de la psychologie individuelle est largement conditionnée par tous ces réseaux, tous ces contacts avec l'altérité qui dépassent le territoire. Les espaces sont virtuels mais réels, ils sont même imaginaires. C'est une certaine vision de ce qu'est la France, sa région, sa commune qui va influencer sur le vote, et c'est finalement une géographie aussi imaginaire qui va influencer sur des positions politiques. Dans cette optique, la relation entre ce que l'on observe en termes de vote en général et le vote des jeunes est complexe. La situation sera différente selon que le jeune est dans une commune de « vieux » ou de « jeunes », bien que les statistiques sur des tranches d'âge ne soient pas toujours pertinentes.

En ne raisonnant pas seulement en taux, mais aussi en nombre, on arrive à des effets intéressants. Lorsqu'on double le nombre d'habitants, le rapport n'est pas linéaire, mais exponentiel, car lorsqu'on ajoute une personne dans un groupe, elle peut se lier à toutes les personnes qui sont déjà dans le groupe. Ce n'est pas la même chose d'être jeune dans une grande ou dans une petite ville. De plus, tout le monde n'est pas jeune au même âge. Des questions de type urbain se posent aussi et peuvent rendre les interprétations assez difficiles.

En analysant de nombreuses cartes, on prend conscience que la géographie du vote n'est pas due au hasard et qu'elle se cale très fortement sur d'autres géographies déjà existantes et qui sont extrêmement solides. Patrick Poncet précise que presque toutes les cartes qu'il va montrer sont tirées de *l'Atlas politique de la France*, qui va paraître en juin 2017, sous la direction de Jacques Lévy aux éditions Autrement. Les cartes qui vont être montrées sont des cartogrammes. La taille des arrondissements ou des communes est changée en fonction de leur population et non de leur superficie, afin que la carte soit représentative du nombre de votants et du poids électoral des communes. Ce type de cartes permet de redonner à chaque individu son poids au travers de l'espace qu'il occupe.

La carte de l'abstention des élections présidentielles de 2012 donne une première idée de la structure d'une expression politique, une non-expression de vote, mais une façon de s'exprimer. Cette structure reflète l'idée de gradient entre centre et périphérie. L'abstention est plus forte dans les centres que dans la périphérie. On constate aussi que le vote est toujours plus faible pour Marine Le Pen dans les centres et les hypercentres (Paris, Lyon) qu'il ne l'est dans la périphérie. On voit toujours cette espèce d'effet de gradient. Quand on regarde la carte d'un peu loin, il est intéressant de voir qu'il y a plus de votes pour Marine Le Pen à l'est qu'à l'ouest.

Si l'on prend un peu de recul historique avec le traité de Maastricht, qui était la préparation à l'euro, on n'est plus forcément dans une opposition entre l'extrême droite et reste. Le oui

au référendum sur le traité émanait davantage de centres urbains, tandis que le non émanait plutôt des périphéries ou des espaces ruraux. Pour le traité constitutionnel européen de 2005, qui a été refusé, le marquage des centres est moins net ; en revanche, il est assez précis dans les plus grands centres urbains, comme cela se voit bien sur l'ouest parisien, plutôt aisé, et il en est de même à Lyon.

Lors des élections européennes de 2014, le vote pour le Front national est là encore plus fort à l'est qu'à l'ouest. Géographiquement, c'est sans doute lié à un type de développement urbain, fondé sur une mono-industrie, l'extraction minière. Ces espaces sont rendus particuliers par l'activité industrielle qui y a périclité.

La carte des résultats du référendum sur le Brexit montre que les Britanniques présents dans les grandes villes ou les centres urbains veulent rester dans l'Union européenne, alors que ceux situés dans les périphéries veulent en sortir. Le Royaume-Uni étant composé de différentes nations, il se produit une différenciation régionale forte. La chef du gouvernement écossais envisage d'ailleurs de lancer un référendum concernant l'indépendance de l'Écosse, parce que les Écossais se sentent plus attachés à l'Europe et veulent y rester.

En Suisse, à l'occasion d'un vote sur l'équivalent au PACS, toutes les grandes agglomérations ont voté pour, contrairement aux zones de montagnes ou dans les périphéries, où l'union des homosexuels est beaucoup moins acceptée.

Les élections présidentielles américaines de 2012 ont montré que le vote pour Obama était plus un vote urbain, alors que le vote pour Romney a dominé en périphérie et notamment dans les parties les plus reculées comme les grandes plaines. Le même constat peut être établi pour les résultats des élections présidentielles américaines de 2016 : le vote pour Clinton est un vote urbain, et le vote pour Trump est un vote périurbain ou rural.

Tout cela montre une constante qui ne provient pas du hasard. Cette même structure se retrouve sur d'autres indicateurs sociaux, tels que la taille des ménages : plus on est dans les centres urbains, plus la famille se réduit et plus les célibataires sont présents, alors que plus on est dans les périphéries et plus les familles sont importantes.

Une autre carte montre que les périphéries ne sont pas forcément pauvres, mais qu'il existe des poches de pauvreté dans la très grande périphérie. C'est plutôt dans les centres-villes que l'on retrouve une concentration de pauvres, ce qui va à l'encontre de l'idée que les gens seraient chassés des centres-villes parce qu'ils n'auraient pas les moyens d'y habiter. À budget égal, on peut choisir d'habiter en périphérie ou en centre-ville. Ce choix ne traduit ni le même style de vie, ni le même rapport aux autres, ni la même position politique, ni le même vote.

Une autre carte montre la structure géographique intéressante que présente le bassin houiller. Il ne s'agit plus uniquement de voir où sont situés les gens, mais comment ils échangent entre eux. Dans une ville qui fonctionne, il existe en effet un système d'emboîtement des échanges vers le centre et la périphérie ; et plus on est en périphérie, moins on échange avec le voisin. Dans les régions de l'ancien bassin industriel minier, les

villes ont été constituées de modules posés autour d'un puits. L'organisation y est intégrée de telle sorte que les gens ne bougent pas. Cette structure est restée et a d'ailleurs été réutilisée pour d'autres types d'habitats en périphérie de ville.

La cartographie de la localisation des jeunes indique, d'abord, que les 15-19 ans sont plutôt sous-représentés dans les hypercentres et surreprésentés dans la périphérie. Dès 20 ans, ils sont surreprésentés dans les hypercentres. En avançant en âge, ils vont commencer à être surreprésentés dans les périphéries, et ce jusqu'à la retraite. Les 20-24 ans sont surreprésentés dans les quartiers ou villes universitaires. Les 25-29 ans et les 30-34 ans, qui entrent dans la vie active, se diluent dans la ville et à la périphérie.

Concernant les jeunes, il faut aussi prendre en compte la question de l'échelle. En effet, des jeunes vivent dans des quartiers défavorisés, dans des espèces de ghettos, près de voisins qui habitent dans des quartiers pavillonnaires. Si l'on progresse sociologiquement, on peut vouloir acheter dans le centre, mais il se peut aussi, selon les espaces, que le déclassement soit vu dans l'autre sens. La ville est en quelque sorte formée par la juxtaposition de deux espaces urbains fermés, dans lesquels les habitants tournent en rond, soit dans le centre, soit en périphérie, avec une espèce de trou entre les deux. Les enquêtes auprès de gens qui sont nés en grande banlieue parisienne révèlent qu'ils ne désirent pas vivre en centre-ville.

Les jeunes étant plutôt dans les centres, et les votes pour le Front national dans les périphéries, logiquement les jeunes ne devraient pas voter pour ce parti. Mais il faut prendre en considération d'autres facteurs, dont l'abstention. On peut aussi inverser la perspective et se demander si l'on pourrait définir les jeunes non plus par rapport à leur âge, mais par rapport à une géographie. Le jeune est un individu qui a effectivement une géographie particulière. Quand on observe la carte pour les 15-19 ans et celle pour les 20-24 ans, on remarque une rupture essentielle, qui est la décohabitation parentale, laquelle est plus ou moins forte. Le destin du jeune est de se construire dans une altérité, dans une mise à distance du foyer parental, et c'est là un changement radical de géographie.

La jeunesse est une période de la vie qui est mouvementée dans tous les sens du terme. Entre cohabitation parentale et mobilité résidentielle, les jeunes vont aussi changer en fonction de leurs études. Ils vont par exemple aller à l'étranger, faire des voyages, découvrir l'altérité via l'espace. Avec cette vision, on s'aperçoit que la catégorie du jeune est beaucoup plus hétérogène que si elle est envisagée sous un angle purement sociologique ou démographique, en réduisant le jeune à un individu qui a entre 20 et 30 ans.

Échanges avec la salle

Jean PERLEIN, conseiller municipal à Villeneuve-d'Ascq, se demande quel est le rapport des jeunes aux médias dans le cadre national. Il note la dimension territoriale et spatiale envisagée par Patrick Poncet, mais il aimerait savoir ce qui influe sur le jeune : est-ce le cadre local ou national, ou est-ce la mondialisation entre autres avec les changements des moyens de communication ? Après l'ère des journaux, de la radio et de la télévision, l'ère

d'aujourd'hui est celle d'Internet. Comment s'informer et finalement comment se sentir citoyen d'un espace ou d'un territoire ?

Patrick PONCET estime que la réponse est dans la question, et que pour comprendre l'influence de ces nouveaux médias, il faut les considérer comme un espace, une manière d'organiser, de régler la distance entre l'individu et ce qui l'entoure. Les déterminants du vote sont de plus en plus liés à des relations, à des distances très longues en kilomètres, mais réduites par les médias et Internet. Internet permet d'avoir accès à toutes les informations et met chacun en capacité de sélectionner l'information qui l'intéresse et de n'entendre plus que ce qu'il a envie d'entendre. Cela conforte les gens dans des systèmes. Quant à la question de la nation, Patrick Poncet rappelle qu'il ne faut pas confondre nation et pays. Une nation est une entité sociale abstraite qui n'a pas forcément besoin d'avoir une traduction territoriale au sens classique du terme, avec des frontières et une capitale. Pour les Américains, le fait que Donald Trump ait été élu avec moins de voix que Hillary Clinton ne leur pose pas de problème, car pour eux la nation américaine n'est pas un espace homogène.

Nicolas MARTIN, élu de Nantes, évoque la question des départements d'élection pour les conseils départementaux qui ne sont pas sur une géométrie égalitaire en termes de bassin de population, et où les villes sont sous-représentées dans les élections départementales. Par ailleurs, il trouverait intéressant que l'on étudie plus ce qui se passe à l'intérieur d'une ville et pas seulement au sens urbain. Il demande à Patrick Poncet s'il a repéré des clefs de lecture sociale sur le vote des extrêmes ou sur des attitudes politiques des jeunes, car une corrélation a été établie, mais beaucoup d'autres pourraient être faites.

Patrick PONCET est d'accord avec l'idée qu'il faudrait des études à la fois partout et localement. Il reconnaît que la géographie n'explique pas tout sur le vote des jeunes. D'autres éléments peuvent contribuer à l'expliquer, le revenu par exemple. Il est bon de ne pas se contenter d'une seule approche disciplinaire et d'arriver à un éclairage sous plusieurs angles.

Nicolas MARTIN indique que c'est le sens de la construction de son programme, avec une vision sociologique, géographique, médiatique et économique. Ces différentes clefs de lecture lui paraissent nécessaires afin de comprendre les comportements des jeunes et de prendre conscience qu'il n'existe pas de solution homogène.

Annabelle DELFOSSE travaille sur un espace partagé en milieu rural dans la vallée du Lot. Elle aborde la question de la jeunesse en milieu rural. Certains jeunes en partent pour suivre des études, et ceux qui restent sont peu formés et rencontrent des problèmes de paupérisation sur leur territoire. La moyenne d'âge dans son territoire est de 67 ans ! Pourtant, les jeunes en milieux ruraux existent, mais on en parle peu. Le vote pour le Front national est important dans ces territoires alors même que les arguments de ce parti ne les concernent pas. Mme Delfosse considère que l'influence du territoire n'a rien à voir avec celle de la géographie, mais que l'important est l'échelle de compétence dans les territoires ruraux en ce qui concerne la question de la jeunesse.

Patrick PONCET répond que la contradiction soulevée provient de la rupture entre monde rural et monde urbain, qui n'est plus aussi nette qu'avant. Ainsi, les agriculteurs sont des urbains qui ont besoin de beaucoup de place pour leur activité. Les campagnes sont devenues le terrain de jeu des urbains, dans lequel les agriculteurs sont ultra-minoritaires. Le référent culturel de ces nouveaux ruraux est fondé sur un espace qu'ils ont connu dans des voyages. En fait, ils fonctionnent beaucoup selon des modes urbains.

Un participant fait référence à l'étude d'un sociologue conduite dans plusieurs villes sur la représentation mentale du monde par des jeunes, notamment sur la façon dont ils perçoivent le rapport Nord/Sud. Cette vision montre comment se digère la mondialisation, comment se refait la carte du monde. Il est intéressant de comparer la pratique de la mobilité avec les pratiques urbaines ou rurales pour en arriver aux pratiques mentales de représentation.

Patrick PONCET illustre ce propos en s'appuyant sur l'exemple de tous les jeunes descendants de l'immigration d'origine nord-africaine, parlant plus ou moins arabe, qui vont travailler dans les Émirats arabes unis. Bien que ces pays soient très loin, ils ont compris que leur espace pouvait être au-delà de leur commune et que la distance pouvait se réduire en accédant à une culture linguistiquement rapprochée. La distance ne se mesure pas en kilomètres, mais au regard d'une proximité qui peut être linguistique ou culturelle.

Faiza MELAZI fait remarquer que ces jeunes ont du mal à trouver du travail en France, car leurs diplômes et leurs compétences ne sont pas reconnus, ce qui explique qu'ils aillent vers des pays qui les acceptent et ouvrent facilement leurs portes aux jeunes diplômés.

— ESPACE PAROLE DE JEUNES —

Témoignages, expériences et rapport à la politique

Des jeunes présents à ces rencontres ont pu laisser des messages audio à cette question simple, posée sur un « isoloir informatique » à l'entrée de la salle : « Qu'est-ce que je ferais si j'étais Président(e) de la République ? » Voici des réponses données :

« Je serais vraiment à l'écoute du peuple et j'essaierais de tout appliquer. Ce serait compliqué, mais j'essaierais de réaliser ce que le peuple veut vraiment. »

« J'organiserais plus l'aide à la formation. Je rendrais plus accessible la formation à des jeunes qui se sont orientés vers des filières générales. »

« Je changerais pas mal de choses pour aider les jeunes, parce que l'information ne circule pas toujours et que les jeunes ne sont pas au courant, par exemple pour trouver un emploi. Je les aiderais à s'insérer dans la vie. »

« J'aiderais les personnes qui n'arrivent pas à trouver du travail et qui n'arrivent pas à gagner assez d'argent. »

« Je me chargerais des logements insalubres en faisant en sorte qu'il y ait plus de contrôles. J'ouvrirais plus de centres pour les SDF. Et je revaloriserais les salaires en fonction des métiers, parce que certains sont payés moins alors qu'ils devraient être plus par rapport à d'autres. »

« Je baisserais les impôts. »

« Je ne trouve pas normal que, l'été, les jeunes aient autant de mal à trouver des jobs étudiants. »

« Je mettrais plus en valeur les cultures urbaines et les dispositifs pour les jeunes qui s'investissent dans un sport, mais qui n'ont pas les moyens de valoriser leur talent et leurs savoir-faire. Je mettrais des complexes sportifs à la disposition des jeunes dans les villes, où ils pourraient se sentir chez eux et s'entraîner comme ils le veulent. »

Puis, des jeunes sont conviés à présenter leur parcours, à livrer leur témoignage de citoyen, qui vote ou pas, qui s'intéresse à la politique ou pas.

Guillaume SOLON, âgé de 20 ans, originaire de Lille et auparavant de l'île de La Réunion, représentant du Comité Jeunes de l'ANACEJ, étudiant en deuxième année de sciences politiques, s'est inscrit sur les listes électorales et pense aller voter, car le vote s'inscrit dans la continuité de ses valeurs et de ses engagements au sein du Comité Jeunes. Pour lui, ce sera le moment de s'exprimer, dans l'espoir de changer les choses. Même s'il semble qu'un vote est peu de chose, un vote est toujours utile, dit-il. Pour le moment, il observe la

campagne électorale, essaie de peser le pour et le contre, échange avec ses camarades, mais il est encore un peu dans le flou. Selon lui, les jeunes en ont assez des promesses non tenues, de voir que les Présidents se succèdent et que rien ne change véritablement ; et c'est l'une des raisons, en plus du chômage et de la misère, pour lesquelles ceux de La Réunion, en majorité, ne votent pas. L'abstention des jeunes est moindre en métropole, où Guillaume perçoit un intérêt global pour la politique, du moins à l'université et dans le conseil de la jeunesse. Les sujets qui lui semblent prioritaires, dans l'intérêt des jeunes, sont l'accessibilité au logement étudiant, mais aussi la mixité sociale au niveau supérieur, dans le sens où les enfants de cadres sont favorisés, notamment pour entrer dans les grandes écoles, tandis que les enfants de catégories moins favorisées peinent à accéder à des emplois dans les ministères et autres administrations.

Anaïs DEVISSCHERE, âgée de 24 ans, volontaire en service civique au sein de la structure Entreprendre Ensemble, est inscrite sur les listes électorales depuis ses 18 ans et a voté à chaque élection, même si elle n'a pas toujours voté de la même manière. Le plus souvent, elle a voté blanc. Elle admet qu'elle n'est pas forcément intéressée par tous les débats politiques et qu'elle ne comprend pas nécessairement tous les enjeux. Néanmoins, elle s'efforce de lire les programmes des candidats. Il lui arrive de demander conseil à sa famille, à ses grands-parents qui ont certaines valeurs. Si leur avis ne correspond pas à son ressenti, elle peut faire un autre choix dans l'isoloir, où elle prend le temps de réfléchir. Elle vote blanc si rien ne lui a plu dans les programmes, lesquels n'expriment pas souvent ses attentes. Elle a aussi l'impression d'un décalage entre le discours électoral et la réalité une fois élu, ce qui provoque la déception.

Sander CADET, âgé de 18 ans, volontaire en service civique à la Ville de Dunkerque, est lui aussi inscrit sur les listes électorales et il entend aller voter pour la première fois. Il travaille par ailleurs, le week-end, et espère reprendre un BTS l'an prochain. Il regrette qu'on ne laisse pas les jeunes s'intéresser d'eux-mêmes à la politique et qu'en quelque sorte on les force à s'y intéresser, par une très forte médiatisation. Cela explique, d'après lui, une partie de l'abstention et du vote blanc de la part des jeunes, qui considèrent aussi que les programmes et les discours ne sont pas forcément adaptés à leurs préoccupations. Il déplore en outre l'utilisation par les politiques de tout un vocabulaire qui n'est pas forcément compris. À ses yeux, les candidats visent les tranches d'âge plus élevées, puisqu'ils ne sont pas sûrs que les jeunes aillent voter pour eux. Il est d'avis que leur but premier est d'avoir un maximum de votes. Cela étant, Sander s'intéresse aux programmes et il pense qu'il ira voter plus contre quelqu'un ou une politique que pour quelqu'un. Il pourrait voter blanc si c'était reconnu. Au niveau local, il observe que le maire est plus à écoute et déterminé pour faire changer les choses. Il ressent un décalage entre deux mondes : entre les élus de terrain, dans les communes, et les candidats à la présidence de la République.

Marie CARLIER, âgée de 21 ans, inscrite sur les listes électorales, est volontaire en service civique à la Ville de Dunkerque, afin de découvrir des choses avant peut-être de s'engager sur un BTS. Elle a déjà voté pour les municipales et ira voter aux présidentielles et législatives. Pour elle, c'est plus un devoir de citoyen. Elle est persuadée qu'un vote peut changer la donne, qu'il peut servir à quelque chose. Elle lit les programmes avant de voter, mais parle aussi avec son père, qu'il soit d'accord ou pas avec son choix. Elle estime qu'on ne donne pas suffisamment la parole aux jeunes. Elle se soucie du fait que les jeunes, même

s'ils possèdent des diplômes, peinent à trouver du travail. Cette préoccupation est la première également pour Sander et Anaïs.

Léanna VANDEWALLE, âgée de 15 ans, membre du Comité Jeunes de l'ANACEJ, est interrogée sur le droit de vote à 16 ans. Sa réponse est nuancée : d'un côté, elle pense que certaines personnes de cet âge sont suffisamment mûres pour se rendre aux urnes ; de l'autre, elle observe que des jeunes ont déjà du mal à choisir leur filière et elle se dit qu'il serait peut-être risqué de leur donner la possibilité d'élire des candidats et que l'abaissement de l'âge du droit de vote pourrait provoquer encore plus d'abstention et de « dégâts ». Si elle pouvait voter pour les présidentielles, elle ne saurait pas pour qui voter. En effet, elle trouve que les programmes parlent très peu des jeunes et de l'éducation, alors que les jeunes représentent l'avenir et que ce sont eux, les futurs gouvernants de la France. Elle pense aussi que les médias influencent beaucoup les électeurs et peuvent manquer d'impartialité. Son souhait serait que les élus fassent plus pour les jeunes et leur parlent davantage.

Échanges avec la salle

Louise, du conseil lillois de la jeunesse, étudiante de 22 ans en sciences politiques, qui a toujours voté dès que possible, se demande s'il ne serait pas pertinent que les cours à l'école, au collège et au lycée, évoquent plus la politique, permettent le décodage dans les médias, servent à analyser des programmes, pour mieux les comprendre et pour savoir un peu plus de quoi l'on parle.

Sander CADET approuve cette idée, qui pourrait être mise en œuvre d'abord au collège. Ce serait justifié, dit-il, notamment parce que de nombreux parents n'expliquent pas la politique à leurs enfants. Il évoque un outil qui pourrait être utilisé dans les cours : Décodex (dont il sera question plus tard au cours de ces rencontres), pour aider à décoder l'information, pour éviter d'être influencé et *in fine* pour se faire son propre avis. L'important serait que les cours constituent une découverte du monde politique sans plaider pour autant pour le système ou pour un parti.

Léanna VANDEWALLE souligne la nécessité d'une vision partisane du professeur pour ne pas influencer les jeunes.

Christine MERCIER, maire adjointe dans une ville de l'Essonne, a relevé que les jeunes appréciaient la proximité. Les élus locaux en font-ils assez pour eux ?

Sander CADET ne s'occupe pas forcément de savoir qui fait quoi au sein de la mairie. Mais il voit que les élus locaux écoutent et demandent leur avis aux jeunes, lesquels voient des choses changer.

Marie CARLIER ne connaît pas non plus exactement leur rôle. Elle attend du maire qu'il découvre les habitants et soit à leur écoute.

Léanna VANDEWALLE connaît les élus grâce au conseil municipal de la jeunesse auquel elle participe. Elle a visité des institutions républicaines et sait par exemple quel est le rôle d'un sénateur. Elle s'est engagée depuis neuf ans, d'où son intérêt actuel pour la politique.

Fanny PIRODON, de la Ville de Lille, se demande si les élus s'intéresseraient plus aux jeunes si le vote était autorisé à partir de 16 ans.

Alexandre, volontaire en service civique, demande s'il faut rendre ce service obligatoire.

Guillaume SOLON n'est pas favorable à l'obligation d'un service qui repose aujourd'hui sur le volontariat et sur la motivation. S'il était rendu obligatoire, le risque serait que de nombreuses personnes ne seraient intéressées que par l'argent. Quant au vote à partir de 16 ans, le jeune homme craint que les politiques ne s'en servent que pour créer une bulle spéculative autour de la jeunesse et pour obtenir un maximum de voix. En conséquence, les politiques pourront encore moins tenir leurs promesses, ce qui générerait encore plus de dégoût et d'abstention. À 16 ans, un jeune est plus influençable qu'à 18 ans, âge où l'on a un peu plus d'expérience et de jugement pour savoir ce qui est bien ou mal et pour voter avec une certaine conscience, sans imiter un ami. Les conseils de classe peuvent servir à acquérir une certaine maturité et à se préparer à l'exercice civique.

Marie CARLIER confirme qu'il faut être motivé pour accomplir des missions et aller à la rencontre d'autres personnes. Il n'y aurait pas d'intérêt à rejoindre une association si l'on ne voulait rien n'y faire et si l'on pensait que cela ne servait à rien. Pour elle, c'est très utile : elle dit apprendre beaucoup de choses.

Anaïs DEVISSCHERE partage ces propos.

Une maire adjointe à la jeunesse dans une commune près de Rouen se dit sidérée de la maturité d'enfants entre 10 et 15 ans dans les conseils municipaux de la jeunesse. Elle aimerait connaître le nombre de ces conseils savoir si les enfants ou adolescents qui y ont participé deviennent des jeunes et des adultes plus intéressés par la politique et notamment le vote.

Frédéric PAIRAULT répond qu'il existe environ 4 000 dispositifs de participation des enfants ou jeunes dans les collectivités locales (conseils d'enfants, conseils de jeunes, forums consacrés à la jeunesse, etc.). Désormais, une loi sur l'égalité et la citoyenneté incite fortement les collectivités à développer de tels dispositifs, parce que cela favoriserait la participation électorale (le conditionnel est de rigueur dans la mesure où les études sont un peu manquantes sur le sujet). L'ANACEJ observe que ce n'est pas le cas. Certes, les jeunes sont plus sensibilisés à la question, mais leur engagement se prend pas corps forcément dans le champ politique : il se déploie beaucoup dans la vie associative et la vie de quartier. Par ailleurs, bien connaître les institutions n'incite pas nécessairement à davantage voter.

Vivian RINGOT, administrateur de l'ANACEJ, demande aux jeunes du service civique s'ils se sentent mieux outillés pour comprendre les débats actuels par rapport aux autres jeunes.



Anaïs DEVISSCHERE considère que le service l'aide à se construire un avenir professionnel. Les questions politiques y sont peu abordées ; en fait, elle n'y pense guère.

Léanna VANDEWALLE n'a pas vraiment approfondi les programmes cette année. Mais elle pense que le service civique aide à développer ses propres idées et à se forger un caractère citoyen.

Guillaume SOLON dit que le conseil des jeunes ne l'a pas aidé à comprendre les débats d'aujourd'hui ; ce sont ses études de sciences politiques et son travail de terrain qui ont surtout contribué à sa compréhension de la politique, des enjeux et des programmes. Les conseils de jeunes sont plutôt apolitiques et servent à aider les jeunes à mettre en place des projets, ce qui permet de voir comment un projet se construit, en tenant compte notamment des contraintes économiques et humaines.

Annabelle DELFOSSE, de Graines de possibles, trouve bien sages ces jeunes qui ont livré leur témoignage. Elle s'interroge sur leur désir de protestation, sur leur volonté de remettre en cause un état de choses, sur leur imagination du monde de demain qui serait bâti avec des idées un peu révolutionnaires.

Frédérick PAIRAULT n'a pas l'impression que leur regard sur les institutions soit très positif, ni que leur discours soit trop policé.

Sander CADET ajoute que venir raconter son parcours est déjà une démarche constructive.

— BOÎTES À OUTILS —

Voxe : la boîte à outils du citoyen connecté

Marianne OHLA, animatrice de la présente boîte à outils, invite Charles Deffrennes, responsable de la Voxe Academy, à présenter le dispositif Voxe, avant qu'un temps de débat puisse avoir lieu.

Charles DEFFRENNES demande d'abord aux personnes présentes lesquelles d'entre elles connaissent Voxe et pourquoi avoir choisi la présente rencontre plutôt que les rencontres consacrées à Décodex ou à Challenge Citoyen.

Des intervenants dans la salle répondent avoir été intéressés par notion de « citoyen connecté ».

Charles DEFFRENNES explique que Voxe est une association créée en 2012 dans le but de rendre la politique plus compréhensible et de faciliter l'engagement citoyen dans la vie publique. Voxe apporte des outils pour que chacun puisse se légitimer dans la vie publique et se l'approprier, en allant voter ou non, ou en allant manifester. Cela permet de reconnecter à la vie publique une génération de jeunes parfois désillusionnés et qui s'en tiennent à l'écart.

Les associés de Voxe constataient en 2012, au moment de créer leur association, qu'il était bien plus difficile de comparer des programmes politiques que des machines à laver ou d'autres produits de grande consommation. Ceci, du fait que l'accès à l'information politique, notamment aux programmes, demeure complexe. Par ailleurs, les propositions fortes des candidats sont souvent occultées par le jeu des « petites phrases » entendues à la radio. Forts de ce constat, les associés de Voxe ont créé un comparateur de positions politiques. L'utilisateur du site www.voxe.org choisit son élection puis deux candidats dont il souhaite comparer les positions sur un thème de son choix. Les positions officielles des candidats apparaissent alors. Il s'agit d'un outil neutre qui facilite l'accès au contenu des programmes des candidats sans reformulation.

Cet outil créé pour les élections présidentielles de 2012 a connu un certain succès, notamment médiatique. Suite à cela, Voxe a couvert vingt-cinq élections internationales dans dix-neuf pays. Il est à noter que le comparateur de Voxe est *open source*, gratuit, sans publicité et sans utilisation des données. Voxe a profité depuis sa création à sept millions d'utilisateurs uniques. L'association a gagné quelques prix et des soutiens publics et privés (notamment de la Fondation Google), qui lui ont permis de construire un *business model* plus solide et d'élargir son équipe.

Dans la nouvelle version du site, quatre outils sont proposés sous la forme de quatre rubriques distinctes.

La première rubrique propose de « comparer », grâce au comparateur de programmes politiques précédemment décrit.

La seconde rubrique propose de « s’informer ». Elle consiste en un média pédagogique destiné aux jeunes sur les enjeux du débat public. Des infographies et des vidéos sont réalisées pour éclairer de grandes problématiques telles que les « 35 heures », « les enjeux de la loi Travail », « le regroupement familial » ou « l’imposition à la source ». Ces vidéos Youtube sont mises en lien sur les réseaux sociaux.

La troisième rubrique propose d’« interpeller ». Il s’agit de réinventer le lien entre électeur et candidats, notamment par le biais de l’outil VoxBot, qui utilise l’intelligence artificielle sur Messenger en répondant aux questions en rapport avec l’actualité électorale. Ce robot fait figure de « coach personnel » sur les enjeux électoraux, mais sans noyer les utilisateurs sous des flots d’informations.

La quatrième rubrique propose de « se rencontrer ». Il s’agit de la partie Voxe Academy consistant en divers outils de formation, d’atelier et de débat par lesquels l’équipe de Voxe se déplace à la rencontre des lycéens et du grand public. Dans les lycées, les outils d’éducation populaire, et notamment de débat mouvant, sont utilisés de façon à ce que le débat ait lieu d’égal à égal. Voxe Academy assure ainsi une dizaine de débats par mois. Voxe Academy mène également des ateliers et des formations auprès du grand public. Il y a par exemple une initiation aux outils Internet qui révolutionnent la démocratie, un outil d’éducation civique aux enjeux de 2017, un café politique développé avec Kawaa, le PolKa. Le premier PolKa s’est attaqué à un sujet complexe : « *Contre Daech, faut-il plus de sécurité ou de fraternité ?* »

Voxe a développé une vraie stratégie sur les réseaux sociaux de façon à établir le lien entre la vie politique et la vie réelle.

Suite au succès des ateliers de Voxe, son équipe s’apprête à se lancer dans un tour de France de trois semaines, le Voxe Tour. Ce tour partira le 25 mars 2017 de la place du Châtelet à Paris. Puis, les BénéVoxes se rendront dans les quartiers périphériques de toute la France et en zones rurales pour organiser des interventions dans les lycées. Cela permettra d’aller à la rencontre des citoyens et de s’attaquer à l’idée reçue selon laquelle les *Civic Tech* ne s’adresseraient qu’aux jeunes citadins « branchés ». Durant ce tour, Voxe recueillera en outre les propositions des Français à l’attention du prochain locataire de l’Élysée. Le parcours et les propositions seront restitués sur Internet sous la forme d’une web série. Le Vox Tour s’achèvera le 19 avril 2017.

Jérémy DELONGHAI demande comment Voxe appréhende les élections locales.

Charles DEFFRENNES répond que Voxe est présent sur les élections présidentielles, législatives et régionales. Il est plus complexe de traiter les élections municipales du fait du nombre de communes en France. Néanmoins, les grandes villes françaises ont pu être couvertes par Voxe en 2016. Voxe commence à avoir une légitimité suffisante pour que les équipes de campagne remplissent elles-mêmes les données apparaissant dans le comparateur.

Un intervenant dans la salle demande comment les ateliers sont travaillés en amont en matière de documents à réunir et de discours introductif sur la thématique choisie.

Charles DEFFRENNES répond que le discours introductif des ateliers dure une demi-heure. Les dix premières minutes permettent de présenter l'intervenant. Puis, dix minutes sont consacrées à la présentation de la thématique. Ainsi, l'introduction d'un atelier consacré à Daech a-t-elle pu aborder l'histoire du terrorisme en France, une description de la réponse sécuritaire et la notion de fraternité. Enfin, Voxe propose aux participants de consacrer les dix dernières minutes de l'introduction à la définition commune des règles du débat. Pendant l'heure de débat qui suit, une dizaine de questions sont posées aux participants. La dernière demi-heure de l'atelier procède à un retour au collectif pour synthétiser les apports du débat et préconiser des actions à mener.

Léo VOISIN demande comment l'hétérogénéité est gérée dans le groupe, sachant que certaines interventions peuvent être beaucoup plus techniques que les autres.

Charles DEFFRENNES répond que la constitution de petits groupes de trois ou quatre personnes est une solution pour gérer l'hétérogénéité de sorte que chacun participe. Il importe également de rappeler durant l'atelier que chacun, quel que soit son niveau d'expertise, est légitime à prendre la parole. Les bénévoles de Voxe font en sorte que les questions posées sollicitent l'usage et l'expérience de chacun.

Un intervenant dans la salle considère qu'un comparateur de programmes qui ne procède pas en outre à une évaluation chiffrée de ces programmes est susceptible de prêter à confusion.

Charles DEFFRENNES répond qu'il est souvent demandé à Voxe si les engagements des programmes sont tenus. Il est vrai que Voxe ne procède pas à ce type de vérification, pas plus qu'à du *fact checking*. Cela demanderait un nombre de collaborateurs plus important, mais cela serait aussi problématique par rapport à la posture de neutralité que Voxe souhaite tenir. Généralement, les évaluations se fondent sur des hypothèses idéologiquement marquées. Les *think tanks* peuvent assumer de telles positions politiques, mais Voxe s'y refuse en raison de son objectif de neutralité. En effet, il importe pour Voxe de s'afficher en partenaire de confiance aux yeux de jeunes souvent suspicieux vis-à-vis des discours partisans.

Un intervenant dans la salle remarque que la neutralité n'existe pas et que les différents éléments explicatifs ou de présentation du site de Voxe comprennent toujours une dimension critique, quand bien même elle serait implicite et involontaire.

Charles DEFFRENNES en convient. La neutralité constitue un idéal visé par Voxe, mais il est clair que chaque membre de l'équipe a ses propres opinions. Le principe de neutralité a ses limites et peut parfois être contesté. Il a ainsi pu être reproché à Voxe de traiter le Front national comme un parti comme les autres. Pour autant, Voxe est attaché à la neutralité et considère que les utilisateurs doivent se faire leur propre avis. M. Deffrennes précise que dans les débats, il prend la posture d'un professeur d'éducation civique.

Un intervenant dans la salle demande si Voxe se considère comme un média et quels moyens Voxe se donne pour garantir sa neutralité. Voxe dispose-t-il d'un comité éthique ou d'une équipe d'arbitrage ? Par ailleurs, quel modèle économique Voxe a-t-il mis en place pour se garantir une réelle neutralité ?

Charles DEFFRENNES répond que Voxe bénéficie de soutiens publics et privés. Voxe souhaite développer d'autres outils que le comparateur de programmes, lequel ne donne lieu à aucune valorisation économique. Le site de Voxe demeurera toujours gratuit et sans publicité. Voxe envisage de développer un chiffre d'affaires sur des formations selon un schéma propre aux économies sociales et solidaires : un pôle de rentabilité fort permettant de développer des activités même à perte sur des pôles à fort impact social. Voxe intervient gratuitement dans les lycées, et parvient à peu près à une rentabilité sur les ateliers grand public. Voxe a créé pour les entreprises un programme de formation plus lucratif lié à la notion d'engagement.

Un intervenant dans la salle remarque que si Vinci finance Voxe, cela aura un impact sur les questions posées sur Notre-Dame-des-Landes.

Charles DEFFRENNES répond que l'entreprise qui finance un programme de formation spécifique ne peut s'en prévaloir pour influencer Voxe quant à d'autres projets. Par ailleurs, la Fondation SNCF soutient le déploiement des ateliers citoyens. La partie média du site de Voxe semble intéresser certaines institutions telles que la Cour des comptes. D'ailleurs, Voxe se considère effectivement comme un média dont le but est de rendre accessibles les enjeux du débat public. À ce jour, Voxe ne dispose pas d'un comité d'éthique, mais travaille en équipe, ce qui garantit une multiplicité de points de vue en son sein.

Une intervenante dans la salle demande ce que signifie le *fact-checking*.

Charles DEFFRENNES répond que le *fact-checking* consiste à vérifier des faits, à l'instar du travail effectué par les Décodeurs du quotidien *Le Monde*. Il peut s'agir également de confronter les discours politiques à la vérité des faits, notamment quant aux données chiffrées avancées.

Un intervenant demande s'il s'agit d'un objectif de Voxe.

Charles DEFFRENNES répond qu'il ne s'agit pas, pour l'heure, d'un objectif de Voxe.

Un participant demande à M. Deffrennes quel est son parcours universitaire.

Charles DEFFRENNES répond avoir suivi un cursus de sciences politiques durant lequel il a abordé des problématiques liées à l'environnement, puis à l'urbanisme. Il a ensuite intégré une structure de concertation citoyenne avant de rejoindre il y a un an Voxe, où il s'occupe d'animation et de « facilitation ».

Un intervenant demande quel est le parcours des fondateurs de Voxe.

Charles DEFFRENNES répond que Voxe a été fondé il y a cinq ans par quatre amis : un graphiste, une gestionnaire, une responsable des partenariats et des médias, et un développeur.

Oriane FOUCAULT demande si Voxe a un public cœur de cible et si oui, lequel.

Charles DEFFRENNES répond que le public cible de Voxe est constitué par les jeunes de 18 à 35 ans. Le public majoritaire est constitué de jeunes diplômés urbains, mais Voxe essaye d'élargir ce cercle autant que possible.

Mathieu ACCOT précise que le service Jeunesse de la Ville de Saint-Denis de la Réunion organise chaque année des bilans durant lesquels les élus se rendent dans les différents quartiers pour constater ce qui a été réalisé et ce qui reste à réaliser des programmes annoncés. Est-il envisageable pour Voxe de demander aux différents partis au pouvoir une contribution *a posteriori* sur les éléments de programme réalisés ?

Charles DEFFRENNES répond que cela pourra être envisagé.

Mathieu ACCOT demande si Voxe envisage également de recueillir les contributions *a posteriori* des différentes collectivités suite à leurs engagements électoraux.

Charles DEFFRENNES répond que cela n'est pas prévu à ce jour, mais qu'il s'agit d'une bonne idée. Dans un autre ordre d'idée, Voxe recueille les questions de jeunes pour les poser ensuite aux candidats. Par ailleurs, Voxe a récemment organisé « l'Autre débat » avec les candidats à l'élection présidentielle les moins médiatiques, en leur posant des questions recueillies auprès des internautes. Voxe réalise en outre des « Facebook lives ». Il s'agit de vidéos d'interviews de candidats sur la base des questions posées par la communauté Voxe.

Un intervenant dans la salle demande s'il ne serait pas possible d'inverser le principe de la VoxBot en faisant en sorte que ce soient les hommes politiques qui posent des questions à la communauté Voxe.

Charles DEFFRENNES répond que cela a partiellement lieu dans le cadre du Voxe Tour sous la forme de propositions.

Un intervenant demande si Voxe dispose d'une base de données des comptes rendus des propos échangés, notamment dans le cadre des PolKa.

Charles DEFFRENNES répond qu'il n'y a pas encore de base de données des échanges.

Un participant précise qu'il organise des temps de parole sur un thème donné avec des jeunes puis avec leurs familles. Cela donne ensuite lieu à des comparaisons grâce aux comptes rendus réalisés.

Charles DEFFRENNES prend note de cette proposition.

Chourouk MAZOUZ demande pourquoi les débats de Voxe ne sont pas relayés sur les réseaux sociaux. Cela permettrait d'intéresser davantage les jeunes à la politique.

Charles DEFFRENNES répond qu'il s'agit bien d'un objectif de Voxe, qui est déjà actif sur Facebook. Le ton de Voxe est conçu pour s'adapter aux réseaux sociaux.

Un intervenant considère normal et sain que les jeunes s'interrogent sur le positionnement de la personne avec laquelle ils débattent et sur le positionnement même du facilitateur. Une vraie démarche d'éducation populaire ne part pas du principe d'essayer de construire un discours neutre, mais du constat qu'il y a des biais dans tous les discours.

Un autre intervenant fait part de son désaccord sur ce point. L'éducation populaire ne consiste pas qu'en une facilitation, mais également en une « capacitation ». Il s'agit de faire en sorte que les jeunes développent l'esprit critique le plus neutre possible. Un animateur de débat doit garder une certaine neutralité et ne pas faire état de son opinion sur les sujets abordés.

Une personne dans la salle répond que même dans un discours de neutralité, il y a toujours des préconceptions. Par ailleurs, il est possible de constater une différence entre les programmes officiels et les diverses interventions dans les médias des personnes qui les portent. Voxe pourrait-il envisager de compiler les interventions médiatiques pour apprécier ces différences ?

Charles DEFFRENNES répond que ces évolutions sont effectivement suivies pour venir compléter les programmes. Une trace est gardée des changements de position.

Une intervenante demande comment l'outil Voxe peut être utilisé en groupe.

Une personne répond que le site du CNAJEP réalise également un comparatif des programmes en s'appuyant sur les ressources de Voxe. Le kit en ligne du CNAJEP propose aussi des fiches d'animation dont chacun peut s'emparer pour animer un débat.

Charles DEFFRENNES précise que le comparateur de programmes peut également être utilisé lors des rencontres de la Voxe Academy avec les lycéens, de même que les vidéos qui peuvent servir d'amorce au débat. La méthodologie de la rubrique « se rencontrer » est disponible sous la forme d'un Open Drive sur Google Drive.

Un intervenant demande si les utilisateurs n'ont pas tendance à se limiter à comparer les programmes des candidats les plus médiatiques. Serait-il possible de voir tous les avis sur un sujet et pas juste une comparaison entre deux programmes ?

Charles DEFFRENNES répond que le choix de se limiter à la comparaison des programmes de deux candidats s'est imposé pour des raisons de simplicité et d'accessibilité. Il serait trop complexe d'avoir à lire une dizaine de programmes à la fois sur un smartphone. Toutefois, une comparaison plus étendue est proposée par Voxe sous la forme de vignettes sur les réseaux sociaux.



Une personne demande si Voxe peut définir des tendances à partir des statistiques de fréquentation de son site.

Charles DEFFRENNES répond que les données de fréquentation recueillies ne sont pas exploitées et sont supprimées tous les quinze jours. Voxe se réserve toutefois le droit de les organiser pour les donner à des fins de recherche. Il s'agit d'un point d'attention essentiel pour Voxe comme généralement dans les *Civic Tech*.

Un intervenant demande si les statistiques relatives aux candidats sont gardées.

Charles DEFFRENNES répond que Voxe n'a pas la taille suffisante pour procéder à des analyses pertinentes à cet égard. Un pic d'intérêt pour François Fillon a été constaté à la fin de la primaire de droite. Généralement, les pics de fréquentation ont lieu quelques jours avant le vote.

Un intervenant dans la salle demande si une application mobile a été développée par Voxe et comment le développement international des BénéVoxes est envisagé.

Charles DEFFRENNES répond qu'il n'y a pas d'application mobile pour des raisons de coûts. La newsletter et les réseaux sociaux suffisent à la diffusion actuelle des outils de Voxe. Par ailleurs, il y a une centaine de BénéVoxes au niveau international et également une centaine en France, affiliés par le biais de Facebook. La Voxe Academy ayant vocation à se disséminer, il pourrait y avoir à terme des communautés de bénévoles dans plusieurs villes de France.

Une intervenante demande si les informations diffusées par Voxe sont vérifiées.

Charles DEFFRENNES assure que les informations sont vérifiées et mises en perspective à des fins pédagogiques.

Fluicity : un réseau citoyen pour une démocratie locale en continu

Olivier RYCKEBUSCH précise que Nicolas de Briey est cofondateur de l'application Fluicity avec Jonathan Meiss et Julie de Pimodan. Il s'agit d'une application collaborative à destination des citoyens, des collectivités territoriales et des sociétés privées. Leur application a été primée par l'Université de Technologie du Massachusetts (MIT). Elle a ensuite été adoptée par la commune française de Vernon. L'objectif de l'application est de laisser les jeunes citoyens s'exprimer ou interpeller les élus de leur commune.

Il semblerait que les jeunes soient passés d'une expression normative à une expression expressive. Fluicity permet justement de s'exprimer par rapport à un projet. La mairie du 9^e arrondissement de Paris a également mis en place cette application, ainsi que des collectivités belges. Fluicity s'adapte en fonction des besoins et des retours du commanditaire ou des citoyens.

Nicolas de BRIEY indique que Fluicity a prouvé qu'elle pouvait faire s'engager et interagir avec les jeunes de différentes communes de France et de Belgique. Fluicity dispose aujourd'hui de douze mois de retour d'expérience depuis le premier lancement ayant eu lieu à Vernon.

Julie de Pimodan est à l'origine du projet Fluicity. Elle a travaillé comme journaliste, puis chez Google. Présente en Turquie durant les révolutions arabes, elle a constaté l'impact des nouvelles technologies sur celles-ci. Dans le même temps, 60 % des jeunes s'abstenaient aux élections communales en France. Cela lui a donné envie de réengager les citoyens européens par le biais des nouvelles technologies.

Fluicity s'est lancée sur une version bêta, avant d'évoluer en fonction des retours d'expérience de ses utilisateurs. TF1 s'est intéressée au lancement de Fluicity à Vernon, puis est venue constater douze mois plus tard comment l'application avait évolué.

Deux tendances de fond sont constatées : de nouvelles attentes démocratiques et de nouveaux usages du numérique.

88 % des Français pensent que leurs responsables politiques ne se préoccupent plus d'eux. Dans le même temps, un nombre accru de Français souhaitent davantage participer à la vie politique. Aujourd'hui, les élus incluent souvent dans leur programme l'enjeu de la participation. Par ailleurs, les maisons de quartier et les budgets participatifs témoignent de cette évolution. Toutefois, une insuffisance demeure en termes d'impact et de représentativité.

Les réseaux sociaux captent la majeure partie des interactions numériques. Deux tiers des utilisateurs de Fluicity utilisent déjà les réseaux sociaux pour communiquer sur des sujets civiques ou politiques. Pour autant, les réseaux n'ont pas réussi à provoquer une transformation des modes de gouvernance. Les opinions se polarisent et les citoyens

manquent d'impact sur la prise de décision. Par ailleurs, un manque de transparence est constaté.

Forte de ces constats, Fluicity a voulu se positionner en tant qu'outil innovant favorisant la participation citoyenne. Ce faisant, Fluicity est emblématique de la troisième génération de *Civic Tech*, en se positionnant en tant que tiers de confiance œuvrant à la co-construction. Fluicity ambitionne de générer de l'audience. Ainsi, à Vernon, plus de 10 % de la population est connectée à Fluicity.

Fluicity entend donc établir des réseaux de confiance modifiant le rapport de chacun à la citoyenneté au niveau local. La concrétisation des idées est recherchée, bien davantage que le cumul des « like ». Fluicity pousse ses partenaires décideurs à la transparence et adopte une approche neutre entre les citoyens et les décideurs.

Les clients de Fluicity sont les collectivités locales et leurs partenaires privés (aménageurs et promoteurs, agences d'urbanisme, agences de concertation et délégataires de service public). Ces acteurs sont très concernés par la participation et par la concertation, et Fluicity leur offre des solutions à cet égard, en collaboration avec des associations locales.

Nicolas de Briey présente l'application Fluicity. Pour une ville donnée, l'application propose un fil d'actualité nourri par la ville et par différents autres contributeurs (associations et organismes publics affiliés à la ville). Le citoyen peut ajouter directement à son agenda les activités ainsi proposées. Le fil d'actualité agrège également les idées des citoyens, avec de possibles interactions d'autres citoyens, notamment par le biais de votes sur les projets proposés. Certaines idées bien mûries peuvent d'ailleurs être reprises ensuite par les instances de la ville. En outre, des sondages peuvent être réalisés sur des projets urbains.

Un tableau de bord permet aux collectivités de retrouver rapidement les idées proposées par les citoyens, avec une cartographie. L'outil intègre également les questions posées aux élus ou les problèmes signalés. Il permet d'afficher rapidement un accusé réception puis un retour d'élu.

67 % des utilisateurs de Fluicity ont entre 18 et 45 ans. Le taux de retour mensuel sur l'application est d'environ 35 % des utilisateurs. D'autres villes semblent très intéressées par cet outil. La mairie du 9^e arrondissement de Paris a commencé à installer un potager participatif seulement trois mois après que le projet a commencé à être évoqué sur Fluicity. Le fait d'écouter et d'informer les citoyens de façon non strictement institutionnelle, mais en recourant également au tissu associatif, semble convaincre rapidement les citoyens. Ils deviennent ensuite des usagers réguliers de l'application.

Fluicity accompagne également ses clients avec des panels citoyens permettant aux collectivités de tester les outils mis en place. Fluicity se positionne en tant qu'expert de la participation numérique et garantit une modération sur la plate-forme. Un mécanisme de gestion de communauté est également mis en œuvre pour aider au développement des idées proposées. Fluicity attend des collectivités qu'elles dédient des ressources à la gestion de l'application et à l'interaction avec les citoyens. Elles doivent également traiter les idées émises par les citoyens et communiquer régulièrement.

Fluicity a été créée par trois personnes et comprend une dizaine de collaborateurs.

Un intervenant dans la salle demande si le code est en *open source* et quel est le coût d'acquisition de cette application pour une collectivité territoriale.

Nicolas de BRIEY répond que l'application n'est pas encore en *open source*. Les collectivités n'y semblent pas favorables. Fluicity est rétribuée sous la forme d'un abonnement de 650 euros à 2 000 euros par mois selon la taille de la collectivité.

Un participant demande si Fluicity garantit que les données fournies par les citoyens ne sont pas réutilisées par la suite.

Nicolas de BRIEY confirme que les données recueillies ne peuvent pas être revendues ou utilisées à des fins commerciales. Ces données doivent juste favoriser l'interaction des citoyens avec leur collectivité. Il est à noter que Fluicity a gagné le marché du 9^e arrondissement de Paris tout en déconseillant au commanditaire de recourir, comme il l'envisageait initialement dans son appel d'offres, à de la publicité. Il est important que les données citoyennes ne servent qu'à la collectivité et aux partenaires privés pour les besoins de leur démarche de concertation.

Un intervenant demande si Fluicity garantit que les personnes qui s'inscrivent sont des résidents de la commune commanditaire. En outre, un filtre est-il mis en place pour que seuls les résidents d'un quartier précis ou d'une population précise puissent se prononcer sur un projet dédié à ce quartier ou à cette population ?

Nicolas de BRIEY répond qu'en s'inscrivant, les citoyens peuvent saisir des renseignements les concernant.

Une personne demande si les données sont systématiquement anonymisées.

Nicolas de BRIEY répond que lorsque les citoyens interagissent sur Fluicity en messagerie privée, ils ne sont pas anonymisés. Toutefois, lorsqu'ils répondent à un sondage, les résultats du sondage sont anonymisés. Durant sa première année de fonctionnement, il s'agissait avant tout pour Fluicity de créer un usage. La question de la possible segmentation des données se pose désormais. Fluicity évalue actuellement la manière la plus pertinente de demander leur adresse aux usagers et choisira dans les prochains mois un outil le permettant.

Un intervenant dans la salle demande comment il est possible de s'assurer que les citoyens participants à Fluicity ne sont pas les mêmes que ceux qui se rendent aux réunions publiques.

Nicolas de BRIEY répond que le taux de 10 % des citoyens de Vernon usagers réguliers de Fluicity prouve à lui seul que le nombre de personnes intéressées est plus important que celui des personnes se rendant aux réunions de quartier. Par ailleurs, si la segmentation géographique des usagers n'est pas encore possible, le *back-office* devrait permettre de

localiser les citoyens ayant voté sur tel ou tel projet. Il serait en outre souhaitable que les collectivités disposent d'une base de données intégrant les adresses email de tous leurs citoyens.

Un intervenant remarque que les villes pourraient créer une boîte mail spécifique à chaque citoyen.

Nicolas de BRIEY fait remarquer que les citoyens ont plusieurs adresses email.

Un intervenant dans la salle considère que le niveau de participation proposé par Flucity demeure assez bas, puisqu'il se limite à demander un avis sur des projets. Serait-il envisageable que Flucity permette de poser des diagnostics et favorise la co-construction de projets ?

Nicolas de BRIEY répond favorablement. Dès lors qu'un projet est créé sur Flucity, celui qui le propose est libre de définir ses modalités de participation. Ainsi, il est possible que des commentaires portent sur les commentaires précédents et fassent évoluer un projet. Les associations ou les collectivités peuvent aussi porter leurs projets sur Flucity.

Un participant observe qu'il sera possible de favoriser les échanges sans nécessairement rechercher un aboutissement.

Nicolas de BRIEY répond que cela est possible, mais limité à une fonctionnalité de commentaire.

Un intervenant demande comment Flucity parvient à inciter ses usagers à se connecter régulièrement à l'application.

Nicolas de BRIEY répond que le partenariat de Flucity avec les villes confère à Flucity une présence visuelle sur les éléments de communication de la municipalité. Par ailleurs, Flucity utilise les techniques virales pour attirer des usagers sur la plate-forme. Pour la rétention d'usagers, Flucity procède à des emailings ciblés sur certains utilisateurs en les intéressant à une conversation à laquelle ils ont précédemment pris part. Flucity procède donc à la fois à un marketing local, à un marketing national et à une gestion de communauté.

Une intervenante demande si les collectivités commanditaires s'engagent auprès de Flucity à répondre aux questions posées par les citoyens. Par ailleurs, quels sont les profils des usagers de Flucity ? Enfin, Flucity met-elle en œuvre des stratégies spécifiques de mobilisation des jeunes ?

Nicolas de BRIEY répond que les collectivités s'engagent dès lors qu'elles affectent des ressources humaines à l'interaction avec les citoyens. Il s'agit souvent d'une personne dédiée à la participation au sein de la commune, ou d'un membre du service communication. Cette personne procédera à un premier traitement des données recueillies avant de les redistribuer aux différents services concernés et aux élus.

Une personne doute que les douze mois de retour d'expérience suffisent à dresser un bilan.

Nicolas de BRIEY convient du fait que plus Fluicity bénéficiera de recul, plus son bilan sera précis. Toutefois, douze mois d'activité permettent déjà de traiter de nombreuses données et d'en tirer des enseignements.

Un participant demande si des projets émanant des administrés ont pu voir le jour à Vernon.

Nicolas de BRIEY répond positivement. Un mur de *street art* a été créé grâce à Fluicity, ainsi que le projet de la boîte à livres. Un projet de piste cyclable est actuellement à l'étude. Ces trois projets ont été proposés par les citoyens de Vernon. Il s'agit parfois de projets envisagés par les élus et auxquels la demande des citoyens vient donner un nouveau crédit qui favorise la prise de décision.

Un intervenant dans la salle demande si boîte à l'application permet de vérifier que la personne qui a émis une idée ne puisse pas ensuite multiplier les votes favorables à sa propre idée.

Nicolas de BRIEY répond que chaque usager ne peut techniquement voter qu'une fois, sauf s'il utilise plusieurs adresses mail. Un système de *blockchain* est envisagé pour renforcer cette garantie. Cet enjeu est encore plus fort pour les *Civic Tech* spécialisées dans les systèmes électoraux.

Une intervenante demande quel est le pourcentage de participants sur une ville.

Nicolas de BRIEY répond que 10 % des habitants de Vernon se rendent au moins une fois par mois sur l'application Fluicity, mais 35 % de la population est inscrite à Fluicity.

Un autre intervenant demande s'il n'y a pas un risque à vouloir simplifier la démocratie alors que les projets et les débats sont complexes. Par ailleurs, le coût de la prestation semble élevé par rapport à la simplicité de l'outil. Serait-il envisageable de complexifier l'application ? Fluicity envisage-t-elle de s'entourer d'une communauté de citoyens et d'élus pour l'aider à développer cette complexité ?

Nicolas de BRIEY répond qu'il est préférable que l'interface ne soit pas surchargée. Un outil parfait en termes de concertation peut mener à un échec en termes d'usage, car il s'avère trop complexe. Fluicity préfère privilégier dans un premier temps la fréquentation de l'outil, avant d'améliorer celui-ci progressivement. Pour autant, cela n'empêche aucunement que les projets et les débats soient complexes. En outre, le développement de l'outil est très onéreux, quand bien même l'outil paraît simple. Enfin, le coût de la prestation ne paraît pas onéreux aux collectivités qui y recourent eu égard aux avantages qu'elles y trouvent, notamment en termes de communication.

Une intervenante dans la salle demande si un âge minimum est prévu pour l'usage de Fluicity et si l'application s'adresse également aux personnes âgées et aux personnes handicapées.

Nicolas de BRIEY répond que l'application n'est malheureusement pas encore accessible aux malvoyants. Les personnes âgées préfèrent souvent se rendre dans les réunions de quartier. Flucity est consciente du problème de la fracture numérique, mais elle ne peut le résoudre. Par ailleurs, l'un des objectifs premiers de Flucity est de toucher à une autre frange de la population. Enfin, la loi n'impose pas de minimum légal, mais pour se connecter à l'application il faut déclarer avoir dix-huit ans ou plus.

Un intervenant considère que la diversité des participants est intéressante pour recueillir un maximum de points de vue sur les projets. Par ailleurs, lorsque les personnes viennent en réunion publique à Dunkerque, ils bénéficient d'explications quant à la complexité de la décision à prendre. Flucity permet-elle à l'utilisateur d'appréhender cette complexité avant de donner son point de vue ?

Nicolas DE BRIEY répond que la description des projets de collectivités ou de leurs partenaires privés est accompagnée de nombreuses informations faisant état de cette complexité.

Un participant demande si Flucity fait en sorte que le débat sur un projet proposé par la Ville ne soit pas monopolisé sur Flucity par l'opposition du conseil municipal.

Nicolas DE BRIEY répond que les citoyens prenant part au débat sur Flucity sont invités à se faire force de propositions et d'initiatives. Cependant, il n'est pas possible de commenter directement les articles publiés pour présenter les projets. Les désaccords sur les projets peuvent s'exprimer soit par le biais de la messagerie privée, soit par le biais des sondages. Les citoyens sont invités à se prononcer sur les projets dans la phase de concertation et non sur les projets déjà entérinés par les conseils municipaux.

Un intervenant demande quels sont les moyens mis en œuvre par Flucity pour toucher les jeunes qui ne sont pas habitués à s'inscrire sur ce type d'application.

Nicolas DE BRIEY répond qu'il est possible pour chacun de s'inscrire très simplement par le biais de son compte Facebook. Le point bloquant réside surtout dans le fait de devoir télécharger une application. Flucity parvient à toucher les citoyens grâce aux contacts déjà acquis par la municipalité auprès de sa population. En outre, le bouche-à-oreille fonctionne assez bien. Enfin, le gestionnaire de communauté de Flucity procède à des campagnes ciblées sur Facebook pour toucher les non-actifs. Cela est favorisé par les interactions possibles à tout moment entre Flucity et Facebook pour mettre en partage du contenu.

Une participante confirme qu'il est très complexe de faire « avec » les jeunes et pas juste « pour » les jeunes.

Nicolas DE BRIEY précise que Flucity a contacté à Vernon un jeune rappeur très populaire parmi les jeunes de la ville. Suite à cette prise de contact, le jeune rappeur a intégré Flucity à son nouveau clip. Ce travail sur le terrain constitue un moyen de toucher une population a priori distante. Parfois, à l'inverse, les citoyens viennent vers Flucity dans le but de diffuser l'application.

Le « Challenge citoyen » : pour réduire l'abstention

David COULON accueille le centre social de Neuhof à Strasbourg pour la présentation d'un outil visant à réduire l'abstention et à montrer aux jeunes et moins jeunes qu'ils ont leur place dans la démocratie.

Khoutir KHECHAB, directeur du centre social, commence par expliquer que cette structure est une association formée et dirigée par les habitants du territoire, qui sont soutenus par une équipe de techniciens ou animateurs. Cette équipe s'occupe de l'ensemble de la population, des plus petits aux plus anciens. Le centre social et culturel soutient les initiatives des habitants, notamment les mouvements associatifs, il intervient dans différents champs, dont l'insertion professionnelle et la citoyenneté, et en outre il gère une école de musique où sont accueillis 270 élèves.

Jamila HADDOUM, responsable jeunesse au centre social, relate que dans sa mission d'animation, elle est souvent amenée à parler de l'actualité avec les jeunes. Lors des élections régionales en décembre 2015, le sujet de l'abstention a été abordé, face au constat d'un taux d'abstention de 80 % dans le quartier. Une première opération, pour éveiller un peu les consciences, a consisté à réaliser une petite vidéo, dans laquelle des enfants appelaient les adultes à aller voter. Cette vidéo a été largement diffusée ; les médias s'en sont même saisis. Lors du deuxième tour des régionales, le taux d'abstention a été réduit de 10 points. Mais le centre social et culturel n'a pas voulu s'arrêter à cette action : ainsi a-t-il décidé d'organiser un challenge entre les quartiers prioritaires de la ville de plus de 5 000 habitants, un « challenge citoyen » pour récompenser celui possédant la plus forte augmentation d'inscriptions sur les listes électorales et le plus grand nombre de votants à l'élection présidentielle. La récompense est une enveloppe financière, dont l'utilisation sera discutée par les habitants eux-mêmes, pour leur quartier. Ils seront aussi récompensés par un concert d'artistes au pied des immeubles. Une vidéo présente en quoi consiste ce challenge.

Farid RAHMANI, chargé de projets au centre social Neuhof, situé dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, à la périphérie de Strasbourg, un quartier de 20 000 habitants, explique que l'une des conditions pour participer au challenge est que l'inscription se fasse par le biais d'une association ou d'un centre socioculturel reconnu au sein du quartier, et que cette structure soit apolitique et non religieuse.

Plus précisément, trois prix seront décernés : celui récompensant le meilleur taux de participation au premier tour des élections présidentielles ; un deuxième portant sur le meilleur taux d'évolution du nombre d'inscrits entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 ; un troisième prix pour récompenser la réalisation d'une action innovante pour sensibiliser ou mobiliser les habitants à s'inscrire sur les listes électorales et à se rendre aux urnes (les quartiers populaires de moins de 5 000 habitants peuvent également concourir pour ce troisième prix).

Les inscriptions au challenge se sont clôturées le 30 septembre 2016 et elles ont été au nombre d'une cinquantaine sur 35 villes de France, à Toulouse, Marseille, Lyon, Nantes, Lille, Gennevilliers, etc.

La démarche ne se veut absolument pas moralisatrice, et elle ne veut pas non plus donner l'impression que des « sachants » dispensent un savoir à des habitants qui seraient moins éclairés. L'un des enjeux était d'abord d'intéresser la jeunesse, car lorsque les jeunes s'approprient un sujet ou une action, ils arrivent à mobiliser derrière eux les adultes également, tandis que l'inverse n'est pas vrai.

Jamila HADDOUM ajoute qu'un réseau s'est déjà constitué autour de ce challenge, ce qui a déjà donné lieu à une journée nationale en octobre dernier, sous forme d'ateliers auxquels ont participé des habitants de 13 villes de France et qui ont été suivis de moments festifs. L'idée est bien de susciter l'échange entre les jeunes, qui amènent d'autres jeunes à s'intéresser à la question et qui font comprendre qu'ils sont en demande de quelque chose.

Farid RAHMANI précise que les journées dites « journées citizens », au niveau local, en compagnie des jeunes, permettent en particulier de déchiffrer les programmes de candidats aux élections et de se préparer concrètement au vote. Il apparaît que nombreux sont ceux à ne pas connaître leurs élus locaux, et que la déconnexion est profonde entre les habitants et les hommes politiques.

Khoutir KHECHAB souligne que ces moments permettent aussi de partager des pratiques et des savoirs. Il s'est avéré, à l'occasion des rencontres sur le terrain, que près de 700 personnes sur 4 000 ne s'étaient jamais inscrites sur des listes électorales.

Un participant dans la salle salue la dynamique qui a été mise en place avec ce challenge citoyen. Il est désireux de connaître plus en détail les causes de l'abstention dans ces quartiers.

Farid RAHMANI répond que les membres du centre socioculturel, qui sont des travailleurs sociaux, sont allés sur le terrain, frapper à la porte de nombreux habitants, hommes et femmes, de tout âge. Il en est ressorti que plusieurs personnes ne s'étaient jamais inscrites sur les listes électorales parce qu'elles ne connaissaient pas la démarche à accomplir. Elles ne sont pas nécessairement désintéressées par la politique, elles sont plutôt accaparées par leur réalité quotidienne et surtout leur pauvreté. Elles ne peuvent sans doute pas se poser la question de la citoyenneté de la même manière que ceux qui sont moins affectés par les soucis du quotidien. Outre cette désinformation sur la démarche électorale, beaucoup de personnes possèdent un faible bagage intellectuel qui ne leur permet pas de comprendre les enjeux, qu'ils soient locaux ou à une plus grande échelle. Il existe aussi des gens qui ne veulent plus du tout entendre parler de la politique et qui disent : « Tous pourris. » Toutefois, certains tiennent d'autres discours, considérant que la citoyenneté a son importance, mais sans trouver un candidat qui les représente vraiment. Des personnes intéressées par la politique ne souhaitent pas aller voter parce qu'elles se disent que le vote blanc n'est pas pris en considération. Très peu de personnes affirment ne pas aller voter au motif que ce serait contraire à des principes religieux. Ce dernier discours est très marginal, mais il existe tout de même.

Jamila HADDOUM, animatrice depuis neuf ans, estime pour sa part avoir énormément appris durant ces échanges en faisant du porte-à-porte. Entre autres vertus, cela leur a permis d'identifier les personnes âgées qui avaient besoin d'aide. Les jeunes eux-mêmes qui ont participé à ces rencontres sur le terrain reconnaissent que cette expérience leur est très bénéfique.

Farid RAHMANI a relevé notamment que plusieurs personnes qui habitent dans ces quartiers difficiles et qui ont connu un passage en prison s'imaginent qu'elles ont été déchues de leurs droits civiques, sans même avoir de document attestant d'une telle déchéance ; et c'est la raison pour laquelle elles ne vont pas voter, même si les faits répréhensibles se sont produits vingt ans auparavant. Il revient aux travailleurs sociaux de leur expliquer quels sont leurs droits et que ce sont des citoyens à part entière.

Khoutir KHECHAB annonce que cette expérience sur le terrain va conduire le centre socioculturel à développer davantage des campagnes de porte-à-porte sur divers sujets, justement parce que ces dialogues ont plusieurs vertus. Les tracts ou flyers peuvent présenter un intérêt, mais leur efficacité est finalement très limitée pour informer la population de ces territoires. La parole directe est le meilleur moyen pour communiquer avec l'autre. Cela n'empêche pas le développement, par ailleurs, de supports numériques, d'autant que ces canaux sont approuvés par les jeunes.

Habibatou KABA, membre d'un comité de la jeunesse et issue d'un quartier populaire, raconte que la plupart des parents dans son quartier sont sénégalais, qu'ils aimeraient voter, mais que leur titre de séjour ne leur en donne pas le droit. Ces parents encouragent leurs enfants nés en France à se rendre aux urnes. Tous ces enfants de nationalité française, dans le quartier, ont l'intention d'aller voter lors des prochaines élections.

Jamila HADDOUM rapporte que des personnes qui vivent en France parfois depuis longtemps et qui paient leurs impôts dans ce pays ne trouvent pas normal de ne pas avoir le droit de vote.

Sander CADET, volontaire en service civique, fait remarquer que de nombreux jeunes ne souhaitent pas voter à la suite d'un fort sentiment de rejet malgré leur envie de s'insérer dans la vie active.

Khoutir KHECHAB confirme que l'abstention, qui certes est un problème national, est la plus problématique dans les quartiers les plus paupérisés. Mais, comme cela a été expliqué précédemment, cette abstention n'est pas forcément due à une volonté, mais plutôt à toute une série de facteurs. Il existe aujourd'hui un mouvement abstentionniste, qui revendique l'acte de ne pas voter, mais c'est moins vrai dans les quartiers populaires, où l'abstention est plus liée au désintérêt envers la politique qu'à un acte politique.

Farid RAHMANI admet que des jeunes se désintéressent de la politique parce qu'ils ont décidé, à un moment donné, de vivre en vase clos et de ne pas sortir de leur banlieue. Certains jeunes qu'ils côtoient n'ont jamais vu le centre-ville de Strasbourg et demeurent dans un espace de 5 kilomètres carrés. Pour remédier à cela, les animateurs essaient

d'organiser des moments de convivialité, par exemple en allant boire un verre dans des endroits où les jeunes n'ont pas l'habitude d'aller.

Une coordinatrice jeunesse à la Ville de Nantes souhaite que tout ce travail de conscientisation du fait politique puisse faire naître des engagements. Elle s'interroge sur les suites, en se remémorant une campagne un peu similaire il y a quelques années (notamment avec Jamel Debbouze), qui finalement a semblé générer beaucoup de frustrations. Les problématiques dans les quartiers populaires sont tellement compliquées que le vote ne semble pas y pouvoir changer grand-chose.

Khoutir KHECHAB déplore ce sentiment d'impuissance. Le vote est d'abord un acte qui permet d'exister, car c'est un acte fondateur, celui de l'appartenance à un collectif. Pour ceux qui se sentent exclus, aller voter est une manière de dire qu'ils existent. Au-delà de cet acte, l'important est l'engagement pour sa cité et pour le pays ; et la grandeur de cet engagement citoyen est qu'il est ouvert à tous, sans qu'il y ait besoin de posséder la nationalité française. L'ambition est de faire prendre conscience que l'engagement à titre individuel peut conduire non seulement à reprendre confiance en soi, mais aussi à de réels changements. À cet égard, le souhait du réseau associatif est que les jeunes s'émancipent, qu'ils commencent à être créateurs de leurs propres actions sur le territoire, et qu'ils ressentent leur appartenance à un quartier comme positive.

Farid RAHMANI a noté que toutes les associations impliquées sur le terrain ne disposaient pas forcément des moyens suffisants pour développer des actions. C'est là une réalité financière et humaine, dont il faut tenir compte si les initiatives doivent se concrétiser et se pérenniser. L'organisation de journées nationales réunissant des jeunes de différents quartiers comporte nécessairement un coût.

Khoutir KHECHAB précise que le centre de Neuhof a bénéficié d'un soutien financier de la Ville de Strasbourg. Il a pu également conclure un partenariat avec Ben & Jerry's (un commerçant de glaces).

Jamila HADDOUM pense qu'il faut aussi être convaincu que le fait d'aider un jeune à sortir de son quartier et à s'émanciper n'a pas de prix. Du reste, elle évoque la possibilité d'organiser des réunions en direct sur Facebook. Ce mode d'animation et d'échange a déjà été testé et s'est révélé assez intéressant.

Jean-Philippe REFFRAY, directeur d'une association pour la jeunesse dans une ville de 25 000 habitants, Bruay-la-Buissière, dans l'ex-bassin minier du Pas-de-Calais, demande si cette démarche menée par le centre socioculturel de Neuhof a trouvé un écho dans une fédération nationale, qui pourrait être un levier pour envisager l'élargissement et la pérennité de l'opération.

Khoutir KHECHAB constate que plusieurs centres sociaux se sont engagés dans cette dynamique, que celle-ci est issue de la base et qu'elle ne se veut pas trop institutionnalisée, sinon elle perdrait en agilité et en créativité des personnes, des associations et des territoires. Les fédérations n'ont pas été saisies de façon institutionnelle.

Farid RAHMANI indique que le centre de Neuhof a cherché à entrer en contact avec d'autres centres socioculturels dans des régions autres que l'Alsace. Mais les mises en relation avec plusieurs centres, qui sont souvent des services communaux, n'ont pas abouti à cause de lourdeurs et lenteurs administratives qui obligent à valider des démarches.

Khoutir KHECHAB souligne l'importance pour les différentes structures de s'assurer que des jeunes soient intéressés et motivés par cette dynamique. Si cette dernière est déployée sans eux, administrativement, elle n'aura pas beaucoup de sens.

Un participant dans la salle trouverait dommage qu'une telle dynamique soit stoppée.

Khoutir KHECHAB fait savoir que le centre de Neuhof a déposé un dossier dans le cadre du fonds lancé par François Hollande, appelé « La France s'engage » et destiné à financer des actions au potentiel national. La réponse à cette demande de financement n'est pas encore connue. Si elle était positive, elle permettrait sans difficulté d'animer le réseau au moins pendant deux ou trois ans, mais aussi de trouver des relais financiers plus facilement.

Davy LEMAIRE aimerait savoir comment se sont déroulées les relations avec les élus et si des échanges ont eu lieu avec des élus autres que ceux de la Ville de Strasbourg.

Khoutir KHECHAB estime que le centre a eu de la chance d'avoir rencontré des élus strasbourgeois réceptifs, compréhensifs et réactifs, qui ont su apporter leur soutien sans délai. Il ne s'est pas occupé de relations avec des élus d'autres villes.

Une participante demande quel est le montant de l'enveloppe qui sera accordée au gagnant du challenge.

Khoutir KHECHAB ne se prononce pas encore sur le montant de la somme qui sera octroyée après la négociation avec l'État. Il faudra que l'association du quartier vainqueur s'engage à utiliser l'argent dans un intérêt général, pour un projet participatif qui profitera au territoire. Les échanges avec les inscrits au challenge montrent que l'aspect financier n'est pas leur facteur premier de motivation, même si certaines structures seraient ravies d'obtenir quelques milliers d'euros. La perspective d'un concert suscite beaucoup d'intérêt.

David COULON remercie l'équipe du centre socioculturel de Neuhof pour la présentation de ce beau projet fédérateur.

Décodex : les outils du décodeur du journal Le Monde

Adrien SÉNÉCAT, journaliste aux Décodeurs du journal *Le Monde*

Adrien SÉNÉCAT rappelle que les Décodeurs étaient initialement un blog, en 2009, conçu pour vérifier des faits (le *fact-checking*), pour voir s'il existait des imprécisions ou des mensonges dans des paroles de personnalités publiques, en majorité politiques. Cette préoccupation rejoint un enjeu pour les responsables politiques eux-mêmes, qui est la crédibilité, sans se contenter d'affirmations purement rhétoriques ou d'évidences proférées sans aucune source solide. Au fur et à mesure des années, l'objectif n'a plus seulement été de dire ce qui est vrai ou faux, mais aussi de revenir aux sources, de contextualiser des éléments et ainsi d'explicitier les tenants et aboutissants d'un débat, en revenant par exemple à la définition et aux origines du revenu universel. Une autre composante du travail des Décodeurs est le journalisme de données, leur exploitation et le sens qui peut leur être donné. C'est le cas avec l'analyse de résultats électoraux. À partir de 2014, les Décodeurs sont devenus une rubrique à part entière sur le site du *Monde*.

Après les attentats de 2015, un autre domaine est venu s'ajouter à leur activité : l'examen de rumeurs, propagées par des sites à l'étiquette un peu bizarre, qui peuvent se présenter comme des sites d'information alternative ou de « réinformation » ou comme des agences de presse, et qui diffusent des informations dont on ne connaît pas très bien la source ou qui sont émises par une seule personne de façon étonnante. C'est ainsi qu'un post rédigé sur Facebook ou un tweet émis par une seule personne qui prétend diffuser une information peut se retrouver reproduit des milliers de fois. Aujourd'hui, l'information est aussi consommée selon la méthode du copier-coller, sans nécessairement que la source soit créditée. Elle peut être créditée, comme c'est généralement le cas avec l'Agence France Presse, l'une des plus grosses agences de rédaction en France, mobilisant des centaines de journalistes et alimentant tous les canaux d'information. Les sites de *Libération* ou de *L'Express* ou d'autres encore peuvent reprendre une dépêche de l'AFP ; il faut alors savoir que les médias paient l'AFP pour avoir le droit de reproduire l'article. Après cela, un troisième acteur peut intervenir : par exemple l'utilisateur de Facebook peut utiliser cette dépêche pour en faire un post. Or, par couches successives, le risque est de perdre la trace de l'information. Dans un univers de plus en plus technique, qui permet de diffuser l'information facilement et largement, il demeure important de savoir remonter le fil, surtout si cette tâche paraît de plus en plus complexe.

Pour essayer de répondre à tous ces enjeux, les Décodeurs ont fourni récemment aux internautes un ensemble d'outils, appelé Décodex. Il ne s'agit plus seulement de donner des informations et de les vérifier, mais aussi d'apporter des informations de contexte, dans un monde de l'Internet où se multiplient intox et manipulations. Concrètement, Décodex liste plus de 600 sources d'information, chacune pouvant utiliser plusieurs canaux (site web, page Facebook, compte Twitter, chaîne Youtube...). L'idée est que l'internaute consultant cette base mise au point par les Décodeurs connaisse un peu mieux la nature de la source Internet en face de lui. Il n'est pas toujours évident de déterminer la fiabilité d'un site, tout particulièrement lorsque le site est satirique. Le Gorafi n'est pas le Figaro, mais il ne cherche

pas à tromper l'internaute, à le piéger, puisqu'il est annoncé que ce site est parodique. Bien d'autres sites figurant dans la base de Décodex s'inscrivent dans cette veine, mais ils ne sont pas forcément connus. Certains le disent très clairement, d'autres sont plus trompeurs.

Les Décodeurs ont choisi d'utiliser un système de couleurs pour distinguer les sites. Le bleu signale des sites parodiques, l'orange des sites un peu trompeurs mais pas inintéressants. Le rouge est appliqué à ceux diffusant de fausses informations de manière assez régulière. Adrien Sénecat cite le cas d'un détournement de photos sur un site au moment de violences avec la police lors de manifestations à Paris contre la loi Travail, laissant croire qu'il s'agissait de photos de faits commis en France, alors que les photos avaient été prises en Thaïlande, dans un autre contexte, montrant un policier blessé, couvert de sang, gisant au bord de la route.

Les Décodeurs s'interrogent sur la présence et le type de sources trouvées sur un site, de même qu'ils essaient de connaître ses auteurs, qui ne se présentent pas toujours, et de voir si le site est animé par de vrais journalistes. Il existe, par exemple, plusieurs sites contre l'avortement, ce qui est un positionnement qui n'est pas un problème en soi, que l'on soit d'accord ou pas, mais il le devient si un site s'affiche comme une plate-forme d'écoute. Le site ivg.net, dont l'adresse paraît très générique, n'affiche pas clairement qu'il est contre l'avortement et qu'il essaie de convaincre des femmes de ne pas avorter quelle que soit la situation. Ce site, qui est tenu par des militants anti-avortement, est trompeur parce que ses acteurs ne disent pas qu'ils sont réellement et quelle est leur véritable intention.

De nombreux sites échappent à la justice en étant hébergés à l'étranger et en ayant des responsables pas clairement identifiés. Le site fdesouche.com, qui est très lu par des gens d'extrême droite (mais pas seulement) et dont les articles sont très orientés (bien qu'ils ne soient pas systématiquement faux), a été fondé par un militant ayant travaillé longtemps à la cellule web du Front national. Le Décodex indique quel est le parcours de ce fondateur. Il faut aussi savoir que ce site n'emploie pas des journalistes qui vérifient l'information et qui interrogent d'autres sources dans l'objectif de présenter des éléments authentiques, mais qu'il se contente de réutiliser des informations qui l'arrangent. Il est également bon de savoir que le responsable légal du site n'est pas un directeur de publication comme pour un média traditionnel, qui est responsable devant la justice s'il diffuse de fausses informations : en l'occurrence, avec fdesouche.com, le responsable légal est caché en Inde, personne ne le connaît vraiment, et les autorités indiennes n'ont pas réussi à le retrouver pour le faire comparaître au tribunal pour des affaires de diffamation. En effet, il existe des techniques pour échapper aux responsabilités de ce que l'on écrit sur Internet. Souvent, sur des sites qui se dérobent à ces responsabilités, il manque les mentions légales.

Pour utiliser Décodex, il suffit d'aller sur le site du Monde, où la base des 600 sites répertoriés apparaît sous forme d'annuaire. Pour chaque site, des références sont consultables ; cela peut être un article de journal sur une histoire de diffamation mettant en cause ledit site. L'exemple suivant montre comment l'information peut être triturée, déformée, manipulée. Il s'agit d'un article du site fdesouche.com, qui annonçait que 40 000 migrants dormaient à l'hôtel gratuitement tous les soirs en France. Les Décodeurs ont identifié que cette « information » venait d'un journal d'extrême droite, qui s'appelle *Minute* et qui donnait une source, laquelle était un rapport de la Cour des comptes. A priori, un

rapport de cette institution est un gage de sérieux. Mais en réalité, à la lecture du rapport, le chiffre était manipulé : il était question non pas de migrants ou de réfugiés, mais de 37 950 places dans des hôtels ouvertes à des personnes sans domicile fixe en 2015. L'utilisateur du Décodex a accès à toutes ces sources, bien qu'Adrien Sénecat suppose que le lecteur n'ira pas nécessairement consulter des centaines de pages de rapport pour décrypter toutes les informations. En tout cas, l'exemple montre combien il faut savoir faire de précaution à la lecture de plus d'un article, quand bien même celui-ci mentionne des sources. De la même manière, plutôt que de retenir des « petites phrases » dans le discours d'un homme politique, il est certainement préférable d'aller l'écouter un peu plus pour se faire son propre avis ; et plutôt que de s'en tenir seulement au titre d'un article, il vaut mieux le lire entièrement.

Un autre exemple est fourni par un article du site Le Soir, intitulé « Macron, candidat préféré de l'Arabie Saoudite », un article qui a circulé dernièrement et selon lequel le candidat aurait obtenu des financements par ce pays pétrolier, « d'après l'AFP » est-il précisé dans le texte, qui est construit et se veut donc fiable. En plus de cela, le quotidien belge est un quotidien sérieux. En fait, le vrai site est www.lesoir.be alors que le faux site sur lequel est paru l'article est lesoir.info. Le créateur de ce faux site avait complètement reproduit le vrai site du Soir, et le seul indice laissé à l'internaute pour détecter la différence était l'adresse Internet. Il importe donc de certifier que l'internaute est bien sur le bon site. Lorsque les Décodeurs ont contacté l'AFP pour savoir si cette agence avait produit une telle information, elle a répondu par la négative. Ils ont aussi appelé un député belge dont des propos étaient transcrits dans l'article et qui a affirmé n'avoir jamais tenu de tels propos.

Adrien Sénecat évoque un autre exemple, celui d'ABC News, un réseau de chaînes d'information américaines. Le site de ce réseau est abcnews.go.com. Il existe aussi un site parodique, dont l'adresse Internet est abcnews.go, et il existe un site, abcnews.co, qui diffuse des informations trompeuses en répliquant la maquette du vrai site. Ici, la manipulation est de perdre le lecteur au milieu des sites par une légère différence dans l'adresse.

Le journaliste montre comment Décodex permet d'effectuer diverses recherches et notamment de vérifier l'adresse des sites Internet. Cet outil peut être utilisable sans forcément se rendre sur lemonde.fr. Effectivement, il est possible d'installer des extensions Décodex sur les navigateurs, Firefox ou Google Chrome. Ces extensions permettent d'obtenir directement des informations sur le site au moment même de sa consultation par l'internaute. Cet outil gratuit ne prélève aucune donnée relative à la navigation de la personne. À ce jour, environ 15 000 l'utilisent sur Firefox, et à peu près 23 000 sur Google Chrome, mais les Décodeurs n'ont pas les moyens de savoir comment ces utilisateurs naviguent sur le net. Des réglages de l'extension sont possibles pour ajuster les filtres. Si un site est potentiellement trompeur, un pop-up s'affiche. Un site comme lagauchematuer.fr est très trompeur. Des chercheurs de Sciences-Po ont analysé la base mise au point par les Décodeurs et ont remarqué notamment que sites trompeurs pouvaient avoir tendance à se citer entre eux, mais qu'ils ne citaient pas les autres sites ou les médias qui sont véritablement producteurs d'information.

Échanges avec la salle

Fanny PIRODON, chargée de mission à la Ville de Lille, trouve l'outil intéressant dans une époque de recrudescence de fausses informations. Sera-t-il utilisé par les personnes les plus démunies face à ces mensonges, les plus soumises aux intox ? À quel moment prendront-elles conscience qu'elles doivent télécharger Décodex et l'installer sur leur navigateur ? Les Décodeurs interviennent-ils auprès du public pour le sensibiliser, éventuellement dans des lycées ?

Adrien SÉNÉCAT admet qu'il peut être très long de convaincre des personnes, de leur démontrer qu'une information est fautive. Il sait aussi par expérience que ce travail visant à prouver qu'elle est fautive est parfois très compliqué. La tâche est complexe aussi en raison de la circulation d'un nombre colossal d'informations, dans la mesure où cette surabondance ne permet pas de tout vérifier. Déconstruire des théories du complot n'est pas toujours chose aisée, comme l'ont montré les théories conspirationnistes à propos du 11 Septembre. Montrer qu'une information est tronquée, qu'un chiffre a été trafiqué ou qu'une photographie a été sortie de son contexte suscite parfois la réaction suivante : « Oui, mais ça aurait pu être vrai. » Il est dur de lutter contre une telle réponse... Mais le rôle des journalistes n'est pas de dire aux gens ce qu'ils doivent penser. Ils veulent simplement que l'information vraie soit facile d'accès et puisse se diffuser. Leur objectif de lutte contre les fausses informations ne signifie pas qu'ils luttent contre l'élection de Donald Trump ou de Marine Le Pen. Ils veulent exposer les faits ; libre ensuite à chacun d'en tirer les conclusions. Mais même si certains hommes politiques mentent plus que d'autres, cela ne veut pas dire qu'il faut les bannir et les envoyer sur une île. Les Décodeurs ne prétendent pas et n'entendent pas influencer l'opinion publique. Cependant, ils peuvent avoir une utilité en matière éducative. Ils ont d'ailleurs reçu en un mois plus de 500 demandes de professeurs pour des interventions en lycée. Ils ne pourront pas répondre à toutes, mais ils ont élaboré un kit pédagogique sur le Décodex, spécialement conçu pour les élèves.

Anna NOCQUET s'interroge, dans cette perspective d'éducation aux médias, sur la pertinence de pastilles de couleur pour distinguer les sites. N'est-ce pas un peu trop simpliste ? Un site comme celui de Valeurs Actuelles est en vert, quoique sa ligne éditoriale puisse sembler particulière.

Adrien SÉNÉCAT raconte qu'il y a eu au sein des Décodeurs beaucoup de discussions entre eux sur le choix des couleurs. L'exemple de Valeurs Actuelles est intéressant, parce que ce site diffuse les mêmes informations que les autres médias, à 90 %. Effectivement, il existe une ligne éditoriale qui permet de dire que rien n'est complètement neutre dans l'écriture. À partir de mêmes faits, l'interprétation peut être différente selon la manière d'écrire. Même quand on lit *Le Monde*, on peut percevoir une certaine interprétation en fonction des journalistes. Suite à de premières critiques, le vert n'est plus utilisé dans Décodex, car il pouvait donner l'impression d'un paysage borné entre les « bons » et les « mauvais ». Les critiques ne se sont pas portées sur les sites en rouge, parce que plusieurs articles les incriminant étaient pointés et que les arguments des Décodeurs étaient solides. Depuis le 16 mars, il n'y a plus de couleur sur les sites qui n'ont pas été considérés problématiques. Au demeurant, si des médias commettent des erreurs, il importe de ne pas les cacher et de

laisser la trace des corrections, dans une transparence avec le lecteur. Cet aspect est très important pour entretenir la confiance. Les erreurs sont bien à distinguer des manipulations.

Simon LELY, du service Jeunesse de la Ville de Mulhouse, demande si des sites qui diffusaient de fausses informations ont arrêté de le faire ou, au contraire, si des sites se sont créés pour en propager dans la période actuelle.

Adrien SÉNÉCAT observe que dans cette période électorale ou en période d'attentats, de nombreux sites deviennent de moins en moins scrupuleux. Dans ces moments-là, les masques ont tendance à tomber, les positions se renforcent, des gens se mettent à diffuser tout et n'importe quoi. Certains ont moins de scrupules aussi parce qu'ils ont su capitaliser sur une crédibilité acquise durant des moments plus calmes. La difficulté est de savoir se repérer sur un site qui publie 95 % de vrai et 5 % de faux. Ce travail de décryptage est une démarche de longue haleine. Vraisemblablement, dans certains cas, les Décodeurs devront affiner ou réviser leur jugement. Du reste, ils savent que des sites se targuent de ne pas être fiables, ce qui devient une sorte de label inversé. Le plus inquiétant est sans doute de voir que des sites diffusant de fausses informations reçoivent des centaines de milliers de visites. Il arrive aussi que des sites ne soient pas critiqués parce qu'on n'ose pas le faire (ou que des sites amis n'osent pas le faire). Tout cela soulève des questions compliquées, qui laissent penser que les journalistes sont encore dans une phase d'apprentissage de cet écosystème, pour ne pas laisser agir des sites complètement à leur guise. Cependant, Adrien Sénecat souligne que l'objectif des Décodeurs ne vise pas à interdire d'aller sur des sites, ni à masquer des contenus, encore moins à limiter la liberté d'expression.

Dylan, membre du Comité Jeunes de l'ANACEJ, demande si des sites comme fdesouche.com sont vraiment isolés des partis politiques.

Adrien SÉNÉCAT répond que des sites sont isolés, d'autres non. Le livre *Fachosphère*, des deux journalistes David Doucet des *Inrocks* et de Dominique Albertini de *Libération*, retrace l'itinéraire de Pierre Sautarel, l'animateur de fdesouche.com. Cet ancien militant du Front national, ce dont il ne cache pas, se permet de critiquer le parti, en général quand les positions du parti ne sont pas assez radicales. Ce site est militant mais pas partisan, et son animateur préférerait qu'une personnalité politique qui n'est pas du FN gagne avec ses idées plutôt qu'une personnalité du FN gagne mais sans ses idées. En revanche, il existe des sites affiliés à des partis de façon plus formelle, dans un univers para-partisan, ce qui n'est pas forcément évident à démontrer. Il n'est pas facile de déterminer qui est employé par le parti et qui agit en peu en marge bien qu'il soit favorable au parti. C'est d'autant moins facile quand les personnes ne peuvent pas être interrogées et que leurs connexions n'ont pas été vérifiées. Tout cela participe de la confusion. Adrien Sénecat a tendance à penser que le succès de plusieurs sites alternatifs est d'arriver à diffuser des idées sans être des officines.

Anna NOCQUET pose une dernière question : qui décode les Décodeurs ? Pour rappel, *Le Monde* est la propriété d'un groupe privé. L'outil Décodex est-il proposé par altruisme ? Pourquoi *Le Monde* et ses journalistes seraient-ils plus fiables que les autres ?

Adrien SÉNÉCAT convient qu'il ne devrait pas y avoir de source qui soit l'autorité absolue et dise : « Je suis la vérité. » Ce serait complètement antidémocratique. Pourquoi différents



médias ne se sont-ils pas coalisés pour créer un outil collaboratif, un peu comme un Wikipédia du Décodex ? Pourquoi *Le Monde* seul s'en est-il chargé ? Le fait est qu'assez peu de professionnels s'intéressent à la problématique en France depuis aussi longtemps que les Décodeurs. Une deuxième raison est que peu de médias ont les moyens de proposer une telle application gratuite. En fait, les Décodeurs forment une équipe de dix journalistes dont le métier n'est finalement pas rentable, dont l'activité de vérification et de remontée à la source est presque un luxe. Ce luxe est possible parce que le groupe emploie 300 journalistes.

Quant à savoir qui décode les Décodeurs, Adrien Sénecat considère que les lecteurs sont juges en quelque sorte. Les commentaires laissés par eux peuvent d'ailleurs contenir des réactions utiles, notamment lorsque des éléments ont été mal expliqués ou mal compris, ce qui peut donner lieu à une mise à jour de l'article. Mais il ne faut pas non oublier que les journalistes sont responsables devant les tribunaux en cas de diffamation. Ils ne peuvent donc pas se permettre d'écrire n'importe quoi.

Pour finir, Adrien Sénecat estime qu'il reste des domaines journalistiques à couvrir davantage, tout particulièrement en matière d'information locale. En effet, le nombre de journalistes locaux a grandement diminué. Or, sans des collègues en nombre suffisant, des sources seront manquantes, et des angles morts apparaîtront.

— CONFÉRENCE —

Les jeunes et la politique : comment mieux s'informer ?

Morgan ZAHND, coréalisateur du film *J'ai pas voté*, qui sera projeté à l'issue de cette journée et qui fera l'objet d'un débat (cf. pages suivantes), prévient que son film est d'abord un film engagé, du début à la fin, et qu'il ne s'y fait pas entendre de contre-argument ou de voix dissonante. Il ne cherche pas à délivrer la vérité à la jeunesse, ni à démontrer qu'une information est vraie ou fausse ; il propose une vision alternative et cherche plutôt à expliquer des idées, à orienter le public vers l'explication, à l'inciter à ne pas se forger ses idées politiques ni son vote en fonction de l'actualité et des faits divers. Certes, de fausses informations circulent de manière virale, mais il faut aussi voir que l'internaute qui en diffuse le sait, bien souvent, et qu'il souhaite les partager, non parce qu'il les croit vraies, mais plus par idéologie ou bien par autodérision. Il faut voir également que le net s'autorégule la plupart du temps, notamment par le biais de commentaires, pour déterminer si l'information est vraie ou fausse.

Ce qui semblerait intéressant à Morgan Zahnd serait, dans le cadre d'une éducation aux médias, d'analyser le fonctionnement d'algorithmes de Youtube, afin de comprendre comment des vidéos sont proposées, en lien avec le même thème. Ce fonctionnement peut générer un cercle vicieux à cause de l'accumulation de vidéos, par exemple sur des théories du complot, de sorte que cette surabondance peut provoquer un embrigadement. Un internaute peut être amené à croire en des thèses à cause d'une chaîne de fausses informations qui aurait été forgée par des algorithmes de Youtube.

D'autre part, Morgan Zahnd défend l'idée que l'objectivité journalistique ne peut pas exister, même si les journaux sont très sérieux : quoi qu'il arrive, il existe des points de vue. Il faut que les jeunes soient conscients que la neutralité n'existe pas, même si les articles sont publiés par *Le Monde*. Derrière chaque article se trouve une idéologie, exprimée par un point de vue. D'où l'importance de multiplier les points de vue, de ne pas s'informer seulement auprès des médias *mainstream*, mais aussi d'aller explorer des médias alternatifs, afin de construire quelque chose qui peut correspondre à une réalité. Pour prendre conscience de l'impossibilité de la neutralité journalistique totale, les jeunes peuvent participer à des ateliers où l'on analyse l'axe qui a été pris dans un article, écrit avec justesse, puis où on leur demande de réécrire le texte selon un axe différent.

Par ailleurs, Morgan Zahnd considère qu'il est important aussi que les jeunes comprennent que tous les films méritant l'attention ne sont pas forcément diffusés sur les grandes chaînes de télévision, ni nécessairement évoqués dans les grands médias, dont il ne faut pas croire qu'ils expriment une pluralité de points de vue. En l'occurrence, le sien, qui n'est pas un film grand public, n'a pas bénéficié de ces canaux de promotion et de diffusion. Toutefois, il peut être visionné sur Youtube.

Moïse COURILLEAU, coréalisateur de ce film *J'ai pas voté*, commence par poser la question de l'intérêt de l'information. En effet, pourquoi s'informer ? Est-ce pour ensuite

communiquer l'information à l'autre, un tel partage apparaissant comme un trait fondamental de notre humanité ? Information et communication sont-elles indissociables ? Que penser de l'usage publicitaire de la communication ? Aujourd'hui, comment s'informer ? Les réseaux sociaux, par exemple, semblent bien être de nouvelles sources d'information. De la même façon, le Petit Journal diffuse de l'information. Mais à quoi servent finalement ces nouvelles formes alliant information et divertissement ?

Ces nouveaux médias donnent l'impression de se poser en contre-pouvoirs, de faire entendre une autre voix par rapport aux médias *mainstream*. Cela pose la question de ce qu'est un contre-pouvoir ou une critique. Celle-ci peut être définie comme la manière d'examiner des éléments, de les analyser, les contextualiser et montrer leurs mécanismes en profondeur. Une telle critique nécessite du temps, ce qui est difficilement réalisable dans une émission quotidienne. Mais il existe un autre sens à la critique, lorsqu'elle est comprise comme un dénigrement à partir d'une information, sans laquelle celui qui critique n'est rien. De fait, le Petit Journal se nourrit de tout ce qui peut se passer dans l'actualité, mais il n'offre pas une vision alternative, construite et profonde.

S'agissant des réseaux sociaux, leur intérêt est assurément d'apporter une pluralité d'informations. Au même titre que l'imprimerie, cette technique contribue à la démocratisation des informations. C'est sur ces réseaux que les réalisateurs du film *J'ai pas voté* ont été repérés. La moindre voix peut s'y faire entendre, qu'elle soit critique ou pas. Mais le risque est de rester dans l'entre-soi et de ne rester que dans l'information, sans la communiquer à autrui en dehors du groupe. Or, pour Moïse Courilleau, s'informer permet de penser l'altérité, de comprendre le monde et à terme de s'émanciper. Le risque avec les réseaux sociaux est de finir par tourner en boucle avec les mêmes idées, sans non plus se rendre compte que ces sites fonctionnent sur la base d'une économie du clic. La financiarisation de ces réseaux n'est guère visible, mais elle est massive. Les internautes oublient généralement que les Youtubeurs sont sponsorisés.

Il est important de s'interroger sur le fonctionnement comme sur le rôle des médias. De nombreux utilisateurs ou spectateurs attendent souvent qu'ils servent sur un plateau l'information mais aussi la pensée critique. Pourtant, ces médias ne sont que des haut-parleurs, permettant d'augmenter le son ou le zoom sur tel événement. Ce ne vont pas les médias qui éduquent les gens ; il faut plutôt les concevoir comme des outils et travailler à une éducation à l'usage des médias, afin d'éviter l'écueil d'une démocratie médiatique, qui n'est pas la même chose que la démocratisation de l'information. Ce n'est pas parce que l'information est omniprésente que c'est le signe d'une bonne santé de la démocratie, bien que ce soit une bonne chose que les citoyens soient de plus en plus en mesure de s'exprimer.

Audrey BAUDEAU, déléguée générale du CNAJEP, le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, explique que l'une des missions de ce Comité est de travailler avec les pouvoirs publics, régionaux, nationaux ou européens, notamment autour des élections, avec l'objectif de susciter le débat, préalable au développement de l'information et éventuellement à la mise en œuvre d'initiatives locales. Il apparaît que des jeunes se sentent véritablement concernés par le temps électoral

et ses enjeux, tandis que d'autres se montrent tout à fait indifférents. Face à ce constat, le CNAJEP a élaboré et proposé un kit, spécialement conçu pour les élections.

Ce kit numérique, outil de compréhension et de débat, comporte deux parties. La première permet de comparer les programmes de tous les candidats, leurs priorités, en fonction de différents thèmes (éducation, politique jeunesse, vision européenne, vie associative et citoyenneté). Le tableau comparatif sert de base de discussion avec des jeunes ou moins jeunes. Deuxièmement, le kit contient des fiches d'animation, par exemple avec la méthode du théâtre-forum, de cette mise en scène bien utile parfois pour aborder des situations un peu complexes, ou bien avec un jeu de cartes, qui permet de travailler diverses questions, ou encore avec un jeu de simulation. Le kit réfère, en outre, au très bon Voxe, qui a été présenté au cours de ces rencontres dans les boîtes à outils.

Le souhait du CNAJEP est que ce kit puisse être utile et utilisé non seulement dans le cadre des élections, mais aussi dans d'autres contextes. L'ambition est bien d'aider les jeunes à s'exercer à l'argumentation et à la citoyenneté. Et s'ils choisissent de ne pas aller voter, qu'ils sachent au moins expliquer leur choix avec conviction.

Adrien SÉNÉCAT, journaliste aux Décodeurs du *Monde*, débute son intervention par un petit fait : la diffusion de l'épisode de *Plus Belle la vie* de la veille, qui évoquait l'importance de vérifier les informations, en rappelant quelque chose de fondamental sur la finalité de l'information. Sans raconter l'intrigue de cet épisode, l'idée sous-jacente portait sur le *sens* que l'on donne aux choses selon les différentes versions qui circulent.

De manière générale, la question de l'objectivité soulève celle des fausses informations, une expression française qui est préférable à l'expression anglaise de *fake news*, laquelle contient l'idée de canular, ce qui ajoute à la confusion. Diffuser une théorie selon laquelle la Terre est plate ou que des extraterrestres sont sur le point de l'envahir relève plus des *fake news*. A contrario, l'information s'appuie sur des faits, qui ne sont pas à confondre avec la vérité, qui réfèrent simplement à des réalités et qui permettent de discuter dans un monde de références communes. Les discours irrationnels et théories farfelues ne conduisent pas à une discussion sur les faits, alors que l'objectivité contribue à nourrir le débat, sur des bases intéressantes.

S'intéresser aujourd'hui à de grandes promesses comme le revenu universel proposé par Benoît Hamon, cerner ses modalités, son coût et ses répercussions, cela permet de réfléchir de manière constructive à la pertinence ou non de la mesure, sans conclure le débat. Concernant la sortie de l'euro, qui est un sujet extrêmement compliqué, il est important de rappeler certains faits pour s'interroger sur la pertinence ou non d'une telle issue. Il lui paraît judicieux d'examiner si les propositions d'un candidat sont cohérentes d'un bout à l'autre de la chaîne. Tous ces examens laissent la possibilité à chacun de se forger sa propre analyse. Les faits concernant un candidat peuvent être mentionnés, y compris les affaires et le déroulement des procédures judiciaires, et chacun est libre de juger si ces faits permettent de voter pour lui ou pas. Pour Adrien Sénecat, il importe de mettre un peu d'ordre dans les faits si l'on veut pouvoir débattre.

Il considère qu'on est aujourd'hui à la fois très bien et très mal informé. Très bien parce qu'on dispose d'une grande quantité de sites, de multiples sources d'information et qu'il est très facile d'y accéder directement soi-même. Avec Wikipédia par exemple, chacun peut cliquer sur les différents liens qui permettent de remonter aux sources. Mais on est aussi très mal informé dans la mesure où ces tâches prennent énormément de temps et qu'on est confronté à une surabondance d'éléments, qui rend difficiles à la fois la hiérarchisation des informations et le sens à leur conférer.

Aujourd'hui, les électeurs sont abreuvés de propositions. Cependant, il n'est pas forcément besoin de lire mille pages d'un programme pour savoir ce que propose un candidat. Parfois, les gens ont l'impression de ne pas être compétents ou légitimes et, en conséquence, ils tendent à se dessaisir du sujet. Or, il demeure important de prendre le temps de s'informer et de percevoir la valeur de l'information. À ce titre, le rôle des médias n'est pas de délivrer des interprétations prémâchées, mais de mettre à disposition de multiples éléments qui aident le citoyen à construire son opinion, des éléments sans lesquels les événements se dérouleraient de façon cachée ou incompréhensible.

Frédéric PAIRAULT remercie les intervenants d'avoir exprimé leurs différents points de vue et précisé ce qui pouvait aider la population à effectuer des choix électoraux. Il demande pourquoi les Décodeurs du *Monde* se sont intéressés à ce type d'analyse, qui est finalement assez récente.

Adrien SÉNÉCAT explique que les Décodeurs se sont constitués devant le constat d'un certain angle mort de la presse ou des médias traditionnels. En effet, ils ont considéré que certains sujets n'étaient pas suffisamment bien traités. Leur démarche a commencé notamment en observant qu'un Youtubeur dont les vidéos étaient très regardées ne disposait d'aucune page Wikipédia. Les Décodeurs essaient donc de s'intéresser à des sujets un peu délaissés, dont le décodage prend du temps.

Frédéric PAIRAULT rebondit ensuite sur l'affirmation selon laquelle le Petit Journal ne serait pas un contre-pouvoir. En quoi jouerait-il le jeu du pouvoir ?

Moïse COURILLEAU associe cette émission aux Guignols de l'info. Or, quel a été l'un des effets de la diffusion des Guignols ? Grâce à eux, Jacques Chirac a obtenu un capital de sympathie. Cela pose la question de la fonction du rire, du but de la parodie. Le Petit Journal est interdit aux meetings de Marine Le Pen, et cette interdiction est présentée comme un motif comique. En rire est-il suffisant ? Cela sert-il à critiquer le pouvoir en place et à proposer une autre vision du monde que le modèle libéral ? L'autre vision se déploie ailleurs, sur de petits sites, avec de petites voix, qui ne sont pas relayées par les médias en place et qui deviennent encore plus difficiles à contrôler.

Frédéric PAIRAULT revient sur la remarque selon laquelle des gens auraient le sentiment de ne pas être légitimes parce qu'ils ne maîtriseraient pas l'intégralité des enjeux. En 2005, l'immense majorité des médias et de la classe politique était en faveur du projet de traité européen. Malgré cela, les Français se sont approprié la question de telle sorte que leur vote n'est pas allé dans le sens attendu des médias. D'une certaine manière, à cette occasion, le peuple s'est de nouveau rendu légitime. Aujourd'hui, il semble que des citoyens ne suivent

pas la tendance des médias ou des sondages et élisent des candidats qui n'étaient pas attendus, comme en ont témoigné les primaires.

Adrien SÉNÉCAT devine que la campagne électorale actuelle peut décevoir les Français, qui espèrent certainement une plus haute qualité du débat public. Malgré cela, un débat existe et il fait émerger des options différentes. Savoir si ces options sont pertinentes est une autre question. Lors du référendum en 2005, les débats s'étaient déportés sur une conclusion tout à fait différente de la question initiale.

Frédéric PAIRAULT a relevé que presque tous les jeunes écoutés lors de cette première journée ont indiqué prendre le temps de lire les programmes et qu'ils ont peu mentionné les réseaux sociaux. En revanche, ils ont fait part de leur peu de confiance envers les médias traditionnels. Il n'en reste pas moins que la télévision est toujours le premier vecteur d'information de la population globalement.

Morgan ZAHND cite un exemple expliquant cette défiance des jeunes envers un média traditionnel comme la télévision. Lors des manifestations contre la loi Travail, de nombreux jeunes qui y participaient ont pu voir comment ce qu'ils avaient vécu dans la journée était traité et déformé le soir par les chaînes de télévision. Cet exemple concret a laissé des jeunes interrogateurs sur le traitement médiatique qui pouvait être réservé aux autres sujets présentés sur les écrans. Cela a creusé l'écart avec les médias traditionnels, a même provoqué une sorte d'animosité envers eux, mais a également renforcé le désir des jeunes de s'informer par le biais de médias alternatifs.

Adrien SÉNÉCAT se souvient que la loi Travail a généré de nombreux débats, notamment en raison des multiples changements opérés entre le projet initial et le vote final. Les Décodeurs se sont efforcés d'expliquer la teneur du texte avec simplicité mais aussi avec précision, en soulignant les changements et les permanences. La réaction face à la manière dont les manifestations contre la loi ont été traitées dans les médias comporte une part affective, et il est difficile que le traitement de l'information satisfasse tout le monde du fait même des intérêts divergents et des émotions suscitées par des événements. Évidemment, les pouvoirs publics qui défendent une loi vont, de façon stratégique, insister sur les débordements survenus dans des manifestations. La stratégie est alors d'accaparer une part du débat public. *Le Monde* a essayé au maximum de documenter les violences policières. Les journalistes se rendaient au cœur des manifestations pour réaliser leurs reportages à l'aide de vidéos et d'entretiens avec les manifestants. Lorsque l'un de ces derniers est blessé, la difficulté est de disposer de sources suffisantes pour authentifier le récit dès le soir même, pour savoir si c'est vraiment de la faute d'un policier. Les versions des faits sont parfois contradictoires ; et quand il n'existe qu'une version, il arrive qu'elle soit ensuite démentie par des témoignages concordants. D'un côté, les citoyens sont devenus sans doute trop exigeants sur l'immédiateté de l'information ; de l'autre, les médias sont souvent trop péremptoirs en mettant en avant telle version et ils donnent un sentiment de toute-puissance, qui est peut-être entretenue par orgueil. Le problème est qu'il est très dur pour un journaliste de dire « Je ne sais pas ». Or, un journaliste a besoin de temps pour livrer des informations.

Jérémy DELONGHAI, de Tout en Scène, observe combien la société est saturée d'informations, et il s'interroge sur une technique qui consisterait à occuper le terrain médiatique en créant le « buzz ». Un certain Donald Trump, par exemple, lance tous les jours de fausses informations ou des phrases choquantes pour occuper ce terrain médiatique le plus possible et ainsi éliminer la parole des autres. Comment lutter contre cela ?

Adrien SÉNÉCAT rappelle que cette cannibalisation de l'espace public existe depuis longtemps. Il suffit de se référer aux techniques employées par l'industrie du tabac dans le but d'opérer un tour de magie, de détourner l'attention sur d'autres choses, d'écorner les études incalculables sur les méfaits du tabac, de semer le doute et de transformer la vérité en non-nouvelle, car lorsque la magie ne fonctionne plus, les industriels disent : « On le savait déjà », ce qui est une manière de couper court au débat, comme s'il n'y avait plus intérêt à parler du problème. Des puissances comme l'industrie du tabac utilisent des techniques particulièrement trompeuses, contre lesquelles la meilleure parade semble être l'éducation, pour que chacun soit capable d'exercer son esprit critique.

Audrey BAUDEAU insiste sur le rôle de chacun au quotidien, que l'on soit professeur, animateur ou simplement parent. Chaque adulte est en effet un citoyen, qui peut se sentir légitime à dire qu'il faut faire attention à ce que l'on regarde. Chacun peut appeler à la vigilance et à l'esprit critique sans avoir besoin de demander une autorisation officielle.

Nicolas BESSAU cite une étude du CEVIFOP qui établit le constat que, depuis 2002, les jeunes qui vont voter votent choisissent en premier Le Pen. Quelle peut être la part imputable à la « fachosphère » ?

Morgan ZAHND note que cette fachosphère est très organisée sur le net et produit énormément de vidéos. Cette profusion est facilitée par le fait que les arguments utilisés sont très simplistes et très « impactants ». Des films qui s'opposent à ce mouvement sont souvent plus intellectuels ou plus pédagogiques, ce qui rend leur accès moins facile. Pour lutter contre cette fachosphère, il y a besoin de films engagés dans les médias, des films qui peuvent développer des idées alternatives pendant 45 minutes, comme *J'ai pas voté*. En exposant des idées construites et en les opposant à des idées simplistes, les spectateurs seront plus à même de comprendre ce qui est le plus constructif.

Chourouk MAZOUZ, volontaire en service civique, trouve que les jeunes n'ont pas tendance à vérifier les sources de l'information, à s'assurer que celle-ci est correcte. D'où l'importance du travail mené par les Décodeurs. Quant au film *J'ai pas voté*, Chourouk espère qu'il sera davantage diffusé, notamment via Netflix.

Morgan ZAHND assure avoir essayé d'utiliser tous les canaux possibles pour diffuser le film, mais il a dû se rendre à l'évidence : pour l'heure, ce type de film n'est pas accueilli à la télévision. Mais les organisateurs de ces rencontres AJT ont accepté sa diffusion dans un cinéma, le Studio 43 à Dunkerque, en cette soirée du 16 mars.

— DÉBAT PUBLIC —

Film *J'ai pas voté*

Après la projection du film *J'ai pas voté*, réalisé par Morgan Zahnd et Moïse Courilleau, les spectateurs sont invités à débattre.

Bernard FOURNIER, politologue, professeur à Liège, considère que ce film repose sur « un énorme parti pris » et comporte plusieurs fausses interprétations, qui méritent d'être corrigées, entre autres sur la démocratie athénienne. D'abord, il se dit surpris que des spécialistes de sciences politiques interrogés dans le film semblent cautionner l'idée que la démocratie se réduise au vote. S'il reprend les textes de ces professeurs, qu'il utilise dans ses propres cours, la démocratie ne se réduit absolument pas au fait de voter : elle est définie par le fait que ses membres possèdent des droits reconnus, consacrés dans une constitution, dont le droit de vote et de se présenter pour être élu, et que les membres du peuple ont une liberté d'expression et la possibilité de s'engager dans la vie de la cité. Que des citoyens estiment qu'il n'est pas intéressant d'aller voter n'empêche pas le fait que le vote n'est pas le seul acte qui définit une démocratie et, de plus, que les jeunes ont la possibilité d'exprimer leur participation citoyenne de bien d'autres manières. Ainsi, de nombreux jeunes ne sont pas intéressés par la politique traditionnelle, mais ils s'engagent dans des mouvements sociaux, qui leur permettent de développer leurs idées politiques. Certes, il existe une crise du vote, mais il n'est pas certain qu'il existe une crise de la démocratie.

Nicolas BESSAU a noté la référence au processus de rédaction d'une nouvelle constitution en Islande, par une assemblée constituante. Il fait remarquer ce nouveau texte n'a pas été mis en place et que les dernières élections législatives islandaises ont fait revenir un gouvernement de centre-droit, impliqué par des affaires. Pour ce qui est de la présentation de la démocratie athénienne, il l'a trouvée extrêmement idéalisée. Hormis le tirage au sort, quelles seraient d'autres solutions pour revigorer la démocratie ?

Bernard FOURNIER, qui est originaire du Canada, a relevé l'essai de démocratie directe en Colombie-Britannique, qui l'a fait un peu rire. Il explique, en effet, que ce processus de démocratie directe a été très long et très coûteux et qu'il n'a mené à rien, puisque les citoyens ne se sont pas entendus pour changer le système. Un tel processus n'est donc pas garant d'une meilleure représentativité, puisqu'il montre qu'en laissant les gens parler pour aboutir à un système plus représentatif, ils n'adoptent pas un processus démocratique à la fin. S'agissant de la démocratie athénienne, il faut savoir qui était citoyen à Athènes, car les images présentées dans le film sont fausses : effectivement, les femmes n'étaient pas citoyennes ; les commerçants n'étaient pas citoyens ; les esclaves n'étaient pas citoyens. Cela enlève beaucoup de personnes formant un peuple. Ce modèle athénien n'était pas si démocratique qu'on pouvait l'imaginer.

Morgan ZAHND pense qu'il faut recontextualiser les choses, en évitant une lecture trop modernisée. Le film ne prône pas un retour à la démocratie athénienne. Sans dire aucunement que cette société athénienne était parfaite, il présente des outils qui paraissent intéressants. Le tirage au sort est une technique ; le vote en est une autre. Les réalisateurs

soutiennent que le « monopole » du processus démocratique actuel passe par le vote. Le tirage à sort a existé à d'autres époques et d'autres lieux, tout particulièrement dans des villes italiennes, qui n'étaient pas si dures et si machistes que la cité athénienne. Aujourd'hui, avec Internet, il peut exister d'autres outils pour promouvoir la démocratie, d'autres manières de la faire vivre. Concernant ce qui s'est passé en Islande et en Colombie-Britannique, il est intéressant justement de voir que le processus n'a pas abouti parce que le taux d'acceptation du nouveau texte n'a pas été atteint, un taux suffisamment élevé pour brider la possibilité de changement, selon Morgan Zahnd. Si ce taux avait été de 50 %, comme c'est le cas normalement pour les élections de représentants, les textes auraient été adoptés dans les deux cas.

Moïse COURILLEAU fait remarquer que les jurés d'assises sont tirés au sort.

Frédéric PAIRAULT se réjouit d'avoir repéré l'utilisation d'un visuel de l'ANACEJ dans le film. Il ajoute cette petite boutade : est-ce que tous les éminents politologues ou sociologues qui ont été interrogés pour ce film, qui sont tous des hommes blancs de plus de 60 ans (comme si les femmes ne travaillaient pas du tout la question de la démocratie et de l'élection), n'adressent des critiques envers des hommes blancs sexagénaires au pouvoir que parce que tout ce sujet ne concerne finalement que les hommes blancs de plus de 60 ans ?

Frédérique TERRÉE, de Graines de possibles, se désole de n'avoir vu aucune femme dans le film. Face à ce constat, sa collègue de vingt ans lui a confié ceci : « On a tellement l'habitude. » Cela ne peut que susciter colère et tristesse.

Moïse COURILLEAU répond que le but du film est peut-être justement de remarquer l'absence de femmes. Ce problème de représentativité existe aussi dans les domaines culturels et scientifiques, où les hommes prédominent. En ce sens, le film est une vitrine de la réalité, une triste réalité politique ; ce n'est pas un documentaire de France Télévisions où apparaîtrait la parité. La dernière phrase du film est une citation de Simone de Beauvoir.

Cécile BEBIN, coordinatrice jeunesse à la Ville de Nantes, remercie tout de même les réalisateurs pour ce film qui a le mérite d'interpeller les spectateurs. Elle regrette cependant l'absence de la vision locale, puisque tous les élus ne sont pas des élus nationaux et que nombreux sont les élus qui s'engagent pour des raisons purement militantes et absolument pas financières. Tous les élus n'ont pas non plus pour métier la politique.

Nicolas MARTIN, élu de Nantes, trouve qu'il manque un acteur dans le film : c'est l'expert. La figure de l'expert prend différents visages, celui du haut fonctionnaire, celui du lobbyiste... On dit que le citoyen doit être éclairé, mais quelle est l'objectivité de celui qui vient le conseiller pour former son jugement ? Les députés européens, par exemple, sont régulièrement conseillés par des banquiers, sans qu'il existe vraiment de contre-pouvoirs citoyens.

Bernard FOURNIER pointe, lui aussi, le rôle que peuvent jouer les lobbyistes tout spécialement à Bruxelles. Le fait est que dans un monde où les décisions politiques sont de plus en plus complexes, il est impossible de se passer des experts. Serait-il possible aujourd'hui que des « gens normaux » prennent toutes les décisions en politique ? Selon

Bernard Fournier, cette éventualité relève de l'idéalisme pur. L'enjeu serait plutôt de pouvoir sélectionner les experts dans les parlements, sachant que les experts peuvent avoir des idées différentes entre eux et qu'il serait pertinent que les hommes politiques puissent entendre ces divers points de vue. Comment pourrait s'effectuer cette sélection ? Peut-être cela pourrait-il commencer par une inscription de tous les lobbyistes qui interviennent auprès des parlementaires, de façon à pouvoir vérifier qui rencontre qui ? Ce genre de registre existe déjà en Belgique.

Enfin, il ne faut pas oublier que ce sont les parlementaires qui ont développé la social-démocratie durant le XX^e siècle ; et Bernard Fournier n'est pas convaincu que des citoyens tirés au sort et changeant régulièrement auraient réussi à déployer la même expertise pour construire la même chose. Au Québec, la constitution de l'État-providence a été élaborée par un parti politique et par une génération qui était portée par ce parti. Si les personnes sont toutes tirées au sort pour siéger au parlement pendant quelques mois, elles y siègent en tant qu'individus avec leurs propres intérêts. Mais lorsque les parlementaires se retrouvent dans une assemblée, ils partagent des conceptions politiques et ils s'investissent dans une certaine direction parce qu'ils y croient. Certes, certains sont des girouettes, mais beaucoup d'investissent dans la vie politique précisément parce qu'ils ont des opinions et des croyances durables. Sur ce plan, l'organisation partisane est essentielle pour structurer les programmes, pour mobiliser les électeurs et pour mettre en œuvre des politiques sur plusieurs années. Bernard Fournier croit encore à ce modèle parlementaire et s'avoue peu réceptif à la technique du tirage au sort dans une démocratie moderne.

Moïse COURILLEAU apprécie qu'il y ait des critiques assez vives. Il lui semble qu'une forme d'agoraphobie existe, une forme de peur de ce que le peuple peut produire, une crainte de ce que des hommes et des femmes réunis peuvent faire s'ils sont capables de voir au-delà de leurs intérêts personnels, de prendre des décisions pour l'intérêt commun. La question de l'expert, de sa nature et de son rôle, se pose de toute évidence aujourd'hui, si bien qu'une conférence de citoyens est aussi une conférence où des experts sont présents. La question du local est également pertinente. L'exemple du village de Saillans, dans la Drôme, montre qu'il est possible d'établir une liste citoyenne sans programme, l'idée étant d'abord d'accéder à la mairie avant de voir ce qui peut être fait ensemble. L'idée est aussi que les gens sont capables de décider pour le bien commun. Visiblement, cela fonctionne très bien. Non seulement ces personnes réunissent à faire vivre la commune, mais en plus ils ont inventé des outils pour ce fonctionnement local.

— ESPACE PAROLE DE JEUNES —

Témoignages, expériences et rapport à la politique

Des témoignages audio, laissés dans un « isoloir informatique » près de la salle, ont été déposés par des jeunes interrogés sur ce qu'ils feraient s'ils étaient Président de la République :

« J'enlèverais la loi Travail. »

« J'instaurerais une loi qui obligerait les restaurants à redistribuer les restes des repas au lieu de les jeter. »

« Je mettrais les études gratuites pour tous. Il faudrait juste être motivé, avoir toujours au moins la moyenne et continuer la formation jusqu'à la fin, sinon la formation devrait payante. »

« Je ferais en sorte qu'il y ait beaucoup de ministres de moins de 30 ans. »

« Je ferais en sorte que tous les enfants puissent partir au moins une semaine en vacances par an. »

« Je ferais en sorte que l'égalité règne dans le monde en entier pour avoir la paix et le bonheur de chaque être humain. »

« Je mettrais au même niveau les salaires des hommes et des femmes, et je veillerais également à l'égalité entre les hommes et les femmes dans les entreprises. »

« Je ferais en sorte que tous les jeunes, à la fin de leurs études, puissent trouver un travail plutôt que de finir à Pôle Emploi »

« Je rendrais les transports en commun gratuits partout en France. »

« Il n'y aurait plus de chômage, il n'y aurait plus de SDF, tous les jeunes auraient un travail, et tous les étrangers seraient Français. »

« Je baisserais le salaire des ministres et j'augmenterais le SMIC. »

Frédéric PAIRAULT invite des jeunes à raconter leur parcours et exprimer quel est leur rapport à la politique.

Kamel POUILLY, âgé de 20 ans, volontaire en service civique à l'AFEV, travaille dans l'animation à Grande Synthe et espère continuer d'exercer un métier dans ce domaine. Il n'est pas inscrit sur les listes électorales et avoue ne pas être très intéressé par la politique ; en tout cas, les candidats à l'élection présidentielle ne l'intéressent pas. Pour lui, il ne sert à rien de voter. Il se dit que ce n'est pas sa voix qui permettra de tout changer. Il voit aussi que

les politiques se focalisent sur des choses négatives, comme le chômage, l'islamisme et l'immigration, et qu'ils tendent à stigmatiser des personnes. Il aimerait qu'ils parlent beaucoup plus des jeunes, puisque ces derniers incarnent l'avenir de la France. En gagnant en maturité, il pense qu'il ira peut-être voter plus tard, mais, pour le moment, rien ne l'incite à le faire.

Habibatou KABA, âgée de 18 ans et membre du Comité Jeunes de ANACEJ, est quant à elle inscrite sur les listes électorales et affirme qu'elle ira voter. Cela lui tient à cœur, elle qui vient de Guinée-Conakry où le vote n'a guère de sens pour des personnes analphabètes et où les candidats se présentent sans véritable programme, mais misent davantage sur leur image et leur personnalité. Elle se dit aussi qu'elle a la chance d'aller voter dans un pays libre. Pour l'élection présidentielle, elle hésite entre deux candidats, dont elle admet que les programmes ne lui correspondent pas forcément, mais ce sont eux dont elle reste le plus proche. Les questions qui lui semblent prioritaires, dans le contexte actuel, sont la sécurité et des problèmes liés à l'immigration. Pour Habibatou, le vote est plus un devoir qu'un droit. En effet, l'école et la famille exercent une sorte de pression sociale pour se rendre aux urnes, en instillant le message qu'il serait mal de ne pas aller voter. Cette pression fait que le jeune se retrouve finalement dans une position où il n'a pas vraiment le choix. Il paraît ainsi plus acceptable de voter blanc que de s'abstenir. Néanmoins, la jeune femme dit ne pas se plier à la pression sociale, parce qu'elle sait se forger sa propre opinion et suit ses propres valeurs. Elle n'est pas naïve, elle n'ignore pas que les hommes politiques sont souvent à la quête du pouvoir et qu'une fois élus, ils oublient souvent leurs engagements envers les électeurs.

Issam NEFNAF, âgé de 21 ans, volontaire en service civique à l'AFEV, étudiant en troisième année de licence en sciences de l'éducation à Lille, a déjà voté lors des municipales et européennes. Il avoue ne pas se reconnaître dans le discours des politiques, dont beaucoup sont issus de milieux aisés. Or, il estime qu'on ne peut véritablement connaître un problème que lorsqu'on l'a vécu. Il constate aussi un décalage entre le discours des politiciens et la vérité de la situation. À ses yeux, le personnel politique ne représente pas assez la France : il manque singulièrement de femmes et de personnes de couleur. Il déplore la difficulté qu'ont les jeunes à obtenir des aides, mais aussi l'idée que s'ils échouent, ce serait de leur faute. Cependant, il est convaincu qu'il est important d'aller voter, car si son pays coule, il coule aussi – telle est la métaphore qu'il emploie. Si les politiques parviennent à résoudre la crise, ce sera bien également pour lui ; et pour cela il importe de penser au bien de son pays avant de penser à son seul intérêt personnel. Mais si la crise écologique n'est pas résolue, l'humanité est menacée, Issam aussi, et il n'a pas envie de ne plus être là.

Thuy LIENARD, âgée de 18 ans, volontaire en service civique à la Ville de Dunkerque, est d'avis que le vote est une forme de liberté d'expression, d'autant plus significative qu'il n'est pas donné tous les jours à chaque citoyen la possibilité de s'exprimer. Elle ira voter pour la première fois et essaie de trouver un candidat qui se rapproche de ses valeurs, mais trouve qu'il y a beaucoup d'hypocrisie et d'ambiguïté au sein de la classe politique, sans parler de ceux en qui le peuple ne peut visiblement pas faire confiance, à l'image de François Fillon, précise-t-elle. Pour l'instant, elle ne se retrouve pas exactement dans un candidat. Elle explique avoir été élevée par sa mère qui lui a enseigné un certain nombre de valeurs et de principes, dont la confiance, si bien qu'elle ne souhaite pas voter pour quelqu'un qui ne les partagerait pas. Elle n'a pas encore vraiment parlé avec sa mère sur le sujet des

présidentielles, mais elle pense que la discussion permettra de mieux cerner les candidats et de mieux comprendre leurs propositions. Il est possible qu'elle en parle avec ses amis. Toutefois, elle ne croit pas que ses proches l'influenceront dans son choix.

Dylan AYISSI, membre du Comité Jeunes de l'ANACEJ, n'ira pas voter puisqu'il a seulement 15 ans. Pour autant, il se décrit comme très impliqué dans la campagne présidentielle, puisqu'il fait partie du collectif des jeunes avec Macron. Il considère en effet que le programme de ce candidat est le plus concret, celui qui apporte le plus de solutions et le plus d'espoir, le seul aussi à défendre l'idée qu'il existe du bon partout. Cela permet à de nombreuses personnes de se reconnaître dans ses propositions. Selon Dylan, les jeunes éprouvent soit une forte adhésion, soit un dégoût total pour la politique. Il est vrai, admet-il, que certains politiques sont mauvais, mais d'autres défendent encore de vrais idéaux. En tant que militant, il reconnaît qu'il n'est peut-être pas le plus objectif, mais il lui semble qu'avec François Fillon, par exemple, la démarche est moins sincère. Aujourd'hui, Dylan dit ne pas éprouver de frustration parce qu'il ne peut pas aller voter ; il se dirait même satisfait s'il réussissait à convaincre quelqu'un à se rendre aux urnes. Il ajoute que les Français ne devraient pas oublier la chance qu'ils ont de pouvoir voter, alors que des peuples dans d'autres pays ne jouissent pas de cette liberté. Les collégiens et lycéens ne sont pas suffisamment éveillés à cette prise de conscience. Si tel était le cas, le vote à partir de 16 ans serait une bonne idée.

Échanges avec la salle

Pierre LEBAILLIF, coordinateur jeunesse dans un centre social à Sainte-Savine (près de Troyes), souhaite intervenir quant à la perception qu'ont les jeunes des hommes politiques. Il tient à apporter une nuance, qui n'est peut-être pas assez mise en évidence et qui réside dans l'implication sur le terrain des élus locaux. La politique ne se réduit pas aux élus nationaux et à la mauvaise image que certains d'entre eux renvoient. À moins de 40 jours du premier tour de l'élection présidentielle, a-t-on vraiment parlé des programmes de chacun ? L'espace médiatique n'a-t-il pas été vampirisé par les affaires des uns et les petites phrases des autres ?

Habibatou KABA s'entend bien avec les élus locaux d'Arras, notamment le maire, et elle estime qu'ils suivent plus les jeunes qu'ils ne leur donnent des ordres. Il existe une véritable relation humaine entre les jeunes et les élus ; il arrive ainsi que le maire les invite à prendre le déjeuner dans son bureau. Il est gratifiant de voir que les jeunes peuvent motiver des élus sur des projets et que les élus peuvent respecter et parfois reprendre les idées des jeunes.

Dylan AYISSI observe aussi que les élus locaux sont plus à l'écoute et qu'ils ne sont pas vraiment comparables aux élus nationaux, parce que l'approche du pouvoir est différente.

Thuy LIENARD partage ce constat. Elle voit par exemple que Davy Lemaire est présent parmi les jeunes, ne serait-ce qu'au service civique.

Issam NEFNAF attire l'attention des élus locaux sur les difficultés sociales qui existent dans son quartier, à Saint-Pol-sur-Mer, où il est le seul à faire des études supérieures et où, selon lui, plus de choses pourraient être réalisées pour la jeunesse.

Louise, du conseil lillois de la jeunesse, demande à Kamel s'il est bien certain de ne pas être inscrit sur les listes électorales. Normalement, s'il a effectué sa journée d'appel, il y est inscrit d'office. Et ne serait-il pas plus simple d'y être inscrit si jamais il voulait un jour voter ?

Kamel POUILLY est peut-être inscrit sans le savoir. Mais cela ne le fera pas changer d'avis pour autant.

Chourouk MAZOUZ, volontaire en service civique à la Ville de Dunkerque, pense que les jeunes sont concernés ou devraient se sentir concernés par les élections, puisque, durant cinq ans, ils vivront ce que les politiques auront décidé.

Kamel POUILLY conçoit que tous sont concernés un sens. Mais il ne se sent pas intéressé par ces élections.

Frédérick PAIRAULT rebondit sur une remarque souvent formulée par les jeunes, qui est qu'ils n'arrivent pas à s'identifier aux candidats, en tout cas au niveau national. Il invite l'un d'eux à développer cette idée.

Issam NEFNAF trouve que l'identification est importante de manière générale. Si nous aimons une musique, c'est parce qu'elle nous parle. Si nous aimons un film, c'est parce qu'il évoque quelque chose en nous. Si nous nous intéressons à une personne, c'est aussi parce qu'elle ressent les choses comme nous ou a vécu les mêmes choses.

Léanna VANDEWALLE, du Comité Jeunes de l'ANACEJ, revient sur l'idée d'une différence fondamentale entre élus locaux et élus nationaux. Que faire pour que ces derniers soient plus proches des habitants ?

Nicolas MARTIN, adjoint à la jeunesse de la Ville de Nantes, relève que le maire est souvent regardé comme sympathique, puis, s'il devient député ou sénateur, il est perçu comme déconnecté de la réalité du terrain. Comment expliquer ce changement ? Serait-ce dû à l'atmosphère parisienne ?

Dylan AYISSI suppose que la « montée en grade » change bien des choses. Selon lui, elle s'accompagne d'une plus grande prise de conscience.

Habibatou KABA a plutôt l'impression que les élus nationaux sont en quelque sorte prisonniers des médias, qu'ils se montrent plus qu'autre chose, à la télévision et dans les magazines, et qu'en occupant une fonction exposée médiatiquement ils deviennent moins présents, plus éloignés de la réalité. Elle ne pense pas que cet état de fait puisse radicalement changer. A contrario, les élus locaux sont plus dans l'ombre ; ils travaillent sans doute aussi le plus. La prise de conscience des élus nationaux réside plutôt dans le fait de récolter des fruits du travail accompli sur le terrain.



Issam NEFNAF croit que le problème de confiance est lié à un problème de proximité, cela dit de façon générale. Personnellement, s'il voit régulièrement une personne, il aura plus tendance à lui faire confiance. Mais s'il la voit à la télévision et qu'il apprend des choses bizarres sur elle, cette confiance risque de diminuer ou disparaître.

Habibatou KABA termine par ces propos : ce sont les jeunes qui sont les plus dynamiques, et ce sont donc eux qui ne doivent pas hésiter à interpeller les moins jeunes pour leur parler de leurs projets, quitte à être insistants, jusqu'à ce que les initiatives se mettent en place.

— CONFÉRENCE —

Quels liens entre jeunes et politique ?

Bernard FOURNIER, politologue, chercheur et professeur de sciences politiques à la Haute École de la province de Liège et à la Vrije Universiteit Brussel

Bernard FOURNIER travaille sur les liens entre les jeunes et la politique depuis une trentaine d'années. Pour illustrer son travail et essayer de partager quelques enseignements, il souhaite raconter quatre histoires.

La première, qui est récente, concerne une recherche que ce professeur a menée avec ses étudiants au sujet de leurs valeurs de manière générale et, plus précisément, si possible, sur leur intérêt pour la politique. Par expérience, il sait très bien qu'aborder d'entrée de jeu la question politique tend à provoquer des réactions négatives de la part des étudiants ; il a donc préféré commencer en les conviant à discuter de leurs valeurs. Il s'est avéré que convaincre ses propres étudiants de venir discuter dans une salle pendant une quarantaine de minutes a été très difficile ; et, au début, il a paru assez décourageant de ne voir qu'une vingtaine d'étudiants sur cent cinquante. Il a eu peur que son enquête soit compromise. Mais à sa grande surprise, les étudiants qui ont accepté de venir avaient beaucoup de choses à dire, notamment sur les migrants et l'élection de Trump. Ils se sont montrés beaucoup plus intéressés que ce qu'il pouvait voir dans ses cours. Ils étaient même très enthousiastes et ont exprimé le souhait que cette démarche soit reproduite en cours, sauf que les cours ne sont pas conçus de cette façon, la grande majorité des jeunes n'étant pas prêts à ce type de démarche, pas encore prêts à dépasser quelques considérations générales. Bien sûr, Bernard Fournier a pour objectif que les jeunes sortent de classe avec une capacité de penser le monde, d'expliquer son point de vue, d'utiliser des concepts qui structurent une opinion. L'école, à ce titre, est l'un des agents des plus marquants en termes de socialisation politique, surtout si le sujet politique n'est pas discuté en famille.

La deuxième histoire est tirée d'une autre expérience de Bernard Fournier, qui a fait partie d'un comité visant à élaborer un cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté en Belgique. Ce comité a réuni des spécialistes lors de plusieurs rencontres. Dans la quasi-totalité des réunions, ces experts n'ont pas parlé de la citoyenneté et n'ont soulevé aucune interrogation sur la manière d'aborder ce sujet avec les jeunes. Peut-être cette notion était-elle suffisamment claire pour les participants ? Peut-être cela ne méritait-il pas débat ? Pourtant, il n'existe pas une seule vision de la citoyenneté, qui ne saurait être réduite au vote, qui traduit tout un rapport social. En effet, la citoyenneté consiste aussi à ouvrir le jeune aux réalités sociales qui l'entourent, à lui faire prendre conscience de ses intérêts, en particulier les siens. C'est ainsi que de nombreuses questions collectives, traitées par le monde politique, au niveau local mais aussi aux niveaux national et européen, concernent les jeunes eux-mêmes, d'abord l'éducation. Les jeunes doivent donc défendre leurs intérêts au niveau politique. S'ils ne se préoccupent pas de la politique, ils en subiront les conséquences, favorables ou défavorables.

Mais il existe une deuxième définition de l'intérêt : c'est l'intérêt pour le bien commun, pour la population dans son ensemble. Parfois, mes propres intérêts peuvent aller à l'encontre du bien commun. Or, ce bien commun est défini par le jeu politique, lequel peut être modifié par les citoyens. Certes, mon idée n'est pas forcément suivie par les autres, mais cela ne veut pas dire pour autant que « ce n'est pas démocratique ». L'enjeu est de concilier une multitude d'intérêts, ce qui suppose de confronter mes idées aux autres.

Pour sa part, Bernard Fournier incite les étudiants à poser des questions, à débattre, à ne pas se contenter de prendre des notes comme si le professeur prêchait la bonne parole. Il raconte avoir éprouvé une forte satisfaction, une réelle reconnaissance, lorsqu'il a entendu une étudiante, après une quinzaine de séances, dire qu'en pouvant parler, en voyant son point de vue écouté par les autres, elle avait réalisé que son opinion était valable et que, dorénavant, elle pouvait être dans la vie sociale sans regarder le train passer. En tant que professeur, il s'est dit qu'il avait servi à quelque chose, qu'il avait été capable de faire comprendre quelque chose de fondamental à un jeune. Cette prise de conscience est plus importante que l'érudition.

La troisième histoire illustre, à sa manière, l'importance de trouver diverses façons de prendre conscience du jeu politique et de la vie sociale. Bernard Fournier se déclare partisan du droit de vote à 16 ans, et il se désole un peu que les jeunes, très majoritairement, ne soient pas favorables à cette idée. Il souhaite que les avantages et inconvénients de cette mesure hypothétique soient discutés. Ainsi a-t-il conduit une recherche auprès de 400 jeunes de Liège, selon la méthode du sondage délibératif, qui a permis de constater qu'au début 25 % des participants étaient d'accord avec l'idée du droit de vote à 16 ans ; puis, durant la journée des experts sont venus leur exposer les avantages et inconvénients ; et, à la fin de la journée, seuls 15 % étaient d'accord. Il est vrai que le vote est obligatoire en Belgique ; si la même enquête était réalisée en France, elle aboutirait à un résultat peut-être différent.

Pour une grande majorité de jeunes, ce droit accordé à 16 ans ne serait pas une bonne chose au motif que les jeunes de cet âge ne se sentiraient pas suffisamment concernés par la politique et qu'ils voteraient comme leurs parents. Ce dernier argument avait déjà été avancé à propos du vote des femmes, dont on craignait qu'elles votent comme leur mari. Pourquoi des jeunes de 16 ans n'auraient-ils pas le droit de conduire ou de travailler ou de payer des impôts ? Quel est le problème fondamental que pose la possibilité donnée à quelqu'un de voter à 16 ans ? Ce geste de déposer un bulletin dans l'urne est-il si épouvantable ? Et bien, cela ferait que les hommes politiques devraient s'intéresser et s'adresser davantage à la jeunesse, et pas simplement aux personnes âgées issues du Baby Boom.

La quatrième histoire de M. Fournier est personnelle, d'une certaine manière : elle relate des raisons pour lesquelles il a été amené à s'intéresser à la politique et plus particulièrement à la participation ou à l'engagement dans des mouvements ou associations. Au moment de passer son baccalauréat, ses professeurs de sciences politiques riaient beaucoup de leurs étudiants, disant que ces derniers ne faisaient rien alors qu'eux étaient engagés, politisés, lorsqu'ils étaient jeunes. Puis est arrivé un professeur qui a parlé de la

théorie dite générationnelle, dont il présente le modèle assez schématiquement en dessinant une courbe, divisée en quatre étapes temporelles.

La première correspond à l'émergence d'une génération politique, avec des jeunes aux alentours de 15 à 22 ans. La notion de génération politique ne signifie pas que ces jeunes s'intéressent à la politique traditionnelle et aux acteurs politiques ; elle signifie que ces jeunes sont en mesure d'exercer une participation civique et de faire valoir leurs idées, par exemple dans des associations. Cette première génération politique va donc exprimer diverses idées, de nouvelles idées, pendant une dizaine d'années.

Lorsque les idées politiques de cette génération progressent, on peut dire qu'une deuxième phase apparaît, qui est la progression. Cette étape temporelle dure environ une quinzaine d'années.

Après la progression vient ce que l'on appelle la stagnation, qui n'est pas un terme à prendre ici dans un sens négatif, mais qui sert simplement à décrire l'installation de la génération au niveau institutionnel. En effet, les jeunes ont grandi et détiennent à présent des mandats, dans des institutions étatiques ou territoriales. D'autres restent dans des associations ou des mouvements, mais il faut voir qu'arrivé à un certain stade, à un certain âge, ce que l'on porte ne se retrouve plus vraiment dans les mouvements sociaux. Cette phase dure 20 ou 25 ans.

La quatrième étape est la retraite. Au final, une même génération aura passé environ 45 ans au plan politique. Mais qu'arrive-t-il à la génération suivante lorsque la précédente a déjà défini les idées politiques ? Que faire à moins d'accepter les idées de ses parents ? La situation n'est-elle pas encore pire pour la génération d'après (c'est-à-dire la troisième), quand elle se retrouve bloquée par une idéologie qui occupe tout l'espace public et médiatique ? Arrivés à ce moment, les jeunes ne peuvent plus avoir de rôle politique avec des idées nouvelles, puisque la première génération occupe tous les postes dans les institutions. Finalement, ce n'est qu'à la quatrième génération que les jeunes peuvent prendre ces places et proposer quelque chose de nouveau à la société.

Bernard Fournier et ses camarades de classe faisaient partie de la « génération sandwich », cette génération qui a eu des difficultés à faire accepter ses propres idées et qui a fait face aux idées dominantes des grands-parents. Sa génération a d'abord été celle des années 1970. La progression est intervenue entre 1980 et 1995, si l'on applique le modèle de façon schématique. Cette montée des idées a correspondu à ce que l'on appelait la génération Mitterrand. Aujourd'hui, de nouvelles idées sont exprimées au sein du parti socialiste français, et il semble bien qu'elles révèlent un conflit générationnel, qui pourrait conduire à la division ou l'implosion de ce parti. Les jeunes socialistes se posent effectivement toute une série de questions sur la politique traditionnelle de ce parti, qui pourrait muter au point que son contenu deviendrait complètement différent de ce qu'il était il y a quarante ans, qu'il conserve son nom ou pas.

La théorie générationnelle montre que la participation des jeunes est entourée de réalités sociologiques, qui dépassent l'intérêt individuel. En l'occurrence, si des hommes politiques ne parlent pas aux jeunes, s'ils ne répondent pas à leurs attentes, c'est sans doute parce qu'ils font partie d'une génération complètement différente.

Pour terminer son intervention, Bernard Fournier souhaite faire part des résultats d'un sondage effectué en Belgique en 2009, sur l'intérêt des jeunes pour la politique et sur l'engagement dans une association de type civique (comme Greenpeace ou Amnesty International) ou bien dans un mouvement politique traditionnel. L'enquête avait été réalisée auprès d'un millier de personnes. Il en ressort ceci : 55 % des jeunes interrogés ne participent pas à la politique et ne s'y intéressent pas ; 25 % s'intéressent à la politique mais ne se sont jamais engagés ; 10 % s'y intéressent et s'engagent ; 10 % ne s'y intéressent pas, mais s'engagent civiquement sans passer par les formes traditionnelles comme l'adhésion à un parti politique. Il existe donc un noyau dur de jeunes qui ne sont pas intéressés par la politique. Or, la seule manière de faire changer les choses est de participer à la vie politique, sinon les décisions sont prises à notre place.

Échanges avec la salle

Audrey BAUDEAU pose une série de questions pour lancer le débat, tout du moins pour susciter la réflexion personnelle. D'abord, quand prend-on conscience de sa légitimité à participer à la vie politique ? Puis, quand décide-t-on de s'impliquer dans la vie de la cité ? En politique, faut-il tuer le père ? Et comment s'articulent les intérêts particuliers et l'intérêt commun ?

Christine MERCIER, chargée de la jeunesse dans une ville de l'Essonne, concède que les politiques nationaux prennent des décisions qui concernent directement les jeunes. Cependant, les élus locaux sont aussi à même de déployer une politique de la jeunesse, notamment dans les écoles. Les élus nationaux peuvent décider de développer l'informatique dans les établissements scolaires, mais sans apporter aucun moyen. Pour mettre en application des décisions, la question des moyens est centrale. En l'occurrence, il importe de donner les moyens aux enseignants de travailler pour l'avenir des jeunes.

Bernard FOURNIER sait bien que les élus locaux ont une influence dans plusieurs domaines, et il ne veut pas minorer leur rôle.

Une personne dans la salle s'interroge sur la place qui est vraiment laissée à l'expression des jeunes, que ce soit à l'école ou ailleurs. Dans quelle mesure l'expression citoyenne des jeunes dans l'espace public est-elle possible ?

Bernard FOURNIER revient sur l'idée d'un cours de citoyenneté : selon lui, un tel cours doit avoir pour ambition de donner aux jeunes la capacité de réfléchir, de discuter et de prendre des décisions, ne serait-ce qu'à l'école dans un premier temps, pour apprendre à devenir citoyen, à se mettre d'accord et à gouverner. Toute une perspective est ici à ouvrir, dans laquelle le droit de vote à 16 ans trouve aussi sa place. En effet, à cet âge, beaucoup de jeunes sont encore à l'école et peuvent apprendre à dialoguer et à prendre des décisions.

Pierre LEBAILLIF, coordinateur jeunesse, revient sur la première histoire, dans laquelle une minorité d'étudiants est venue à la discussion. Pourquoi cette démarche ne fonctionnerait-elle pas en cours au motif que les autres ne seraient pas intéressés et qu'ils manqueraient de concepts ? Ils suivent pourtant des cours de sciences politiques.

Bernard FOURNIER explique qu'il s'agit d'un cours de géopolitique, d'une trentaine d'heures, dans un cursus de trois ans sur le commerce international. Il leur laisse la possibilité de s'exprimer sur les enjeux internationaux dans le cours même. Mais il sait bien, par expérience, que la majorité n'est pas intéressée et équipée intellectuellement pour s'exprimer de façon construite sur la politique.

Nicolas MARTIN, élu de la Ville de Nantes, retient le message qui affirme que les jeunes d'aujourd'hui ont toute leur place à prendre dans les instances politiques. Quels sont les grands marqueurs de rupture entre la génération Mitterrand et la génération qui monte ?

Bernard FOURNIER relève des changements dans les programmes des hommes politiques, sur la façon dont se structure la société. Il a tendance à penser que la montée d'une nouvelle génération va se traduire par une césure au sein du parti socialiste. S'il se fie à la théorie générationnelle, on peut s'attendre à ce que les prochaines élections montrent un renouveau. Plusieurs signes semblent annoncer ce renouveau, notamment le non-renouvellement aux responsabilités de plusieurs personnalités politiques. Par qui ou par quoi seront-elles remplacées ? C'est à la nouvelle génération de le dire. Ou bien la société française est-elle tellement sclérosée qu'elle n'est pas capable de structurer avec des idées nouvelles la vie politique pour les prochaines quarante années ? C'est à la jeunesse et aux trentenaires de le dire. Il faut aussi tenir compte de la génération « sandwich », de ceux qui adoptent les idées de leurs prédécesseurs ou qui n'arrivent pas à imposer leurs propres idées.

Un étudiant de l'université de Dunkerque demande si l'on peut estimer qu'un élu est légitime pour représenter le bien commun s'il est élu avec 30 % de voix et 40 % d'abstention.

Bernard FOURNIER rappelle que la légitimité d'un élu, par définition, vient de ceux qui ont voté. Considérer que l'abstention procède majoritairement d'un choix politique est largement hypothétique. De nombreux abstentionnistes ne sont pas politisés. Du reste, comment prendre en compte l'abstention dans le choix d'un élu, à part si des partis politiques représentent cette abstention ? À l'évidence, il faut arriver à exprimer un choix politique et à choisir des élus.

Virgil HENNEQUIN, conseiller délégué à Sainte-Savine, dit observer un renouvellement politique, avec des jeunes qui s'investissent et veulent reconstruire, tandis que d'autres préfèrent aller se promener avec Emmanuel Macron...

Tommy VEYRAT, représentant d'un syndicat étudiant, âgé de 25 ans, confirme que les jeunes veulent construire leur place, mais les anciens ne comprennent pas forcément cette volonté ou cette nouvelle manière de faire de la politique. D'où des conflits potentiellement révolutionnaires dans la manière de concevoir l'action politique et d'agir sur le terrain, y compris sur la forme, qui se veut plus horizontale.

— SYNTHÈSE DES JOURNÉES —

Jean-Claude RICHEZ, lors des précédentes éditions des rencontres AJT, faisait la synthèse des travaux. Or, la salle est occupée pour moitié par des jeunes. Cette année, il a choisi d'échanger avec cinq jeunes volontaires en service civique à la Ville de Dunkerque, pour qu'ils participent à cet exercice de synthèse. Les échanges ont commencé il y a un mois et, à présent, il s'agit peut-être moins de prononcer une synthèse que d'émettre des points de vue sur les propos qui ont été entendus, de rebondir et de soulever des questions.

Sander CADET est le premier jeune à faire part de son point de vue, en abordant plus spécifiquement le thème de l'engagement en dehors du cadre du parti et du vote. Il existe en effet différentes formes d'engagement pour exprimer ses idées et participer à des actions d'amélioration de la vie citoyenne. Le service civique en est un exemple, mais il existe bien d'autres espaces, tels que les conseils de jeunes et ces rencontres AJT, tels que les mouvements citoyens, les associations et les manifestations. Les jeunes sont-ils trop sages ? Peut-être ont-ils moins l'opportunité de manifester leurs idées depuis la mise en place du plan Vigipirate ? Il semble que les jeunes ne montrent pas forcément une bonne image dès qu'ils montrent des signes de révolution. Font-ils preuve d'un sens politique en s'abstenant lors des élections ? Un acte politique de protestation consisterait plutôt, selon Sander, à voter blanc.

Guillaume SOLON rebondit sur le thème de la contestation et la difficulté pour les jeunes de montrer leur mécontentement, dans la mesure où la rue peut légitimer comme délégitimer leur action. Une manifestation peut avoir pour effet que les jeunes ne seront pas forcément pris au sérieux par les élus dans un rapport de forces. Depuis Mai 68, il faut dire aussi que le contexte a changé et que les jeunes sont sans doute moins tentés par les manifestations au vu des violences dont ils peuvent être l'objet. Des camarades de Guillaume, à Lille, ont été victimes de violences policières. Contester est devenu difficile.

Frédérique TERRÉE, de Graines de possibles, s'interroge sur des moyens autres que les barricades pour exprimer son mécontentement. Peut-être faut-il aujourd'hui inventer d'autres manières de protester et ne pas se limiter à la manifestation dans la rue ?

Léanna VANDEWALLE est d'accord avec l'idée qu'il n'est pas forcément nécessaire d'aller dans la rue et qu'il y a sans doute d'autres moyens de se faire entendre.

Mélanie RENAUD est la deuxième personne à exprimer son point de vue, cette fois-ci plus sur le rapport des jeunes aux politiques. Réagissant à la conférence d'Anne Muxel et en particulier à ses propos sur le vote FN d'une majorité de jeunes (trois jeunes sur dix votent pour Marine Le Pen d'après la politologue), elle tient à exprimer un désaccord, en soulignant que les parents peuvent influencer le vote de leurs enfants. Certains jeunes partagent sans doute les idées du Front national, mais d'autres sont influencés par leur famille. Mélanie pense qu'il est faux également de dire que les jeunes ne s'intéressent qu'aux élections présidentielles et pas aux autres élections. Si leur intérêt pour les premières paraît plus grand, c'est parce que la campagne électorale dure plus longtemps et que cela leur donne le

temps de mieux s'informer, de savoir qui sont les candidats et de lire les programmes tandis que, pour les autres élections, ils ne disposent pas d'assez d'informations et n'en entendent parler qu'un mois à l'avance. S'agissant de l'idée d'un leader charismatique, Mélanie trouve l'idée bonne dans le sens où un leader doit posséder un caractère fort et des motivations certaines ; mais, d'un autre côté, elle pense que cela pourrait être assez dangereux si le leader est trop fixé sur ses propres convictions et n'écoute pas l'avis des autres. L'exemple récent de Donald Trump montre, aux yeux de Mélanie, que finalement la tentation d'un leadership fort n'est sans doute pas une bonne idée. Enfin, elle considère que les jeunes ne sont pas dépolitisés : il suffit d'écouter tous ceux qui se sont exprimés ici et qui, dans leur immense majorité, ont manifesté un véritable intérêt pour la politique et en particulier pour le vote, qu'ils votent pour quelqu'un, contre quelqu'un, ou blanc. Le plus important reste de voter.

Hourouk MAZOUZ a l'impression d'un décalage entre ce qui a été présenté concernant le vote FN et ce que les jeunes vivent réellement.

Dylan, membre du Comité Jeunes de l'ANACEJ, rappelle tout de même que le premier choix des jeunes n'est pas Marine Le Pen, mais l'abstention.

Sander CADET aurait aimé qu'Anne Muxel explique davantage les facteurs pour lesquels certains jeunes sont dépolitisés.

Bruno CAUTRES, chercheur au CEVIPOF, fait observer que les enquêtes sociologiques sur des échantillons de population de taille importante peuvent donner des résultats qui ne sont pas forcément comparables avec ce que chacun peut constater dans le cercle de ses proches. La dernière grande enquête montre que les jeunes les plus frappés par la pauvreté et les injustices votent de plus en plus pour le Front national. La jeunesse dépolitisée est aussi la jeunesse exclue, dont le sentiment d'être abandonnée par les autres est gigantesque. De manière générale, 83 % des citoyens français interrogés éprouvent le sentiment que les hommes politiques sont corrompus, manquent d'empathie et vivent dans un autre univers. Dans certains segments de la population, le sentiment d'injustice se tourne en colère contre un système qui ne combat pas les injustices ; et la campagne électorale actuelle ne fait que renforcer cette colère plus ou moins sourde, mais très forte.

Émilien TURREL est le troisième jeune à se livrer à l'exercice de synthèse et d'expression de point de vue. Il revient, plus spécifiquement, sur la séance relative à l'influence du territoire sur le vote. Il croyait que cette conférence évoquerait l'influence des milieux bourgeois et populaires, mais en fait il s'agissait des milieux urbains et ruraux, avec beaucoup de statistiques à l'appui. Le conférencier a expliqué que les milieux ruraux étaient ceux où les idées d'extrême droite étaient les plus présentes ; que plus on s'éloigne de la campagne, moins on vote ; et que plus on est vieux, plus on habite à la campagne. Quelle est donc la place des jeunes dans une telle configuration ? À l'évidence, être jeune dans une ville de jeunes n'est pas la même chose qu'être jeune dans une commune de vieux.

Marie, volontaire en service civique, avoue ne pas avoir très bien compris cette conférence, mais salue la clarté des propos d'Émilien.

Alexandre RENAUT est le quatrième jeune à intervenir, en l'occurrence sur le film *J'ai pas voté*. Il a retenu l'idée d'une illusion de la démocratie, alors même que la constitution affirme que le gouvernement est celui du peuple, par le peuple et pour le peuple, si ce n'est que la souveraineté nationale est exercée par des *représentants* du peuple français. Le problème soulevé par le film porte sur le choix de ces représentants et sur leur véritable action, voire sur leur inaction. Les réalisateurs mettent en évidence un décalage entre les représentants et les électeurs. Le référendum sur le traité de Lisbonne a ainsi montré que la volonté populaire n'était pas forcément respectée. Le film avance la thèse selon laquelle la démocratie représentative court le risque d'une transformation en oligarchie, dans laquelle les riches font des lois pour leurs propres intérêts et où les pauvres ne sont pas défendus. Le documentaire pointe aussi le fait qu'un élu peut obtenir son siège simplement avec 40 % des voix du corps électoral dans son ensemble, puisque l'abstention et le vote blanc ne sont pas pris en compte dans le calcul de la représentativité. Alexandre émet toutefois des critiques vis-à-vis du film, qui lui semble un peu trop vulgarisé et idéalisateur. C'est ainsi que le régime athénien de l'Antiquité est glorifié alors que les femmes, les métèques et les esclaves n'y avaient pas le droit de vote. Il aura fallu attendre les Lumières pour développer l'idée d'une démocratie pour tout le peuple. Du reste, le film se singularise par l'absence de femmes et de gens de couleur dans les entretiens, comme si la question démocratique ne concernait que les hommes blancs et âgés.

Sander CANDET trouve que cette absence n'est pas le point le plus important du film. Celui-ci met plus en valeur la question du tirage au sort, qui pourrait être pratiqué sans reproduire exactement le régime athénien.

Solène, étudiante, est également d'avis que le film ne cherche pas à promouvoir un retour au modèle athénien, mais plutôt à y voir une source d'inspiration à certains égards.

Léanna suppose que le but des réalisateurs est justement de faire réagir, que l'on soit d'accord ou pas avec les idées avancées.

Chourouk MAZOUZ est la cinquième personne à exprimer son point de vue, et elle a choisi d'évoquer la place des femmes. Elle pense qu'on ne s'y intéresse pas assez. Effectivement, les hommes sont plus représentés en politique alors que les femmes s'y intéressent tout autant. Le fait est qu'il n'y a jamais eu de Présidente de la République, et la jeune femme ne comprend pas pourquoi. Comment faire pour que les femmes puissent accéder aux postes à responsabilité ? Pour le reste, elle se dit satisfaite d'avoir participé à ces rencontres, qui lui ont notamment permis d'en apprendre plus sur les mouvements citoyens.

Fanny, volontaire en service civique, lui suggère de créer son mouvement ou d'en rejoindre un pour faire entendre sa voix de femme.

Alexandre, de la FAGE, note que les femmes sont très majoritaires dans le métier d'infirmier, mais que, dans les conseils d'administration de cette profession, elles sont largement minoritaires. Il ressort de calculs effectués dans ces instances que les femmes y prennent la parole en moyenne 20 % de moins que les hommes, et que leur parole est plus synthétique et pertinente. La lutte contre les inégalités est à poursuivre, ce qui nécessite un travail au

niveau de l'éducation, notamment pour briser les préjugés et casser l'autocensure. Ce n'est pas parce qu'on est femme qu'on n'est pas citoyen comme les autres.

Habibatou KABA trouve que la société tend à dénigrer la femme, à la présenter par exemple comme un être destiné à faire la cuisine. Aux primaires de la gauche et de la droite, elle n'a pu que constater combien les femmes étaient minoritaires.

Issam NEFNAF est bien évidemment favorable à l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais il ne faut peut-être pas chercher l'égalité absolue, car il existe des différences et des préférences. Chacun est différent et chacun a ses préférences, si bien que des hommes préféreront exercer certains métiers que des femmes ne souhaiteront sans doute pas exercer. Le problème est plutôt celui de l'inégalité, quand la personne est lésée, par exemple en termes de salaire à travail égal. Dans le combat contre les inégalités, Issam estime qu'il est essentiel de ne pas être égoïste, mais que tous, hommes et femmes, doivent se battre ensemble pour obtenir de véritables avancées.

Bernard FOURNIER se demande si la politique serait conduite différemment s'il y avait plus de femmes élues au niveau local ou national.

Marie-Hélène GAMBART, adjointe au maire de Forges-les-Bains, relate que sa commune organise des soirées thématiques sur l'égalité hommes femmes, sauf qu'à chaque fois il apparaît que très peu d'hommes sont sensibles à cette question. Le problème est à prendre à la base, dès la petite enfance, déjà pour démonter des clichés relatifs à l'utilisation des jouets (la poupée pour la petite fille, le tracteur pour le petit garçon), afin de faire évoluer des esprits encore antiques. L'élue considère que les femmes sont peu entendues parce que les hommes ont encore la suprématie du pouvoir. Il faut qu'elles se battent et déploient dix fois plus d'énergie pour qu'enfin des choses changent.

Jean-Claude RICHEZ remercie les jeunes volontaires en service civique pour leur présentation et pour les échanges extrêmement riches qu'il a eus avec eux. L'exercice de synthèse était loin d'être évident, car l'expérience politique des jeunes est un peu en décalage avec ce qui a été présenté, notamment par Anne Muxel. Il observe que le clivage droite/gauche est encore important pour les jeunes, qui continuent aussi d'accorder une forte valeur au droit de vote. Il a relevé, en outre, que les réalités locales pouvaient varier par rapport au national, et il encourage les professionnels à être attentifs à cette dimension locale, de proximité. Il espère que chacun saura être à l'écoute de ce qui est dit. M. Richez, pour sa part, dit avoir beaucoup appris durant ces rencontres.

— EXCLUSIVITÉ AJT : RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE IFOP-ANACEJ,
SUIVIE D'UNE TABLE RONDE —
*Le comportement électoral des jeunes
pour l'élection présidentielle 2017*

Thibaut RENAUDIN, administrateur à l'ANACEJ, secrétaire général de l'AFEV et président du média Zone d'expression prioritaire, va animer la table ronde sur les résultats de la dernière grande enquête sur le comportement électoral des jeunes. Les élections de 2017 présentent le risque ou la chance de faire commencer un nouveau cycle. Mais pour qu'un renouveau advienne, pour aller vers l'idéal, il faut comprendre le réel, il faut l'analyser et, de ce point de vue, les études et sondages sont extrêmement utiles en démocratie. Depuis 2012, l'ANACEJ et l'IFOP conduisent une enquête annuelle sur le comportement électoral des jeunes. Les résultats de leur cinquième étude sont présentés en exclusivité durant ces rencontres AJT, par Frédéric Dabi.

Frédéric DABI, directeur général adjoint de l'IFOP

Frédéric DABI présente les principaux enseignements de l'étude réalisée auprès de 1 203 Français âgés de 18 à 25 ans, qui s'est déroulée du 8 au 13 mars 2017 et qui vise à analyser le comportement électoral de ces jeunes, à déterminer les motivations de leur vote pour le scrutin présidentiel et à identifier leur rapport à l'information et la manière dont ils évaluent la campagne électorale.

Premièrement, 87 % des jeunes interrogés disent être inscrits sur les listes électorales, contre 85 % en avril 2016. Les personnes de 20-21 ans sont plus inscrites que les autres, les enfants de cadres supérieurs également, tandis que les jeunes en recherche d'emploi sont beaucoup moins inscrits que la moyenne. 16 % sont inscrits en dehors de leur commune, ce qui peut être un facteur de non-mobilisation pour le vote.

52 % déclarent qu'ils iront voter, soit une hausse de 4 points par rapport à la précédente enquête. Mais cela veut dire que près d'un jeune sur deux n'a pas l'intention de se rendre aux urnes. Par comparaison, 63 % des Français déclarent leur intention d'aller voter à l'élection présidentielle. Les électeurs de Marine Le Pen et dans une moindre mesure d'Emmanuel Macron sont ceux qui comptent le plus aller voter.

Ceux qui ne souhaitent pas se déplacer pour déposer un bulletin avancent les raisons suivantes : un problème d'offre politique, le constat étant qu'aucun candidat ne représente les idées de l'électeur ; un sentiment assez fort (éprouvé par un abstentionniste sur deux) d'inutilité ou de vanité du vote, comme si cet acte ne pouvait rien changer à la situation individuelle ni à celle du pays ; un mécontentement et une protestation ; un vote sanction du gouvernement actuel, quoique cette raison ne soit avancée que par 19 % des personnes interrogées, puisque le bilan du quinquennat de François Hollande n'est défendu ou assumé par aucun candidat.

Les facteurs qui pourraient favoriser la participation électorale seraient : la teneur même du programme ; un changement des règles du scrutin, avec la prise en compte du vote blanc (une demande souvent formulée) ; une campagne de grande qualité (les jugements sont assez sévères de la part de nombreux Français) et l'organisation de débats entre les candidats. Il est intéressant de savoir qu'un candidat de moins de 30 ans n'inciterait pas nécessairement les jeunes à aller voter davantage.

Les intentions de vote en 2017 confortent un mouvement amorcé en 2012, qui est l'homogénéisation du vote jeune avec l'ensemble des Français. Voici ces intentions pour le 1^{er} tour :

- 29 % pour Marine Le Pen (qui était à 15 % dans l'enquête de 2012) ;
- 28 % pour Emmanuel Macron ;
- 15 % pour Benoît Hamon ;
- 14,5 % pour Jean-Luc Mélenchon (qui faisait mieux dans l'enquête d'avril 2016 que tous les candidats socialistes testés) ;
- 11 % pour François Fillon (disqualifié par les jeunes dès le 1^{er} tour, à comparer avec les 24 % obtenus par Nicolas Sarkozy dans le sondage de 2012).

Les électors des deux favoris sont quasiment opposés. Marine Le Pen obtient les meilleurs scores chez les jeunes hommes, issus de familles populaires, en particulier dans la tranche des 18-19 ans, et dans les communes rurales et périurbaines. À l'inverse, Emmanuel Macron obtient ses meilleurs scores chez les enfants de cadres supérieurs ou de professions libérales, chez les étudiants des 1^{er} et 2^e cycles, dans les grands ensembles urbains et tout particulièrement en Île-de-France. De façon globale, le seul point commun entre ces deux candidats est qu'ils sont plébiscités le plus parmi les travailleurs de 35-49 ans, qui se détournent massivement des candidats du PS et des Républicains.

Cependant, il faut souligner une grande indécision, puisque 46 % des jeunes ne sont pas encore sûrs de leur choix. Ce taux est supérieur de 7 points à la moyenne des électeurs. Il ressort de l'étude que le candidat Macron est au cœur de l'hésitation, ce qui constitue sa grande faiblesse, puisqu'un de ses électeurs sur deux pourrait encore changer d'avis. Mais 23 % des électeurs de Benoît Hamon et 17 % des électeurs de François Fillon pourraient, en deuxième choix, se tourner vers Emmanuel Macron. La question est donc de savoir si celui-ci réussira à fidéliser ses électeurs et à en attirer d'autres, ou bien s'il reproduira ce qui est arrivé à François Bayrou en 2007, lorsqu'il était monté à un moment à 23 % dans les sondages, avant de voir son résultat final déçu, le clivage droite/gauche s'étant alors refabriqué en fin de campagne – une hypothèse qui n'est pas totalement à exclure, bien que le directeur général adjoint de l'IFOP n'y croie pas beaucoup. Sans surprise, l'électorat le plus certain de son choix est celui de Marine Le Pen.

Pour le second tour, même s'il faut évidemment être très prudent, l'enquête indique que Marine Le Pen serait nettement battue par Emmanuel Macron : 37 % contre 63 %. Toutefois, elle l'emporterait chez les jeunes de 18-19 ans et les fils et filles d'ouvriers. Dans l'éventualité où François Fillon serait au deuxième tour, il serait battu systématiquement, y compris par Benoît Hamon.

Par ailleurs, l'étude révèle que l'intérêt dans jeunes pour cette campagne électorale est faible : il est de 56 % (contre 67 % dans l'enquête de 2012), un pourcentage inférieur de 11 % à la moyenne d'intérêt exprimé par l'ensemble des Français. Pourtant, en 2007, les jeunes avaient énormément voté.

Les moyens d'information utilisés par les jeunes sont divers. Ils sont dominés par la télévision, Internet et les médias sociaux. L'évolution par rapport à 2012 est frappante en ceci que la télévision a perdu 13 points, que Facebook en a gagné 19 (beaucoup plus que Twitter), et que les discussions avec la famille et les amis s'effondrent. Les sites Internet d'information sont plus utilisés par les jeunes de 24-25 ans. Facebook (utilisé par toutes les catégories) et plus généralement Internet devancent la presse nationale et la radio.

Les jeunes ont assez globalement le sentiment d'utiliser des médias neutres, sans orientation politique. Un quart des jeunes utilisent tout de même des médias affinitaires, ayant des points de vue proches des leurs. Il reste que les électeurs du Front national affichent une rhétorique selon laquelle les médias seraient contre eux. De manière générale, les jeunes manifestent une confiance dans les médias qu'ils emploient, puisque seuls 17 % font part d'une défiance, principalement au sein des catégories populaires et des sympathisants de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen.

L'enquête a interrogé les jeunes sur les enjeux qu'ils perçoivent comme déterminants dans cette élection présidentielle. La hiérarchie de ces enjeux est très similaire à ce que l'IFOP observe auprès du grand public. Ces derniers mois, l'actualité terroriste ayant été moins prégnante, il s'est produit une remontée des thématiques économiques et sociales (l'emploi, le pouvoir d'achat et le coût de la vie). Les questions d'éducation et de santé sont assez souvent citées par les jeunes. Celles relatives à la sécurité des biens et des personnes ont évolué de 10 points par rapport à 2012. Le sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes a progressé de 20 points parmi la jeune population féminine, quoique cette thématique arrive bien plus bas dans le tableau pour les jeunes hommes. Tout ce qui concerne l'Europe et la place de la France arrive en bas de tableau. Le thème de l'immigration est situé à un niveau faible, même s'il a bondi de 30 points parmi les électeurs du Front national.

D'autres questions ont été posées aux jeunes durant l'enquête, pour connaître la manière dont ils construisent leur opinion. La logique d'autonomisation émerge de plus en plus fortement avec l'âge, étant précisé qu'une personne sur cinq déclare tenir compte de l'avis de sa famille. Les amis et les personnalités semblent exercer une assez faible influence, puisque la plupart des jeunes affirment se forger leur avis de façon autonome.

Interrogés sur les acteurs susceptibles d'influencer une décision électorale, les jeunes mentionnent d'abord les chaînes d'information continue, qui devancent Internet. Les meetings des candidats, qui deviennent de véritables émissions de télévision, revêtent une importance aux yeux de la jeunesse, plus forte que la radio et aussi forte que la presse écrite. L'influence des sondages est relativisée, et celle des réseaux sociaux est quelque peu mise à distance ; en effet, l'utilisateur de ces réseaux tend à dire que ce n'est pas lui mais les autres qui sont sous leur influence.

Enfin, les jeunes ont été interrogés sur leur adhésion ou non à des mesures proposées par les candidats. Il ressort de l'enquête que la mesure qui semble la plus importante, statistiquement, est la mise en place d'une protection aux frontières pour lutter contre la concurrence déloyale des pays à bas coût. Le service civique obligatoire recueille 64 % d'approbation, ce qui est surprenant car une autre étude, conduite par l'IFOP pour l'Agence du service civique il y a quelques semaines, a produit des résultats très partagés parmi des jeunes de 18 à 30 ans. D'autre part, les jeunes se disent favorables à 60 % à la GPA, ce qui dénote un décalage avec le reste des Français. S'agissant de l'abrogation de la loi Taubira, cette idée est très fortement rejetée. Le revenu universel, quant à lui, n'est pas soutenu massivement par les jeunes, loin de là. La légalisation de la consommation de cannabis suscite des jugements très partagés, la majorité y étant défavorable. La sortie de la France de l'Union européenne est rejetée en grande majorité, ainsi que la suppression de 500 000 fonctionnaires. La mesure la plus fortement rejetée est le déremboursement de l'IGV. Une autre mesure fait l'objet d'un rejet massif, de façon apparemment surprenante : c'est le droit de vote à partir de 16 ans. Dernière chose, l'ubérisation est perçue favorablement à 73 % dans toutes les catégories de la jeunesse.

Bruno CAUTRES, chercheur au CEVIPOF, enseignant à Sciences-Po Paris

Bruno CAUTRES a trouvé l'enquête très riche et très intéressante. Ce sera un bon support pour de nombreuses analyses sur les comportements électoraux des jeunes. Présentement, il souhaite apporter quelques éléments d'analyse sociologique, qui serviront à mettre en perspective les résultats qui viennent d'être présentés.

Le premier point est la question de la participation et de l'abstention. Le taux d'inscription sur les listes électorales, à 87 %, est en progression, ce qui est un fait assez notable, car cette inscription est un facteur très important pour exprimer sa citoyenneté dans une démocratie représentative, même s'il paraît banal pour certains. Un problème doit d'ailleurs être évoqué à ce titre : la mauvaise inscription électorale, notamment lorsque la personne est inscrite dans une commune où elle ne réside plus. Des chercheurs ont montré qu'en facilitant l'inscription, par une démarche auprès des personnes non inscrites, mais aussi par une vérification plus fine des listes électorales, il s'ensuit un véritable effet sur la participation au scrutin suivant. Une partie de l'abstention est engendrée mécaniquement par ce problème d'organisation du vote. La puissance publique, organisatrice des élections, c'est-à-dire le ministère de l'Intérieur et les mairies, joue là un rôle extrêmement important, pour réduire une abstention évaluée à 48 % parmi la jeunesse.

L'une des motivations de l'abstention des jeunes comme des autres électeurs est à souligner : aucun candidat ne répond à leurs attentes ou préoccupations. Même si les candidats étaient deux plus nombreux, la réponse serait peut-être la même. Cette réponse cache sans aucun doute d'autres logiques et elle comporte plusieurs significations. Elle marque clairement une distanciation par rapport à la politique, qui s'exprime dans la deuxième motivation énoncée : la vanité du vote, l'impression que voter ne change rien. Il existe un sentiment de course poursuite infernale, dit Bruno Cautres, entre le cœur de la démocratie représentative, c'est-à-dire l'élection, et l'espoir que cette élection changera les choses. Pierre Rosanvallon, grand historien de la démocratie, a beaucoup travaillé sur ces

questions et explique qu'au fond il existe deux temps dans le régime démocratique : le temps des promesses, durant la campagne électorale, et le temps du gouvernement. Le deuxième temps peut susciter une certaine nostalgie de la campagne électorale, de ce moment durant lequel les électeurs (et les candidats) ont l'impression que tout est possible, avant d'être confrontés aux réalités de la mise en œuvre des politiques publiques. À titre de chercheur et de citoyen, Bruno Cautres pense que l'une des plus importantes modifications du rapport des hommes politiques à l'élection consisterait en un immense effort de modestie pour minimiser la distance entre ces deux temps. Mais alors, cela veut-il dire qu'il n'y aurait plus de rêves ? Et la politique, cela ne sert-il pas à changer le monde ? Ne faut-il pas dépasser l'horizon du quotidien, celui du gestionnaire, pour porter des rêves de visionnaire ? Certes. Mais aujourd'hui, la situation démocratique en France est tellement sous tension qu'il semble plus que souhaitable de réduire l'écart entre le temps des promesses et le temps du gouvernement. C'est sans doute douloureux à accepter, mais il est déjà douloureux de constater qu'une part non négligeable de la jeunesse de ce pays considère qu'il est inutile de se rendre aux urnes alors même que rien n'est plus constitutif du lien de citoyenneté ou d'appartenance à la communauté que le fait d'aller au bureau de vote. Les historiens et les anthropologues ont montré l'existence d'un fort sentiment d'appartenance communautaire le jour de vote, car l'être humain qui vit dans un collectif ou une société a besoin de régulièrement se rappeler pour quelle raison il est membre d'une communauté. Cela passe par un mécanisme de régulation, car à un moment donné il faut bien choisir qui va faire les lois et selon quelle orientation.

La question du programme révèle un appétit, mais un menu qui n'attire pas. Faut-il réduire son appétit ? Faut-il changer de menu ? Peut-être faut-il agir sur les deux aspects ? La question du vote blanc et de sa reconnaissance, quant à elle, revient fréquemment dans les enquêtes. Bruno Cautres pense que cette idée apparemment simple soulève un vrai problème. En effet, comment organiser la reconnaissance du vote blanc ? Se pourrait-il que l'on admette, le soir des élections, en cas de majorité de votes blancs, qu'il faudrait revoter ? Commence alors le paradoxe des paradoxes : il faudrait revoter parce que le choix majoritaire a été de ne pas de faire de choix. Il se pose également, de manière récurrente, une autre question, qui est celle du vote obligatoire. L'obligation entraînerait la nécessité d'une sanction, éventuellement sous forme d'une contravention de deuxième catégorie de 38 euros. Les citoyens sont-ils prêts à être sanctionnés de 38 euros pour ne pas s'être rendus aux urnes ? Cela soulève un problème, qui n'est pas mince, parce que cela engendrerait des inégalités.

Des travaux de recherche ont mis en évidence au moins deux facteurs de mobilisation électorale. Le premier est l'attraction, pour rendre les élections plus attractives, plus intéressantes et plus excitantes au niveau du débat d'idées. Cela suppose une véritable confrontation de projets. La sociologie montre bien que les électeurs adorent le combat politique. Ils ont le sentiment d'assister à la fois à un sport horrible, avec des adversaires qui seraient presque prêts à s'entretuer, et à un spectacle assez fascinant, avec ces titans qui s'opposent. Cette attraction peut aussi venir de systèmes politiques qui favorisent et reconnaissent tous les courants d'expression publique, notamment par le biais des modes de scrutin. Un deuxième facteur de mobilisation est ce que des sociologues ont appelé la facilitation, pour rendre le vote plus facile. Plusieurs expérimentations, en particulier au Royaume-Uni et en Suisse, ont été effectuées en ce sens, par exemple le vote par SMS. Cette

méthode pose évidemment des enjeux de sécurisation informatique, car il faut éviter que l'élection tourne en une gigantesque fraude. La question de la démocratie électronique sera un champ à explorer dans les années prochaines. Par ailleurs, le vote postal a été expérimenté à l'occasion des élections européennes en Grande-Bretagne, consistant à envoyer les programmes, les bulletins de vote et une enveloppe prépayée. Cette technique a permis d'obtenir une augmentation de la participation de 5 à 7 % selon les régions. La facilitation du vote se pose aussi pour les populations les plus fragiles, les personnes sans domicile fixe, celles avec un handicap...

Au sujet des intentions de vote, Bruno Cautres confirme un effet d'homogénéisation du vote jeune avec le reste de la population. Cependant, il met à jour également une logique de singularisation au sein même de la jeunesse, avec un grand clivage entre des jeunes sensibles à Emmanuel Macron et ceux portant leur voix sur Marine Le Pen, comme s'il existait deux sous-populations, avec des profils sociologiques opposés : enfants de cadres supérieurs opposés aux enfants des classes populaires ; lycéens opposés aux étudiants ; jeunes de communes rurales opposés aux jeunes des grandes villes. En fait, les élections sont de grands révélateurs des clivages ou tensions qui existent dans le pays. Si le deuxième tour opposait Macron à Le Pen, il s'agirait d'un match entre deux blocs qui représentent deux visions différentes de la France et du monde.

Concernant la sûreté du choix, le taux de 46 % est bas et il faut se demander si c'est une bonne ou une mauvaise nouvelle. Bruno Cautres est hésitant sur la réponse à donner. Ce chiffre laisse penser que la campagne n'intéresse pas suffisamment les Français. Mais peut-être attendent-ils de se faire son opinion ? La cristallisation du vote n'est sans doute pas encore intervenue. La stabilisation des flux de votants entre Hamon, Mélenchon et Macron sera un point clé de l'élection.

Enfin, lorsque les électeurs hésitent ou se sentent perdus dans la jungle des programmes, la sociologie montre qu'ils ont tendance à être secrètement guidés par de grandes dimensions idéologiques. Il faut donc être prudent si l'on annonce la mort du clivage gauche/droite. Même si François Fillon n'est pas qualifié pour le second tour, cela ne voudra pas dire que ce clivage sera mort. Pour se guider, les électeurs ont besoin de points de repère. Aujourd'hui, le clivage gauche/droite cohabite avec un deuxième clivage qui se forme et dont sont porteurs ceux qui sont pour le moment qualifiés au deuxième tour, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, un clivage notamment entre l'ouverture et la fermeture des frontières, entre l'acceptation du monde global et son refus.

Table ronde et échanges avec la salle

Thibaut RENAUDIN remercie Bruno Cautres pour cette analyse de l'enquête sur le comportement électoral des jeunes. Cette prise de recul montre combien la situation est complexe et combien la période que nous vivons est tout à fait étonnante.

Virgil HENNEQUIN, conseiller délégué à la mairie de Sainte-Savine, voudrait savoir comment l'IFOP explique que les prévisions des résultats étaient fausses pour les primaires en France comme pour les élections américaines. En 2002, les sondages donnaient Chirac et Jospin au second tour. De quoi se demander si l'on peut vraiment se fier aux sondages.

Frédéric DABI relève que les enquêtes de l'IFOP de 2007 et 2012 n'ont pas été mentionnées ; il est vrai qu'elles avaient vu juste. Il rappelle que le sondage n'est pas une prédiction au point près et que les intentions de vote exprimées ne sont pas des résultats. Certains sondeurs américains ont donné Trump gagnant, mais il ne faut pas oublier que Clinton a recueilli plus de suffrages. Les élections de 2002 ont certainement montré une erreur collective, des politiques, des médias et même des sondeurs, dans le sens où pendant cinq ans tout le monde s'était focalisé sur le duel des cohabitants, Chirac et Jospin. Un fiasco s'est produit en 1995, quand personne n'avait donné Jospin en tête et que tout le monde voyait Balladur.

Bruno CAUTRES partage une anecdote concernant les élections de 2002. Après son travail, le vendredi soir précédent le premier tour, il écoutait la radio, une émission sur France Inter, et il a entendu la patronne de l'IFOP, Laurence Parisot, évoquer les derniers chiffres de l'institut de sondages. Elle a alors émis un signal, faible certes, en disant que la qualification de Jean-Marie Le Pen n'était pas impossible.

Louise, du conseil lillois de la jeunesse, s'interroge sur le fonctionnement du vote obligatoire, en demandant s'il faudrait tout de même qu'il y ait un minimum de voix pour être élu. Elle serait intéressée par un comparatif avec la Belgique, où le vote est obligatoire.

Bruno CAUTRES précise qu'il faut déjà atteindre un quorum d'électeurs pour remporter une élection. Selon un collègue chercheur belge, il existe de l'abstention en Belgique. En effet, malgré des sanctions, des gens tiennent tête au système, en se disant : « Puisque c'est obligatoire, je n'y vais pas. » Ou alors, ils y vont mais manifestent un comportement fantaisiste ou problématique au bureau de vote. Pour M. Cautres, l'obligation de voter soulève un problème de fond tant que la classe politique n'est pas elle-même exemplaire.

Grégoire ROBILLIART, étudiant, s'étonne de la présence dans l'enquête d'une question sur l'ubérisation. L'intérêt est-il d'amener la question de la simplification du droit du travail ? Du reste, quelle est l'utilité profonde de telles enquêtes statistiques ? N'ont-elles pas pour but de provoquer un vote stratégique, qui pourrait être de déterminer le candidat susceptible de faire perdre Marine Le Pen ? Traduisent-elles une perte de choix démocratique, si les électeurs votent de moins en moins pour défendre ou porter des convictions ? Au lieu de voter pour un candidat et ses idées, les électeurs pourraient, à la vue des sondages, être tentés de choisir le moins pire, afin de faire barrage au Front national.

Frédéric PAIRAULT explique la démarche adoptée et la présence d'une question sur l'ubérisation. Il s'agissait de tester des propositions de campagne, de mesurer de possibles décalages entre les jeunes et le reste de la population, et d'identifier des marqueurs idéologiques.

Frédéric DABI indique que le thème de l'ubérisation a été posé aussi parce qu'il suscite plusieurs interrogations et inquiétudes notamment sur les droits sociaux. Concernant le vote stratégique, compte tenu de la présence quasi certaine ou probable de Marine Le Pen au deuxième tour, ce qui ne serait pas une surprise comme en 2002 puisque le Front national est arrivé en tête aux élections européennes et régionales, il est effectivement possible qu'il y ait un vote utile d'une partie de l'électorat de gauche, pour laquelle un second tour entre Le Pen et Fillon constitue le cauchemar absolu et qui serait donc tentée de voter pour Macron, siphonnant ainsi une partie de l'électorat de Hamon, voire de Mélenchon. Mais toutes les intentions de vote ne sont pas stratégiques, parce qu'il existe des invariants structurants dans le vote, selon la génération, la catégorie sociale, le niveau de diplôme... De tels invariants invalident la possibilité d'un vote systématiquement stratégique.

Bruno CAUTRES fait savoir que toutes les études sur le vote dit stratégique montrent que celui-ci reste fondé sur certaines logiques assez fortes. En effet, si l'on vote stratégiquement pour éviter le candidat du pire, le choix ne se fait pas n'importe comment. En réalité, le vote est tout sauf un hasard. C'est un acte très significatif, d'un point de vue sociologique et anthropologique. Cet acte est hautement rituel, avec une très grande portée symbolique dont on n'a pas forcément conscience. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les cartes des résultats électoraux montrent une stabilité, au vu d'un ensemble de phénomènes, et qu'il est possible de connaître les résultats aussi rapidement, dès 20 heures le jour même. La carte du vote pour François Hollande en 2012 exprime ainsi la géographie traditionnelle de la gauche. La cartographie du vote pour François Fillon à la primaire de la droite est également l'expression d'un certain nombre d'invariants. Sous l'apparence d'un acte libre, stratégique et calculateur, le vote est en fait un acte collectif, un rituel anthropologique, qui est très lourd sociologiquement. La liberté de cet acte est toujours contrainte dans le sens où l'on ne votera jamais pour le candidat d'un camp dont on a une vision très négative.

Une personne dans la salle rebondit sur la distinction entre le temps de la campagne électorale et le temps gouvernemental, et sur les propos de Bruno Cautres enjoignant les politiques à réduire le niveau de leurs promesses. Or, l'une des causes massives de l'abstention des jeunes est l'incapacité des politiques à agir sur la réalité. S'il faut diminuer cette volonté d'agir sur le monde, le risque n'est-il pas de détourner encore plus les jeunes de la politique et en particulier du vote ?

Bruno CAUTRES partage ces doutes. La question est ouverte, et il n'est sûr qu'il sache y répondre. Il sait simplement que toutes les études sur le rapport des Français à la classe politique montrent un sentiment de lassitude face aux promesses non tenues. Dans l'une des enquêtes annuelles réalisées au CEVIPOF, qui est le baromètre de la confiance politique et qui a été publiée en janvier dernier, seuls 18 % des personnes sont d'accord avec l'idée que les politiques font tout pour tenir leurs promesses. Après Nicolas Sarkozy et François Hollande, après deux mandats successifs avec deux personnalités opposées, deux styles et

deux agendas très différents, le sentiment d'une grande majorité de Français est finalement qu'on arrive au bout d'une impasse. Les électeurs de Marine Le Pen pointent fréquemment cet état de fait et ne comprennent pas pourquoi autre chose n'est pas fait. Dans dix ou quinze ans, lorsque l'économie française ira mieux peut-être, rien ne sera sans doute plus urgent que de développer de grands projets d'avenir, qui soient porteurs pour les Français. Normalement, le rôle de la politique est de donner de grandes visions qui permettent aux citoyens d'aller de l'avant. Aujourd'hui, il est difficile d'aller de l'avant quand tant d'obstacles s'opposent à l'avancée des Français.

Thibaut RENAUDIN convie un élu local à partager son point de vue sur le comportement électoral des jeunes.

Sony CLINQUART, vice-président de la Communauté urbaine de Dunkerque, maire de Grand-Fort-Philippe, souhaite d'abord retracer son parcours depuis 1995. Âgé alors de 21 ans, il a eu la chance qu'on lui fasse confiance, quand il s'est engagé dans une ville à dimension humaine, de 5 500 habitants. Le jargon politique lui semblait étranger et ne le passionnait pas outre mesure. Il était impliqué dans le milieu associatif, là où il a été repéré.

M. Clinquart a été attentif aux résultats du sondage qui viennent d'être présentés, qui sont une photographie de ce que peut ressentir la jeunesse. Il sent bien que les jeunes vivent et subissent un décalage avec l'exécutif national. En tant que maire sans étiquette – mais pas sans convictions et sans engagements –, il vit et subit ce même décalage, dont les répercussions sont dramatiques. Lorsqu'il s'est présenté aux élections, il y a une dizaine d'années, il dit avoir eu de réelles difficultés, sur le plan administratif, organisationnel et financier, parce qu'il n'était pas estampillé et rattaché à un mouvement. Mais la confiance lui a permis d'évoluer.

M. Clinquart fait confiance aux jeunes, et pas simplement en mettant en place un conseil municipal des jeunes, qui est souvent instrumentalisé. Il pense qu'il faut aller beaucoup plus loin, notamment en n'hésitant pas à organiser plusieurs réunions publiques sur des sujets importants, qui concernent vraiment la population. Il pense qu'il faut amener les jeunes à vraiment s'occuper de ce qui les regarde. Dans cette perspective, il se montre disponible, durant les permanences, pour recevoir des jeunes, qui viennent le voir essentiellement pour l'emploi et le logement. Le maire est le premier filtre et le premier rempart pour les problèmes que subissent les gens et en particulier les jeunes. Il regrette de ne pas pouvoir proposer des jobs d'été à des jeunes, ni des aides financières pour leurs études, alors qu'à proximité se trouve une centrale nucléaire et qu'une commune voisine de 12 000 habitants possède un budget de 66 millions d'euros, tandis que sa ville n'en a que 5,7 millions.

M. Clinquart avoue ne pas comprendre que des citoyens n'aillent pas voter ; si vous n'allez pas voter, dit-il, d'autres s'approprient votre parole. Il approuve l'idée que la classe politique devrait faire preuve de modestie. Il ne supporte pas la condescendance qui consiste à s'imaginer que parce qu'on est élu ou qu'on possède un titre, on a le droit de parler à la place des autres. Or, aujourd'hui, les forces vives existent, mais elles ne sont pas amenées à s'exprimer ; pourtant, ce serait déterminant. À cet égard, des états généraux de la jeunesse seraient une bonne idée, à l'échelle de la Communauté urbaine de Dunkerque.

Brahim, étudiant, entend les frustrations suite aux promesses de campagne non tenues. Il évoque l'existence d'un bureau indépendant, composé de plus de cent personnes, situé aux Pays-Bas, qui chiffre les programmes électoraux et affiche les scénarios de manière constructive, afin que les électeurs aient une meilleure lisibilité avant de se rendre aux urnes. S'appuyer sur de tels organismes permettrait éventuellement de réduire l'abstention.

Bruno CAUTRES estime que ce bureau, dont il connaît certains membres, œuvre dans la bonne direction. Des organismes en France s'attellent à ce travail de chiffrage et d'explicitation, mais sans indépendance ou bien avec une idéologie marquée. C'est le cas de l'IFRAP, un *think tank* très libéral qui se pose en pourfendeur des dépenses publiques. Or, le pays a besoin de connaître la teneur et le coût des propositions électorales. Depuis une dizaine d'années, le parlement britannique a financé une commission électorale, qui produit des recherches et finance des expérimentations, par exemple sur la question des jeunes et de la politique et sur les actions concrètes qui peuvent être conduites sur le sujet. La France manque cruellement d'institutions évaluant la qualité de la démocratie et du gouvernement. C'est un enjeu essentiel que d'éclairer les citoyens. Dans ce domaine, la France est très loin du peloton de tête, composée par les pays d'Europe du Nord et par la Suisse. Cela étant, lorsqu'un candidat propose des mesures, il peut être à la fois ambitieux et modeste. L'effort de modestie est précisément le signe d'une grande ambition. On peut proposer beaucoup moins, mais s'engager à le faire et aussi à rendre des comptes, en acceptant de se soumettre au jugement de la collectivité. Quand les objectifs sont plus modestes, précis et chiffrés, l'obligation de rendre des comptes devient plus forte. Aujourd'hui, le sentiment des Français est que les politiques n'ont pas de comptes à rendre, ce qui génère du désarroi.

Thibaut RENAUDIN, pour terminer la table ronde, invite un élu local qui est aussi dirigeant associatif à exprimer son regard sur l'enquête de l'FOP et l'ANACEJ.

Mathieu CAHN souhaite parler d'abord en tant que dirigeant associatif, président de l'ANACEJ. Il ne veut pas d'images d'Épinal concernant les jeunes, et, comme Sony Clinquart, il ne veut pas que les conseils de jeunes soient de jolies vitrines servant une fois par an à leur passer une écharpe tricolore au cou et à leur faire chanter la Marseillaise. Aujourd'hui, dans leur immense majorité, les conseils de jeunes ne ressemblent plus à ces images d'Épinal. L'ANACEJ est convaincue que la participation des jeunes ne passe pas que par des conseils, bien que ces lieux puissent regrouper des initiatives citoyennes très intéressantes. Par exemple, les avis du conseil des jeunes de Paris sont annexés aux délibérations du conseil municipal et rendus publics lors des séances de ce dernier. Cette assemblée de jeunes est donc loin d'être une assemblée fantôme ; elle s'exprime, elle prend des positions et elle les fait valoir.

En tant qu'élu local, M. Cahn a entendu divers propos concernant l'image des représentants du peuple. La veille, lors de la projection du film, il a entendu que les élus étaient représentants d'une caste oligarchique. Ce jour, il a entendu des jeunes dire à propos de leurs élus locaux qu'ils étaient proches des habitants et travaillaient pour eux. Où se situe M. Cahn ? Il pense qu'il n'est ni un membre d'une caste oligarchique, ni un surhomme capable de tout faire pour la population. Pour agir au niveau local, il sait qu'il a aussi besoin de liens avec des représentants au niveau national et il affirme connaître de nombreux élus nationaux qui effectuent parfaitement leur mission et qui savent écouter les citoyens.

M. Cahn ne nie pas l'existence de problèmes au sein de la République. Il revient sur l'ambition de modestie. Redescendre d'un cran n'est pas forcément un manque d'ambition, mais peut exprimer la volonté de redonner au dialogue citoyen sa pleine place. Cela suppose pour les élus de croire aux jeunes, en leur capacité d'analyse, en leur faculté de percevoir et comprendre les enjeux. Autant il semble assez facile de comprendre les enjeux d'une élection présidentielle ou municipale, autant ceux d'une élection régionale paraissent moins évidents. En effet, le Président de la République et le maire sont des personnes que la population identifie bien. Afin de rendre intéressantes toutes les élections et d'en évaluer tous les enjeux, il importe de prodiguer des efforts de pédagogie.

M. Cahn attache aussi une grande importance à la véracité du propos politique, en l'illustrant avec une anecdote sur un quartier de Strasbourg. Il y a deux ans et demi, lors d'une démarche de démocratie participative, il est allé à la rencontre de jeunes de ce quartier, qui lui ont expliqué qu'ils aimeraient bien pouvoir pratiquer davantage une activité sportive. Ils lui ont demandé s'ils pouvaient travailler avec lui à la mise en place d'un équipement pour s'adonner à cette activité. L' élu a accepté d'en discuter. Au cours de la première réunion, il leur a signifié qu'il lui fallait étudier, pendant un mois, les possibilités de l'installation, ainsi que ses éventuels délais. Un mois plus tard, lors d'une deuxième réunion, il les a informés que ce projet était plus complexe qu'imaginé au départ et que sa réalisation se déroulerait sur dix-huit mois, le temps de réunir les budgets et de concevoir l'équipement. Il leur a proposé de construire cet équipement de manière collaborative, en précisant que certains jeunes pourraient aller en insertion ou en stage dans l'entreprise qui serait retenue pour la fabrication. À l'annonce de la durée de dix-huit mois, l'enthousiasme des jeunes a semblé retomber. Mais M. Cahn les a assurés que des temps d'échange seraient organisés pour suivre l'avancement du projet. Un an plus tard, l'arbitrage budgétaire a repoussé de cinq mois le déclenchement de l'opération. Les jeunes ont compris ce délai sans aucun problème. En effet, pendant plus d'un an, ils ont vu qu'on leur disait la vérité et qu'on les prenait au sérieux. Ils ont vu que la promesse n'avait pas été dite à la légère. Ils ont compris les contraintes de réalisation d'un projet.

L'ambition pour un élu est d'expliquer les contraintes et les marges de manœuvre, de ne pas tenir un discours d'impuissance et surtout d'assumer ses responsabilités. Tout cela suppose quelque chose de fondamental, envers les jeunes comme envers le reste de la population : la confiance. La confiance suppose également de la cohérence. François Fillon a créé son parcours politique sur une image d'austérité, de rigueur et de probité, et puis, tout d'un coup, les gens ont découvert des choses sur lui, qui ont miné la cohérence et la confiance à son égard.

Enfin, M. Cahn ne croit pas à la fin du clivage gauche/droite ou à l'effacement de tout clivage. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les jeunes attendent à la fois de la liberté et de la protection. Ils ont besoin de sentir que des élus s'intéressent à ce qu'ils vivent, de sentir que l'État les protège. Mais ils ne veulent pas pour autant que l'État soit omniprésent. Ils veulent que l'État garantisse leur droit à s'exprimer, et ils restent attachés aux services publics et aux acquis sociaux. C'est la puissance publique qui peut apporter cette protection et cette liberté.

— CLÔTURE —

Mathieu CAHN, président de l'ANACEJ

Mathieu CAHN remercie tous les participants à ces rencontres, tous ceux qui se sont exprimés, ont apporté des éléments de réflexion, ont provoqué des débats et ont permis de confronter des points de vue. Une menace qui pèse sur la démocratie est l'absence de débat et le refus de confronter des idées. Ces temps de dialogue sont nécessaires pour et entre les élus, les professionnels et les jeunes. M. Cahn tient à ce que les jeunes s'approprient totalement ces espaces de parole. Il remercie chaleureusement le service Jeunesse pour l'organisation impeccable de ces deux journées et pour la convivialité de son accueil, que chacun a pu apprécier. Il espère que les AJT se perpétueront.

Davy LEMAIRE, adjoint au maire délégué à la Jeunesse, Ville de Dunkerque

Davy LEMAIRE tient également à remercier les intervenants, qui ont été de grande qualité, mais aussi le public pour son écoute et son implication, l'université pour avoir hébergé les rencontres gratuitement, toute l'équipe qui a animé les débats, ainsi que l'ANACEJ, partenaire fidèle, l'IFOP pour la primeur des résultats de la dernière enquête, tous les jeunes présents, les techniciens, les associations, les fédérations d'éducation populaire, et les élus venus de toute la France.

M. Lemaire retient, entre autres, que trois causes représentent 40 % de l'abstention : l'idée que rien ne changera pour les jeunes ; l'idée que rien ne changera pour la société ; et le fait qu'aucun candidat ne réponde aux attentes. En tant qu'élus, c'est dur d'entendre cela. Des efforts restent donc à faire, notamment pour expliquer les programmes, pour donner les clés de compréhension de nos institutions, pour faire comprendre les codes de la politique, pour former les jeunes aux questions qui sont fondamentales à leur citoyenneté.

Pour finir, Davy Lemaire invite chacun à interpeller les élus locaux, les députés et les sénateurs sur ce qui a été dit et ressort de ces deux journées à Dunkerque, qui verra une cinquième édition des rencontres AJT en 2018.

Ces actes ont été rédigés par la Compagnie des rédacteurs.

Emmanuel Bisson – Rédaction

Charlotte Martin – Rédaction de « L'influence du territoire sur le vote »

Cédric Schönwald – Rédaction des boîtes à outils Voxe et Fluicity

www.co-redacteurs.fr